

Un putsch de plus au Nigéria

Il y a moins de deux ans, l'armée nigérienne mettait un terme à une expérience de gouvernement civil dans le pays qui passait naguère pour « la plus grande démocratie d'Afrique ». Elle recommence à présent. Les griefs qu'elle formule contre le général Babangida sont les mêmes que contre son prédécesseur Shagari : pouvoir arbitraire, incapacité à souder l'unité nationale et à mener une politique économique à la mesure des difficultés du moment.

Loin de les résoudre, les précédents putschistes avaient laissé s'accumuler les problèmes nationaux dont la gravité justifiait à leurs yeux l'instauration d'un régime fort. La réconciliation nationale n'a pas eu lieu. De sanglantes émeutes ont terni l'image du Nigéria. De plus en plus autoritaire, le général Babangida avait interdit tout débat sur les formes que pourrait prendre le retour progressif à un gouvernement civil. Il avait relâché des détenus politiques, mais en même temps il sévissait contre la presse, qu'il essayait de maintenir en l'état et contre tous les mouvements de libération de la presse britannique de libre contestation.

Le Nigéria s'était discrédité en expulsant de façon inhumaine des centaines de milliers de travailleurs « immigrés » originaires des pays voisins. La fermeture des frontières terrestres pour éviter la contrebande était jugée par les pays qui en pâtissaient comme contraire aux conventions de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

La nouvelle junte est dirigée par un homme qui assumait de hautes fonctions sous le précédent régime. On pouvait craindre, à mesure que l'échec du général Babangida devenait plus patent, que les rivalités de personnes ne déchiraient une armée de quelque cent mille hommes contrôlant l'ensemble du pays.

Il y avait, en particulier, le risque que de jeunes officiers radicaux ne se lancent dans une tentative révolutionnaire aventureuse. Apparemment, il n'en a rien été. Le pouvoir a changé de main, mais il appartient toujours à des hommes semblables : des officiers supérieurs plus soucieux d'économie que d'idéologie. A défaut de pouvoir convaincre leurs compatriotes qu'ils n'ont été en rien inflexibles aux erreurs passées, ils devront faire la preuve qu'ils en ont tiré les leçons.

Or la marge de manœuvre du général Babangida, nouveau maître du pays, est des plus étroites. Il lui faut décider rapidement si la médication forte prescrite par le FMI - dévaluation de la monnaie nationale, ouverture des frontières au commerce international - peut être administrée sans soubresauts. Tout en menant une politique de rigueur et d'assainissement, son prédécesseur n'avait pas accepté ce risque.

Il convient, d'autre part, de trancher le débat qui s'était instauré au sein de l'équipe précédente sur l'attitude à observer avec l'OPPEP. Faut-il y rester ou en sortir pour retrouver sa liberté d'action ? Privé d'une partie de sa « rente » pétrolière, le Nigéria doit faire un choix délicat entre la solidarité avec les autres producteurs et ses besoins en devises pour maintenir un des secteurs économiques les plus spectaculaires d'Afrique noire.

(Lire nos informations page 4.)

VIVE TENSION EN AFRIQUE DU SUD

Manifestation au Cap en faveur de Nelson Mandela

La tension était très vive mercredi matin 28 août au Cap, où malgré l'arrestation du pasteur Allan Boesak, fondateur de la principale organisation anti-apartheid, la marche prévue pour la libération de M. Nelson Mandela a été maintenue. La police a tenté de disperser à l'aide de gaz lacrymogènes plusieurs centaines de personnes venues participer à la manifestation.

D'autre part, pour enrayer la chute du rand, le gouvernement sud-africain a suspendu jusqu'au 2 septembre les transactions à la bourse de Johannesburg, ainsi que sur les marchés des changes.

L'arrestation mardi, au Cap, de M. Allan Boesak, fondateur du Front démocratique uni (UDF), qui regroupe sept cents organisations luttant contre l'apartheid, et président de l'Alliance mondiale des Églises réformées, marque un nouveau pas dans la répression qui s'est abattue sur les dirigeants de l'UDF depuis une dizaine de jours.

En lançant son appel à une marche publique pour réclamer la libération de M. Nelson Mandela, dirigeant de l'ANC condamné à la prison à vie et détenu depuis vingt-trois ans, le pasteur Boesak adressait un nouveau défi aux autorités, au moment où le monde a les yeux tournés vers l'Afrique du Sud. A la veille de son arrestation, le pasteur Boesak ne s'y était d'ailleurs pas trompé, soulignant que les mesures très sévères prises contre les participants à cette marche annoncées par les autorités étaient « la réponse habituelle du gouvernement à une protestation pacifique. C'est le langage des hommes profondément inquiets... » qui, veulent montrer qu'ils sont encore les maîtres. Mais nous ne pouvons l'accepter. La violence et l'intimidation ne nous feront pas reculer... » a-t-il dit.

« sommes un peuple qui a redécouvert sa dignité », poursuivait le révérend Boesak, avant d'ajouter : « Le monde entier nous regarde et verra que, si violence il y a, c'est seulement du fait de la police. »

L'arrestation de M. Boesak, délégué selon l'article 29 de la loi sur la sécurité intérieure, qui prévoit une détention préventive limitée sans contacts avec la famille ni les avocats, a été largement condamnée dans le monde et en Afrique du Sud même. A Washington, un porte-parole du département d'État, M. Redman, a déclaré : « Nous pensons que la détention du révérend Boesak et d'autres leaders ne peut qu'exaspérer le climat actuel ». De son côté, le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Larry Speakes, a déclaré à Santa-Barbara, en Californie, où se trouve le président Reagan : « Nous sommes préoccupés. Nous nous inquiétons de ce que des mesures de ce type, accroissant la tension, alors qu'il devrait être temps de réduire les tensions et de commencer à discuter. »

(Lire la suite page 3.)

LE RAPPORT TRICOT ET L'AFFAIRE GREENPEACE

La déclaration de M. Fabius a apaisé le gouvernement néo-zélandais

A Wellington, M. David Lange, premier ministre néo-zélandais, a enregistré, mardi 28 août, avec satisfaction la déclaration de M. Laurent Fabius, qu'il a jugée « aussi constructive qu'il était possible » sur l'affaire Greenpeace. La veille, le chef du gouvernement français s'était exprimé, à Paris, sur le rapport qu'il avait demandé à M. Tricot, en affirmant que « des poursuites judiciaires seraient immédiatement exercées s'il apparaissait que des faits criminels

ont été commis par des Français ». M. Fabius a, d'autre part, invité le ministre de la défense, M. Charles Hernu, à remédier aux « carences importantes » dans le fonctionnement de la Direction générale de la sécurité extérieure. La plupart des dirigeants de l'opposition paraissent considérer que, dans cette affaire, « l'intérêt national exige la plus grande prudence ». Une opinion que M. Valéry Giscard d'Estaing résume ainsi : « Qu'il ait tort ou raison, c'est mon pays ».

Contrôle sans entraves

M. Laurent Fabius profite du rapport de M. Bernard Tricot pour, publiquement, se plaindre du mauvais fonctionnement interne de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et demander, du même coup, au ministre de la défense, M. Charles Hernu, de remédier rapidement aux carences constatées au sein d'un service de renseignement dont, souligne le premier ministre, aucun pays démocratique ne peut se passer dans l'intérêt même de sa sécurité, notamment dans le Pacifique pour la France.

De tels propos du chef du gouvernement peuvent surprendre. Pour au moins trois raisons, qui s'ont pas, tout à fait, ce que M. Fabius en a retenu : au contraire, l'enquêteur désigné par le premier ministre rend grâce à l'amiral Pierre Lacoste, qui dirige la DGSE depuis bientôt trois ans, d'avoir restauré la discipline et remis de l'ordre dans une « maison » volatiers turbulente. Ensuite, parce que les Néo-Zélandais apprendront, à cette occasion, ce dont ils se doutaient un peu déjà et qu'ils ont du mal à admettre, à savoir que la DGSE est officiellement considérée par le gouvernement français comme une institution qui contribue, avec d'autres, à décourager les agissements étrangers hostiles à sa politique nationale de dissuasion nucléaire.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 6.)

Habilités

Le premier ministre, une fois de plus, a botté en touche, selon une technique qui lui est familière lorsqu'il est en charge d'une affaire embarrassante. L'intervention qu'il a faite mardi après avoir pris connaissance du rapport Tricot peut être interprétée ainsi : aux Néo-Zélandais de se débrouiller pour découvrir la vérité ; à M. Charles Hernu de boucher les trous ; les « carences » des services secrets français ; au Parlement de prêter désormais suffisamment d'attention aux agissements de la DGSE pour découvrir, s'il y en a, des anomalies dans son comportement.

A la décharge de M. Fabius, il convient de remarquer qu'il était placé dans une situation inconfortable. Les conclusions du rapport Tricot ont été accueillies avec un tel scepticisme en France et à l'étranger qu'il ne pouvait pas se contenter, en une paraphrase, de s'abriter sous un parapluie paré. Dès lors que M. Tricot admet lui-même qu'il a pu être « berné » par ses interlocuteurs lors de sa rapide enquête, M. Fabius était contraint d'adopter une démarche prudente. Bien qu'émanant d'une personnalité « incontestable », le rapport est contesté. Le premier ministre en a habilement pris acte sans toutefois le contredire, ce qui eût été surréaliste.

Il fallait bien aussi que le premier ministre tire les leçons et les conclusions de cette affaire. En admettant les « carences » des services secrets français, il engage la responsabilité de leur autorité de tutelle, M. Charles Hernu. Mais au-delà du ministre de la défense, il prête le flanc à une critique émise par l'opposition depuis 1981 : l'autorité de l'État n'est pas assurée depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir.

Logiquement, l'opposition devrait en tirer profit. Mais elle retourne l'argument. « L'intérêt national » - comme le dit M. Michel Poniatowski - justifie pour la plupart des dirigeants de droite les plus profondes silences.

Les socialistes, apparemment, ne partagent pas tout à fait cette conception de la raison d'État. Le premier ministre a laissé entendre la porte au débat et le premier secrétaire du Parti socialiste l'a poussée, en affirmant que « de nouvelles investigations sont indispensables ». Ce comportement peut paraître paradoxal au regard des exigences de l'opposition. Il est conforme en tout cas à l'idée que les socialistes se font publiquement de la politique.

JEAN-YVES LHOMEAU.

L'Etat va reprendre 12 milliards de francs à la Sécurité sociale

En récupérant certaines taxes et en abandonnant quelques obligations, l'Etat contribuera à accroître, en 1986, le déficit de la Sécurité sociale de 12 milliards de francs.

(Lire page 17, l'article de GUY HERZLICH.)

LA CGT CONTRE LE PLAN D'AUSTÉRITÉ DE M. ALFONSIN

L'Argentine à l'épreuve de la grève générale

Buenos-Aires. - A la CGT, c'est l'ambiance des grands jours. Dans vingt-quatre heures, le 29 août, il y aura grève générale. Du moins, une tentative de ce genre. Porteurs de tracts et couleurs d'affiches s'affrontent dans les escaliers de l'immeuble gris et plutôt pompeux, que le syndicat occupe près du port. Les escaliers sont raides et les ascenseurs en panne. Beaucoup de choses sont en panne, d'ailleurs, dans l'Argentine d'aujourd'hui, à commencer par le téléphone, qui marche quand il veut.

A la tombée de la nuit, c'est presque la bousculade. Les locaux poussiéreux du syndicat se transforment en salles de classe. Au temps du régime militaire, ils avaient été réquisitionnés pour devenir une annexe de l'Université. La démocratie a rendu son immeuble à la CGT, mais maintes les étudiants dans les lieux. Les « gros bras » des fédérations obtiennent donc les adresses à walkman. On touche à l'une des principales revendications des cégétistes : ils demandent la modification de la législation du travail. Celle de

la dictature est toujours en vigueur, en effet. D'où cette cohabitation quelque peu échevelée au siège de la centrale.

Donc, c'est la grève. Ou plutôt la « mobilisation générale ». « On a donné l'ordre d'arrêter le travail uniquement pour que les gens puissent manifester », dit M. Saul Ubalini, secrétaire général de la CGT.

Mobilisation contre qui, contre quoi ? Contre le « traitement de choc » décidé à la mi-juin par le gouvernement Alfonsín et qui s'est traduit par un gel des salaires et des prix, ainsi que par un effort pour réduire le déficit budgétaire, et aussi par davantage de récession et de chômage.

L'idée d'un « paro general » (c'est-à-dire d'un arrêt de travail dans tout le pays) étonne à priori. Le « traitement de choc » est bien accepté par les Argentins. Un quotidien, *El Tiempo argentino*, affirme, sur la foi d'une enquête, que 68 % le trouvent

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

« bon », voire « très bon », et que 85 % sont disposés à l'appuyer. Il est vrai qu'ils étaient invités à opiner non sur le plan de rigueur, mais sur le « plan austral » : c'est la même chose, mais sous un plus joli emballage. L'austral vaut plus qu'un dollar. Et au change officiel, il s'est pas varié depuis plus de deux mois.

Alors, pourquoi la grève ? Pourquoi risquer un échec ? M. Ubalini s'explique. Cet homme de quarante-sept ans, ancien leader du syndicat de la bière, est, depuis 1980, l'un des quatre secrétaires généraux de la CGT. En fait, il est le seul qui ait un vrai prestige dans la classe ouvrière. La CGT péroniste a trop souvent ressemblé, dans le passé, aux syndicats américains : mêmes mœurs, mêmes trafics. Certains de ses dirigeants se sont compromis avec le régime militaire. D'autres - ou les mêmes - sont des mafiosi notoire. De l'aveu général, M. Saul Ubalini est d'une autre veine. Doté d'un curieux physique - grand, le visage massif, il a un nez écrasé qui lui donne une sorte d'air mutin, - il est bon orateur. Et, pendant les interviews, il coule vers le micro des regards de chasseur de charme.

Dans son bureau, qui ouvre sur le port, les bustes d'Evoa - la madone des pauvres - alternent avec les chromos de Peron et les statuettes de la Vierge de Lujan, qui est un peu notre Dame-de-la-Garde pour ces Marseillais que sont les « Portezos » (les habitants de Buenos-Aires). Une photo montre le fondateur du justicialisme - et le benefactor de la classe ouvrière - en grand uniforme de colonel, à cheval, dans un sous-bois. Autre buste, celui de José Rucci, ancien dirigeant de la CGT, dont le bronze a été coulé pour « le premier anniversaire de son passage à l'immortalité ».

M. Ubalini estime que « le gel des salaires et des prix », en vigueur depuis le 15 juin, est tout à fait illusoire. « Il y a bien gel des salaires », dit-il, mais pas des prix. L'inflation a été de 6 %, en juillet. Elle sera vraisemblablement de 5,5 % en août. Comme, avant le plan, les salaires n'étaient réajustés qu'à 90 % de l'inflation, la perte de pouvoir d'achat, depuis le début de l'année, est de 30 %.

La CGT demande donc le retour à des « salaires décents ». Elle exige aussi un plan de relance économique. « Nous avons proposé en juin un plan de relance en vingt et un points. J'en ai même discuté personnellement avec Alfonsín. Mais le gouvernement ne nous a jamais répondu. »

(Lire la suite page 3.)

LIRE

5. DIPLOMATIE

M. Roland Dumas à Pékin.

5. AFGHANISTAN

Violents combats.

8. POLITIQUE

L'opposition s'interroge sur l'après-1986.

18. AFFAIRES

Michelin : premiers bénéfices depuis cinq ans.

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

La 42^e Mostra du cinéma à Venise

- Police, de Maurice Pialat
- Legend, de Ridley Scott
- No man's land, d'Alain Tanner
- Sans toit ni loi, d'Agnès Varda

Des entretiens avec les réalisateurs, et un portrait d'Agnès Varda

Pages 9 à 14.

CTIONNARIAT DE FRAMATO
prendrait la tête
pool industriel

STABILISATION RELATIVE
DU CHOMAGE DANS LE

JOYE
RSUVR
JUSTICE

Etats-Unis
SUNTA
CHASSERONT
ET
DANS L'AMERIQUE

OPRE
TE

E PREPARATOIRE
NE PHARMACE
CEPES

هكذا من الأصل

étranger

LA TENSION EN AFRIQUE DU SUD

Manifestation au Cap en faveur de M. Nelson Mandela

(Suite de la première page.)
A Paris, le Quai d'Orsay a condamné cette arrestation qui ne peut qu'aggraver les tensions et constitue un défi à la communauté internationale.

Cette rencontre, a déclaré M. Beyers Naude, secrétaire général du SACC, avait pour but de « conseiller les vus de M. Nelson Mandela sur les questions de violence et de non-violence, du dialogue universel pour la majorité noire et du partage du pouvoir » entre les groupes raciaux. M. Naude pourrait remplacer M. Boesak à la tête de la marche de ce mercredi.

Pour sa part, Mgr Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, n'estimé que cette arrestation est « un nouvel exemple de la folie qui gagne le pays ».

La demande d'une rencontre avec M. Mandela apparaît d'autre part comme l'une des raisons qui pourraient compromettre la visite prévue en Afrique du Sud des ministres des affaires étrangères des trois pays de la Communauté européenne (Italie, Pays-Bas et Luxembourg).

Transactions boursières et marché des changes sont suspendus

Le gouvernement sud-africain a suspendu mardi 27 août et jusqu'au 2 septembre les transactions à la Bourse de Johannesburg, ainsi que sur le marché des changes du pays. Le ministre des finances au pays, M. Barend du Plessis, a justifié cette initiative par la « pression anormale » de la semaine dernière sur les flux des capitaux et la balance des paiements du pays qui s'est « sans rapport avec la situation économique fondamentale de l'Afrique du Sud ».

Selon les analystes financiers, la première conséquence de la fermeture du rand va être une hausse importante du prix de l'essence de 5 % à 10 %.

Le régime « réformiste » de M. Botha vu par M. Reagan

Les propos de M. Reagan selon lesquels la discrimination raciale, dans les formes qu'elle revêtait au début des années 60 dans les Etats ségrégationnistes du sud des Etats-Unis, aurait été « éliminée » en République sud-africaine ont suscité de vives réactions. Ou bien le président ast « mal informé » ou bien il cherche à induire en erreur le public américain afin de rendre l'apartheid « tolérable », a déclaré le pasteur noir Jesse Jackson. Le Washington Post a été encore plus direct. « Voilà qui mériterait qu'on le conspu pour son ignorance », écrit le journal, si tout cela n'était pas aussi pénible.

Même des hommes peu suspects de sympathie pour la gauche, tel M. Richard Vignère, directeur du *Conservative Digest*, trouvent que le président risque d'avoir poussé le bouchon un peu loin. S'il continue à parler des « gentils progrès » qu'accomplit le gouvernement de Pratoris, a déclaré M. Vignère, M. Reagan « essuiera une défitte au Congrès, et il n'aura pas le soutien du peuple américain ».

L'état-major de la Maison Blanche a, lui aussi, promptement réagi. Chargé de préciser la pensée du président, son porte-parole, M. Spokes, a indiqué que les déclarations de M. Reagan ne visaient que la politique raciale appliquée par le régime sud-africain dans les grandes villes, où, a-t-il dit, « un pas a été fait en vue de supprimer les barrières de l'apartheid ».

Une réponse de la CEE

A Bruxelles, où les dix pays de la CEE se consultent toujours sur l'attitude à adopter, M. Jacques Poos, ministre des affaires étrangères du Luxembourg, qui assure actuellement la présidence tournante de la CEE, a déclaré dans une interview à la BBC que « la visite n'a pas lieu, seul le gouvernement sud-africain en sera responsable ». M. Poos a précisé que les ministres de la CEE voulaient s'entretenir avec le gouvernement sud-africain des moyens de mettre fin à l'apartheid en ouvrant un dialogue avec de véritables représentants de la communauté noire.

L'agitation dans les villes noires et l'état d'urgence dans plusieurs régions ont eu pour résultat « une sortie nette de capitaux, une chute du rand et des perspectives de croissance très limitées pour 1986 », a précisé M. Gerdard de Kock, le gouverneur de la Banque centrale du pays. Le rand a atteint mardi son cours plancher historique de 36,20 cents pour 1 dollar américain. Depuis septembre dernier, le rand a perdu environ 40 % de sa valeur par rapport au dollar. Pour la seule période de la proclamation de l'état d'urgence dans plusieurs districts d'Afrique du Sud, depuis le 21 juillet, il a perdu 20 % de sa valeur.

Un tel contrôle des changes est très critiqué en Afrique du Sud, en ce qu'il décourageait de nouveaux investissements étrangers dans le pays. Déjà le pays souffre du départ d'entreprises étrangères qui se plaignent de la mauvaise situation économique du pays et de la détérioration des conditions de travail. M. de Kock, lui-même, avait critiqué avec virulence le contrôle des changes imposé en 1961 pour freiner la fuite de capitaux après que la police eut tiré sur des manifestants à Sharpeville.

La défection de certaines banques anglo-saxonnes - illustrée par la décision à la mi-août de la Barclays britannique de céder la majorité dans sa filiale sud-africaine - et l'accentuation de la fuite des capitaux expliquent pour une large part cet effondrement de la devise de l'Afrique du Sud.

Un chef-d'œuvre d'humour grivois LE BRÉVIAIRE DU CARABIN illustré par LES HUMORISTES ASSOCIÉS

Rassemblez toutes les chansons de Salles de Garde comme on oublie, ou faire un véritable florilège de la chanson estudiantine était un tour de force, mais réunir 17 humoristes parmi les plus célèbres de notre temps pour illustrer le *Bréviaire du Carabin* était une gageure. Et pourtant l'A.S.G.M.P. (association de Salles de Garde de médecins et de pharmaciens, éditeurs de l'ouvrage) a tenu son pari grâce au concours des Humoristes Associés.



Un feu d'artifice de talents. Jamais à notre connaissance autant d'humoristes furent réunis pour illustrer un seul volume, certes dans des revues telles que « L'Unité » ou « Play Boy » on retrouve chaque mois 3, 4, 5... noms prestigieux, mais rassemblés en quelque 200 pages les signatures de Voltaire, Rabelais, Bachelard, Bretonne, Fred, Lacroix, Laville, Lasp, Mese, Nappo, Nicolaud, Sabatier, Serre, Sini, Soulas, Tuez, constitue sans doute une sorte de record.

que l'en souviens-tu ? ou Bichère, de véritables blagues à l'humour, ou des chansons plus muscées comme le fameux *plaisir des Dieux* ou la *Patrouille* qui évoque de façon très irrévérencieuse l'impudique Engéline. En feuilletant ce volume de 208 pages, vous irez de savoureux plaisirs en joies paillardes et si « pour terminer un questionnaire humoristique » vous voulez chanter en chœur entre amis, la plupart des chansons sont accompagnées de la partition en clé de sol.

Une imagination « excentrique » et... humoristique. L'imagination est au pouvoir, tous les fantasmes se déchaînent dans cet ensemble de plus de 120 illustrations dont 14 hors-texte en couleurs. Chaque artiste conserve son style propre, laisse libre cours à sa fantaisie et le résultat n'est pas triste ! Le *cul de ma blonde* est illustré par Nappo à la manière des peintres naïfs, Lacroix, lui, est très précis et donne une interprétation très originale du mythe d'Hercule et d'Omphale. Bridenne a eu l'idée « charmante » de représenter le *Père Dupont* et ses mille attributs, non en la force de l'âge, mais à sa naissance. Quant à la façon dont le moine transporte la *Sœur du Convent*, tous les lecteurs seront, nous le pensons, éblouis par la proesse.

Une présentation raffinée. Imprimé sur papier couché mat de 100 g, l'ouvrage grand format (18 x 24 cm) est relié en dos carré, cousu et collé sous une couverture rigide illustrée, dorée, peinte sur fond noir. 500 exemplaires de collection reliés plein cuir et dorés à l'or fin vous sont proposés.

Le prix du *Bréviaire du Carabin* est de 168 F plus 21,60 F de frais port et de 288 F plus 21,60 F pour l'édition reliée plein cuir. Le droit de retour vous étant assuré.

Cadeau.
Tout acheteur nous adressant sa commande dans les 10 jours recevra une reproduction d'une fresque de Salles de Garde qui lui restera acquise quelle que soit sa décision définitive.

Je commande le BRÉVIAIRE DU CARABIN au prix de □ 168 F + 21,60 F de frais de port soit 189,60 F □ 288 F + 21,60 F de frais de port, soit 309,60 F pour l'exemplaire relié plein cuir.
Si je suis le maître du monde, je vous retournerai l'ouvrage en recommandé dans son emballage et sera immédiatement remboursé.
Nom
Prénom
Adresse
Code postal
Ville
Date
Signature
CJ-joindre mon règlement que j'adresse à l'A.S.G.M.P., 107, rue Victor-Hugo 92270 Bois-Colombes.

AMÉRIQUES

L'Argentine à l'épreuve de la grève générale

(Suite de la première page.)
Le traitement de choc, selon M. Ubaldo, a porté le chômage à des « niveaux inimaginables ». Il évalue à 14,2 % la proportion des chômeurs et des victimes du sous-emploi. « Depuis le 13 juin, plus de 67 000 ouvriers de la construction ont perdu leur travail. Le plan du gouvernement n'est limité à des mesures monétaires et celles-ci provoquent des récessions en chaîne. La démocratie n'a donc pas respecté un de ses premiers engagements, qui était de rétablir la justice sociale. Nous ne sommes pas opposés à la lutte contre l'inflation. Mais nous ne voulons pas passer de l'hyperinflation à l'hyper-récession ».

En Argentine, comme ailleurs en Amérique latine, les mots « dette extérieure » et « FMI » brillent le discours de ceux qui les prononcent. C'est sur un ton mesuré pourtant, sans élever la voix, que M. Ubaldo déclare qu'un gouvernement ne peut organiser son économie « uniquement pour payer la dette extérieure. Ou plutôt, la prétendue dette extérieure ».

El Salvador

Arrestation de trois des auteurs de l'attentat meurtrier du 19 juin

San Salvador (AFP). - Les autorités salvadoriennes ont arrêté trois des auteurs présumés du commando qui, le 19 juin dernier, avait coté la vie à San Salvador à treize personnes, dont quatre « marines » et deux autres citoyens américains, a annoncé, mardi 27 août, le président Jose Napoleon Duarte.

Le chef de l'Etat salvadorien, qui avait convoqué la presse pour rendre publics les résultats de l'enquête, a donné lecture d'une lettre adressée au président Reagan pour l'informer officiellement de ces arrestations et le remercier du « soutien décisif de son gouvernement ». M. Duarte était entouré du haut état-major des forces armées. Plusieurs spécialistes américains, dépêchés spécialement par Washington, ont participé à l'enquête.

Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN), mouvement de guérilla qui dirigeait le régime de San Salvador depuis 1980.

Le rapport le par M. Duarte affirme que le commando auteur de l'attentat était composé de douze personnes. Son chef, Ismael Dimes Aguilar, alias « Ulises », n'a pas été arrêté. L'un des guérilleros, blessé durant l'opération, est mort dans un hôpital des suites de ses blessures, a indiqué le chef de l'Etat. La date des arrestations n'a pas été précisée.

PROCHE-ORIENT

Israël a libéré un nouveau contingent de prisonniers libanais

Un nouveau contingent de cent treize détenus libanais de la prison d'Atil, en majorité chiites, a été relâché ce mercredi matin 28 août, à 7 heures. C'est le quatrième contingent de détenus libanais à être libéré par les autorités israéliennes depuis le 3 juillet dernier.

Les prisonniers doivent être conduits au Liban du Sud via la poste-frontière de Rosh-Hanikra, pour être remis à la Croix-Rouge internationale à Ras-Bayyda, hors de la zone de sécurité contrôlée par Israël.

Le 13 août, Israël avait ouvert le pénitencier d'Atil (en Galilée) et rendu la liberté à cent un détenus chiites au lieu des cent cinquante annoncés de sources militaires. Cent autres détenus ont été relâchés le 24 juillet et trois cents le 3 juillet,

trois jours après la libération des trente-neuf otages américains d'un Boeing de la TWA détourné sur Beyrouth.

Les autorités israéliennes avaient alors affirmé que cet élargissement était conforme à la politique arrêtée en mai dernier, « en fonction des conditions de sécurité prévalant au Sud-Liban » et n'avait aucun rapport avec l'exigence des auteurs du détournement, en juin dernier, du Boeing de la TWA, qui réclamaient la libération des quelque sept cents détenus d'Atil.

Les prisonniers libanais avaient été capturés lors d'opérations de razzie de l'armée israélienne au Liban du Sud et transférés en avril dernier du camp d'Al-Ansar (Liban du Sud) à Atil, avant la fin officielle de la troisième étape du retrait israélien du Liban, en juin. Selon un porte-parole militaire de Tel-Aviv, il reste toujours à Atil une centaine de détenus libanais.

Le Monde

فكرنا من الأصل

ASIE

LA VISITE A PÉKIN DE M. ROLAND DUMAS

Les échanges franco-chinois se sont rééquilibrés depuis le début de l'année

Attendu le jeudi 29 août à Pékin, M. Roland Dumas effectue sa première visite officielle dans un pays asiatique. Le voyage du ministre français des relations extérieures, qui suit ceux de M. Craxion et de M. Quilès, est précédé de ceux de MM. Harnu et Currien, témoignage de l'intérêt accru porté à la Chine par la France depuis quelques mois. On peut y voir à la fois la touche de M. Mitterrand, dont l'épouse avait été invitée, fin 1984, par les Chinois, et le signe de l'attrait nouveau que présente le marché chinois pour nos industries, concrétisé par quelques gros contrats.

On pourrait ajouter à cela que le président de M. Dumas au Ques d'Orsay, M. Claude Cheysson, n'avait pas outre mesure la cote à Pékin qui lui reprochait en particulier un intérêt - jugé excessif - envers l'Indochine et surtout le Vietnam. L'Indochine n'est pas sans avoir des thèmes des discussions de M. Dumas avec son homologue chinois, M. Wu Xueqian. Il répétera que si la France a des relations amicales avec les résistants nationalistes proches du prince Sihanouk et de M. Son Sann, il n'est pas question

pour elle de reconnaître une coalition du Kampuchéa démocratique où siègent les Khmers rouges. Les autres grands problèmes internationaux seront également évoqués : le récent rapprochement sino-soviétique, les relations avec les États-Unis, le désarmement (une question qui semble intéresser aujourd'hui Pékin), les relations Nord-Sud, la construction européenne. La Chine voit cette dernière avec faveur, de même que le programme Enrêku. Puissance naissante indépendante, elle apprécie mieux que d'autres la position française en ce domaine.

Sur le plan bilatéral, en l'absence de points de divergence politiques majeurs, l'accent devrait être mis sur l'accroissement des relations commerciales. Régulièrement déficitaires, les échanges franco-chinois valaient en 1984 une année noire qui les ramenait au niveau de ceux de la Belgique. Le manque à gagner était alors de 1 09 milliards de francs.

De tout cela, M. Dumas s'entre- tiendra aussi avec le premier ministre chinois et avec M. Deng Xiaoping, dont le fils était récemment invité en France pour visiter les centres de rééducation pour infirmes (le Monde du 27 août). M. Dumas visitera ensuite Xian, Hangzhou et Shanghai, où il devrait assister à une représentation des Trois Mousquetaires en Chinois, co-production montée par Marcel Maréchal, avant de repartir pour le 4 septembre.

PATRICE DE BEER.

Afghanistan

De violents combats se poursuivent dans la province du Paktia

Les forces soviéto-afghanes ont subi de lourdes pertes lors d'une offensive contre les rebelles dans la province du Paktia (sud-est de l'Afghanistan). Indiquait-on, le mardi 27 août, de source diplomatique occidentale à Islamabad, alors que les négociations indirectes pakistano-afghanes reprenaient à Genève.

Les informations sur le sort de la garnison de Khost, dans cette province, assaillie par les rebelles et que les troupes soviéto-afghanes tentaient de dé-

placer, sont cependant contradictoires, et l'on ne sait avec certitude quel contrôle la ville.

Les hôpitaux de Kaboul sont pleins de blessés de l'offensive du Paktia, et des témoins ont vu des hélicoptères et des convois militaires quitter Kaboul pour cette province.

De New-Delhi, on apprend d'autre part que l'Union soviétique a fermé mardi une portion de son espace aérien proche de la frontière afghane, obligeant notamment un avion thaïlandais à faire demi-tour alors qu'il survolait Kaboul. (Reuter.)

Les espoirs de la Croix-Rouge internationale

Genève. - Les pourparlers indirects sur l'Afghanistan, qui ont repris au palais des Nations (le Monde du 28 août), en sont encore au stade des préliminaires.

Le pessimisme le plus complet règne à Genève quant aux résultats qu'on peut attendre de ces contacts, d'où la résistance afghane est toujours exclue. On est moins sceptique en revanche sur l'issue des négociations que poursuit le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avec toutes les parties au conflit, afin de créer des conditions lui permettant d'accomplir sa tâche, neutre et humanitaire, tant dans le domaine de la protection des prisonniers que dans celui de l'assistance à toutes les victimes des combats qui ensanglantent l'Afghanistan. Pour parvenir, de manière satisfaisante, à cette fin, les délégués du CICR devraient couvrir en Afghanistan même, mais les autorités de ce pays les jugent indésirables.

Initialement, les offres de services du CICR avaient pourtant été acceptées par Kaboul le 31 décembre 1979, dix jours après que Genève en eut fait la demande. Le premier mission officiel du CICR débuta donc le 23 janvier 1980 et ses délégués purent s'entretenir, de février à juin 1980, avec quatre cent vingt-sept détenus de la prison de Poul Charki et ce conformément aux conventions de Genève, c'est-à-dire sans témoin et de manière répétée. Le CICR fait alors parvenir à Kaboul 2 tonnes de médicaments et des matériels sanitaires qui sont distribués dans six hôpitaux. A la mi-juin, toutefois, les autorités refusent de renouveler les visas des délégués, lesquels se voient obligés de quitter le pays.

Soins médicaux...

C'est l'impression durant plus de deux ans. Puis, à la suite d'efforts intenses de la part de Genève, trois délégués et un médecin reviennent le 14 août 1982 à Kaboul, s'entretenant avec trois cent quatre-vingt-huit détenus de Poul Charki et effectuant une évaluation des besoins médicaux des hôpitaux de la capitale. Mais, le 8 octobre, les autorités afghanes mettent de nouveau fin à toute présence de la Croix-Rouge internationale. Aucune des démarches effectuées par la suite n'aboutit, pas plus que la visite du président du CICR, M. Alexandre

De notre correspondant

Hay, à Moscou, au mois de mars 1983. Ni les Soviétiques ni les Afghans ne veulent entendre parler d'un retour du CICR sur le terrain.

Il ne reste donc plus à la Croix-Rouge internationale d'autre issue que d'aider les Afghans à la frontière pakistanaise. Il est vrai que, depuis 1981 déjà, le CICR a déployé le long de cette frontière, avec la participation du Croissant-Rouge pakistanais, des équipes médicales mobiles et pris contact avec les différents mouvements afghans au Pakistan. Ce qui lui a permis, entre autres, de former des secouristes qui retournent dans leur pays et peuvent ainsi dispenser des soins essentiels à leurs compatriotes.

Le CICR a en outre ouvert à Peshawar un hôpital où les blessés de guerre sont soignés et peuvent bénéficier de la présence permanente de ceux de leurs proches qui sont sur place. Deux salles d'opération ont permis d'y effectuer, durant les six premiers mois de 1985, mille huit cent vingt interventions. Un autre hôpital fonctionne à Quetta. Dans les deux cas, les installations, permettent la formation du personnel local. Ainsi les services de radiologie et les laboratoires sont-ils à présent gérés par ce personnel.

...et protection des prisonniers


Mais l'assistance médicale, dans laquelle sont engagées cinq cent soixante-neuf personnes n'est que la partie la plus visible de l'activité de la Croix-Rouge internationale. En effet, des contacts au plus haut niveau sont maintenus avec les représentants des mouvements de la résistance afghane, afin que les prisonniers que ceux-ci détiennent soient protégés et convenablement traités et puissent recevoir une assistance matérielle. Des négociations destinées à mettre sur pied un système de messages familiaux sont bénéficiaires les prisonniers sont entamés.

En outre, le CICR ne cache pas qu'il est bien décidé à aboutir à des solutions qui permettent d'assurer la protection de tous les prisonniers détenus par toutes les parties au conflit afghan - là où ils se trouvent. Le droit d'initiative dans ce domaine, qui est dans la tradition de la Croix-Rouge - et figure expressément depuis 1930 dans les statuts du CICR - s'y autorise. Le cas s'est

déjà produit au cours d'un conflit qui opposait, en 1970, les Kurdes aux autorités de Bagdad. Toute présence du CICR au Kurdistan irakien fut d'abord formellement interdite, mais les combattants kurdes furent tout de même aidés par la Croix-Rouge, de sorte que, au bout de quatre années de combat, le gouvernement irakien finit par offrir à cette dernière la possibilité de se rendre officiellement sur le terrain.

Enfin, si on manifeste à Genève un certain espoir, c'est peut-être aussi parce que l'on sait que le nombre des victimes soviétiques du conflit, déjà impressionnant, va en croissant, ce qui pourrait inciter Moscou à accomplir un geste qui serait d'ailleurs interprété comme un acte humanitaire et non, pas comme une reconnaissance de la résistance afghane.

ISABELLE VICHMAIC.



CAESAR BORGIA
César Borgia débute dans la vie politique en tuant son frère pour l'amour de sa sœur qui était la maîtresse de leur père, le pape Alexandre VI.



NICOLAS MACHIAVEL
Le Prince

En édition d'art: le livre de chevet des tyrans.
Un livre incendiaire qui fut brûlé en place publique.

Le Prince

de **Nicolas Machiavel**
avec les commentaires de **Napoléon Bonaparte.**

Oui, le prince César symbolise le Condottiere de la Renaissance: triche, ruse, l'empoisonnement, l'assassinat, le monnaie sans peur, la ravissante Lucrèce.

Les femmes en sont folles, les hommes en sont jaloux, les rois le haïssent, mais tous le craignent et sa seule présence engendre la peur et l'angoisse. Aussi cruel que téméraire, il ne recule devant aucune scélératesse, aucun crime, aucun acte aussi infâme soit-il, pour se tailler un royaume au cœur de l'Italie.

Le livre de chevet des tyrans et des ambitieux.
César Borgia fut l'inspirateur du livre le plus discuté, le plus inquiétant qu'il ait jamais été écrit: "Le Prince" de Nicolas Machiavel, livre de chevet des grands personnages de l'Histoire.

Charles Quint l'admire, Guillaume d'Orange le gardait sur sa table de travail, Henri IV ne s'en séparait jamais, Richelieu et Catherine de Médicis l'emportaient même en voyage. Frédéric de Prusse ne pouvait accepter de l'admettre le combat: Bismarck, Mussolini, Hitler, Staline l'avaient ouvert: "Le Prince" était leur livre préféré. Napoléon le lisait et le relisait, il le gardait dans son carrosse, même pendant la bataille de Waterloo!

La présente édition d'art de Jean de Bonnot restitue exactement le texte de l'exemplaire que l'empereur Napoléon gardait dans son carrosse et sur lequel il avait porté des notes de sa propre main.

Ce livre, avec ses commentaires, fut imprimé chez H. Nicolle, 12 rue de Seine à Paris en 1816, après la chute de l'Empereur.

L'exemplaire de Napoléon se trouvait, nous dit l'abbé Guillon, dans son carrosse, pillé par les Prussiens, le fameux jour de la

imprimé sur un papier vergé chiffon filigrané "aux canons" et fabriqué à la forme ronde comme autrefois. Chacun des 26 célèbres chapitres explosifs de Machiavel est orné d'une lettrine gravée sur bois.

La mise en pages est étudiée de telle sorte que le lecteur peut suivre l'œuvre de Machiavel et, en même temps, les commentaires de Napoléon: le texte du "Prince" est imprimé sur les pages de droite et les commentaires de l'Empereur sont portés, en italique, sur les pages de gauche.

Reliure riche et d'un noble classicisme en plein cuir de mouton qui sent le bon tannage à l'ancienne. Autres raffinements: tranche supérieure dorée à l'or véritable tiré 22 carats. Signet et tranche filés tressés et assortis. Cahiers cousus au fil robuste. Coins remplis à la main à l'os de bœuf. 480 pages dont 421 foliotées.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'âme une éclaircie des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'ouvrage véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi j'ai mené à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

Le prix exceptionnel de cet ouvrage nous oblige à en limiter le tirage. Nous vous prions donc de nous excuser si nous ne pouvons pas honorer les demandes tardives.

1 volume grand in-octavo 14 x 21 cm

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE
(limitée à un seul livre par lecteur)

à envoyer à **JEAN DE BONNOT**
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant "Le Prince" de Nicolas Machiavel, en un volume in-octavo (14 x 21 cm), relié plein cuir, décoré à l'or fin 22 carats.

Veuillez trouver, ci-joint, mon règlement soit 218 F (+ 13,50 F de frais de port).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Commune

Signature 1

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis.

A TRAVERS LE MONDE

- Bolivie**
• **DÉCÈS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.** - Le ministre bolivien de l'Intérieur, M. Federico Kaune Arceaga, est décédé à la suite d'un infarctus au cours d'une excursion en montagne, tué-on appris le dimanche 25 août. M. Kaune Arceaga, un ancien avocat de cinquante-trois ans, avait été nommé ministre de l'Intérieur le 6 août dernier dans le gouvernement du nouveau président Victor Paz Estensero.
- Grèce**
• **DEUX RÉFUGIÉS BULGARES DEMANDENT L'ASILE POLITIQUE AUX ÉTATS-UNIS.** - Deux Bulgares se sont réfugiés, dimanche 25 août, en Grèce à bord d'un hélicoptère. Ils sont demandeurs d'asile politique aux autorités consulaires des États-Unis à Salonique. Il s'agit de MM. Meslov Kirkov, lieutenant de l'armée de l'air en retraite, et Bolan Boerov, employé d'une compagnie d'épandage. Les deux hommes ont été remis aux autorités grecques qui examinent leur demande.
- Singapour**
• **NOMINATION D'UN NOUVEAU PRÉSIDENT.** - Désigné par le premier ministre, M. Lee Kuan Yew, M. Wee Kim Wee, président de la société de radio-diffusion de Singapour (SBC), devrait être nommé vendredi 30 août président de la République par le Parlement, en rempla-
- Vatican**
• **JEAN-PAUL II SOUHAITE SE RENDRE EN LITUANIE.** - Jean-Paul II a évoqué, dimanche 25 août, à Castelgandolfo, le sixième centenaire du christianisme en Lituanie où, selon des sources informées, il souhaite se rendre en 1987. Le souverain pontife a exprimé son regret de n'avoir pu faire ce voyage pour le cinquième centenaire de la mort de saint Casimir, patron de la Lituanie. Il n'avait pas précisé les raisons qui l'en avaient empêché, mais pour les observateurs diplomatiques à Rome, il est clair qu'il s'agit d'un refus des autorités de Moscou. La Lituanie reste l'unique pays appartenant au catholicisme en URSS.
- Sri-Lanka**
• **SEPT MORTS DANS UN ATTENTAT.** - Six soldats de la marine sri-lankaise ont été tués mardi 27 août après que leur camion a heurté une mine posée par des séparatistes tamouls dans le district de Trincomalee, au nord-est de l'île, a annoncé mardi le radio sri-lankaise. Une femme, présente sur les lieux de l'explosion, a également été tuée.

ment de M. Devan Nair, démissionnaire il y a cinq mois après avoir publiquement confessé qu'il était alcoolique. M. Wee, soixante-dix ans, qui a débuté comme journaliste, a occupé ensuite les fonctions de haut commissaire en Malaisie de 1973 à 1980, puis d'ambassadeur au Japon jusqu'en 1983 avant de retourner à Singapour pour diriger SBC. (AFP, Reuter.)

Le cas s'est



politique

APRÈS LA PUBLICATION DU RAPPORT TRICOT

Contradictions

On ne change pas de registre : le feuilleton politico-policière de l'été se refuse résolument au cartésianisme. L'affaire du Rainbow-Warrior est, en elle-même, déjà passablement embrouillée ; le rapport de M. Tricot, qui aurait pu l'éclaircir, s'avère une construction subtile, globalement peu convaincante dans le futur, notamment pour la hiérarchie militaire ; à présent le paradoxe se niche au sommet de l'État avec, mardi 27 août, la déclaration certes habile mais contradictoire du premier ministre.

Le texte lu par M. Laurent Fabius souffre, en effet, de quelques contradictions. Il est tout à la fois en deça et au-delà du rapport commandé à M. Bernard Tricot.

En retrait, car M. Tricot, dans le style prudent qui est le sien, avait recommandé la poursuite des investigations sur l'implication des services français dans l'attentat contre Greenpeace. « Une enquête

administrative nécessairement rapide peut être difficilement conclusive », écrit le conseiller d'État. Personnellement, je crois donc utile que ce rapport soit suivi en France d'un examen plus détaillé. Dans l'immédiat, rien de tel dans les décisions annoncées par M. Fabius.

S'il invite les « autorités néo-zélandaises » à communiquer aux autorités judiciaires françaises tous les éléments en leur possession, le premier ministre sait bien que la justice néo-zélandaise a fixé, au 4 novembre, la date de la production des preuves matérielles, témoignages oraux et pièces à conviction rassemblées par la police contre les agents de la DGSE. En ce sens, M. Lionel Jospin est plus fidèle à la conclusion du rapport de M. Tricot en réclamant explicitement de « nouvelles investigations ». Le rapport, estime le premier secrétaire du PS, « n'emporte pas totalement l'adhésion quant à l'innocence des équipes d'agents de la DGSE ».

A l'inverse, M. Fabius va au-delà du rapport de M. Tricot en offrant une lecture plus prudente. S'il admet la conviction de M. Tricot sur l'innocence des agents secrets français, c'est parce qu'il ne dispose « à ce stade », « en l'état », « d'aucun élément » lui permettant de le « contredire ». « Des interrogations subsistent », ajoute le premier ministre. M. Fabius pousse même la retenue politique jusqu'à ne pas crier victoire sur un point essentiel du rapport, qu'il oublie même de mentionner, la seule « certitude » de M. Tricot, à savoir que le gouvernement français n'a jamais donné l'ordre à ses services secrets de couler le Rainbow-Warrior.

Contradiction à l'évidence : le second point dément le premier. Si « des interrogations subsistent », « de nouvelles investigations » sont immédiatement nécessaires. Or celles que M. Fabius demande au ministre de la Défense, sur le « fonctionnement même » de la DGSE, ne semblent pas devoir tenir lieu de nouvelle enquête sur l'affaire elle-même.

En fait, la déclaration de M. Fabius est une position d'attente pour un gouvernement quelque peu coïncé entre les sautes d'humeur du premier ministre néo-zélandais, la désapprobation de la presse nationale et internationale, convaincue des responsabilités françaises, la vigilance d'une opposition qui attend le moindre faux pas, et ce rapport de M. Tricot qui n'offre aucun bon émissaire commode. La marge de manœuvre est étroite.

La suite appartient à la Nouvelle-Zélande. C'est à elle de prouver les éventuelles responsabilités des agents français dans l'attentat. Si elle y réussit, tout le château de cartes construit par M. Tricot à partir des déclarations de la hiérarchie militaire s'effondre : on lui aura menti. Ce que M. Tricot lui-même n'exclut pas. Ici, M. Fabius a pris date, en une sorte d'avertissement promettant des poursuites judiciaires en France si la démonstration néo-zélandaise était convaincante : « Les coupables, quels qu'ils soient, devront répondre de ce crime. » - E. P.

LE TEXTE DU PREMIER MINISTRE

« Je ne dispose, à ce stade, d'aucun élément me permettant de contredire la conviction de M. Tricot »

Voici la déclaration faite mardi 27 août par M. Laurent Fabius à Matignon :

« Le 8 août dernier, après m'être entretenu avec le président de la République, j'ai chargé M. Bernard Tricot, conseiller d'État, d'une mission d'enquête administrative concernant le lien avancé entre des services français et l'attentat commis en Nouvelle-Zélande contre le Rainbow-Warrior. Je demandai à M. Tricot de réunir dans un rapport les éléments de toute nature sur cet affaire afin de m'indiquer si des agents, services ou autorités françaises ont pu être impliqués dans la préparation d'un attentat criminel ou, même, y participer.

M. Tricot m'a remis son rapport le 25 août. Conformément à mes engagements, il a été rendu public, le 26 août. Je l'ai attentivement étudié. Il m'appartient maintenant, comme premier ministre, de m'exprimer à ce sujet.

S'agissant des faits, et pour m'en tenir à l'essentiel, M. Tricot estime que, si des services français ont effectivement procédé à une mission de surveillance en liaison avec les expériences nucléaires de la France dans le Pacifique, en revanche, sa conviction est que, ni les personnes impliquées en Nouvelle-Zélande ni l'équipage de l'Ouvéa n'ont procédé à l'attentat contre le Rainbow-Warrior, pour lequel ils n'ont reçu aucune mission. Je ne dispose quant à moi, à ce stade, d'aucun élément me permettant de contredire cette conviction. C'est donc sur elle que je fonderai, en l'état, mes premières décisions.

Il m'appartient aux autorités néo-zélandaises de communiquer aux autorités judiciaires françaises tous les éléments en leur possession concernant cette affaire. S'il apparaissait que des faits criminels ont été commis par des Français, des poursuites judiciaires seraient immédiatement exercées. Le gouvernement français est déterminé à ce qu'aucun élément ne demeure dans l'ombre.

Le rapport de M. Tricot fait apparaître des carences importantes dans le fonctionnement même de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Des interrogations subsistent. Je demande au ministre de la Défense, qui poursuivra sans délai ses investigations, de procéder à un examen attentif de ces carences pour qu'il y soit remédié.

Je le prie de faire aussi celui du contrôle des services de renseignement dans une démocratie. Tout grand pays a besoin de services de renseignement. En même temps, il faut que ceux-ci fassent l'objet d'un contrôle. L'État a le droit de contrôler les services de renseignement, mais il ne peut pas les contrôler. Je donne instruction au ministre de la Défense et au ministre de l'Intérieur d'adresser désormais aux présidents de la commission de la Défense de nos deux Assemblées parlementaires un rapport annuel détaillé des activités des services de renseignement placés sous leur responsabilité.

La question de nos rapports avec la Nouvelle-Zélande a été posée. Nous avons toujours entretenu dans le passé des relations amicales avec la Nouvelle-Zélande. Nous comprenons l'émotion soulevée chez elle par un attentat criminel. Cette émotion existe également en France. Nous avons, en tant que puissance nucléaire et puissance du Pacifique, à défendre ce que nous estimons être les intérêts de la France dans cette région. Or il existe des agissements contraires à nos intérêts : personne, en particulier, ne peut s'imaginer que nous soyons vigilants pour maintenir ces intérêts.

En terminant cette déclaration, je veux revenir à l'attentat contre le Rainbow-Warrior, qui, en l'absence de preuves, a fait une victime. Le rapport de M. Tricot conclut à sa conviction que les services français n'en sont pas les auteurs ; mais l'identification des auteurs de l'attentat n'est pas

encore réalisée. Nous souhaitons que les autorités néo-zélandaises aboutissent le plus vite possible à la vérité. La condamnation que nous portons contre cet attentat n'est pas, comme on l'a parfois entendu, la condamnation contre la mauvaise exécution d'un projet discutable : elle est une condamnation absolue contre une



action criminelle. Les coupables, quels qu'ils soient, devront répondre de ce crime.

A la suite de cette déclaration, le premier ministre n'a répondu à aucune question.

M. JOSPIN : des doutes sur l'innocence des agents français

M. Lionel Jospin, le mardi 27 août, quelques minutes après que le premier ministre se fut exprimé, a lui aussi fait une déclaration à la presse. La voici :

« Le rapport de M. Tricot m'inspire les deux réflexions suivantes : d'une part, il met en évidence le fait que les autorités gouvernementales françaises n'ont donné aucune instruction tendant à conduire une opération de destruction contre le bateau Rainbow-Warrior et que les instructions données aux services n'étaient pas susceptibles d'interprétation. Sur ce point, les moyens d'investigation étant réels, l'accès aux éléments d'information aisé et le processus de décision connus dans un État comme le nôtre, le rapport de M. Tricot est convainquant.

Ce rapport confirme, s'il en était besoin, ce qui était ma conviction de responsable socialiste. D'autre part, il conclut à une conviction d'innocence des deux équipes d'agents de la DGSE qui se sont rendus en Nouvelle-Zélande. Sur ce point, force est de constater que le rapport ne comportant pas de preuve décisive à l'appui de cette im-

pression, il n'emporte pas totalement l'adhésion. Il est vrai que, dans le droit des démocraties, c'est aux accusateurs de prouver la culpabilité et non aux accusés d'établir leur innocence. Il n'en reste pas moins que le Rainbow-Warrior ayant été coulé, des doutes subsistent dans cette affaire tant que la preuve n'aura pas été apportée qu'il a été détruit par d'autres. De nouvelles investigations sont donc indispensables.

La déclaration du premier ministre et les décisions d'investigation et de contrôle des services qu'elle comporte, confirment la volonté de transparence qui est, depuis le début, celle des autorités de l'État. J'approuve la prudence dont fait preuve le gouvernement dans l'état actuel de ses informations, son souhait que les coupables du crime soient connus et punis, son souci que la vérité soit établie.

(Suite de la première page.)

Enfin, parce que le ministre de la Défense, loin de payer les pots cassés comme on l'avait cru un moment, est, au grand jour, réintégré dans son rôle de tuteur administratif des services secrets. Pas question, contrairement à ce qu'on aurait pu dire ici et là, de les rattacher au premier ministre ou au chef de l'État, après l'affaire du Rainbow-Warrior. En quelques phrases, M. Fabius remet donc les pendules à l'heure.



Qu'elle ait accompli une simple mission de renseignement en Nouvelle-Zélande ou qu'elle ait saboté le navire de Greenpeace, la DGSE est, de toute manière, accusée par le gouvernement de n'être pas à la hau-

Les réactions en France

me suis abstenu de toute déclaration à propos de l'affaire Greenpeace. Qu'il ait tort ou qu'il ait raison, c'est mon pays. »

L'ancien président de la République a rendu publique cette déclaration au camp de la droite. Il a participé au camp de la droite des Jeunes Girondins, après avoir eu connaissance de la communication du premier ministre.

LE RPR : pas de polémique de politique intérieure

Dans un domaine où sont en jeu l'intérêt national, la position de la France dans le monde et sa défense, le RPR n'a pas l'intention de se livrer à une polémique de politique intérieure, indique le mouvement chiracien dans un communiqué publié après la déclaration du premier ministre. « Il souligne cependant avec force, ajoute le texte, qu'une telle affaire est, par définition, du ressort du gouvernement, qui doit assumer toute la responsabilité politique. M. Fabius ne peut donc en aucune façon s'en exonérer. »

Le RPR affirme que le rapport de M. Tricot est « la source d'une grande perplexité, car il ne répond pas à de très nombreuses questions. Celles-ci restent posées. Rappelons que M. Tricot a lui-même indiqué qu'il n'avait pu aboutir à « des conclusions définitives », le RPR affirme qu'il « attendra donc que le gouvernement ait pris les mesures nécessaires à la complète clarification de cette affaire pour considérer qu'elle est définitivement close ».

LE PC : M. Fabius veut étouffer l'affaire

Dans l'éditorial de l'Humanité du mercredi 28 août, tiré : « M. Fabius brode », M. Roland Leroy écrit notamment que le premier ministre « continue contre toute vraisemblance » d'étouffer l'affaire. Pis, il veut y mettre fin puisque, tout en admettant des carences à la DGSE, il annonce aucune sanction. Le directeur du quotidien communiste ajoute : « Comme tout ce qui se passe d'important en France aujourd'hui, l'affaire Greenpeace est un terrain de manœuvre et de préparation de la « collaboration ». M. Tricot, responsable des services secrets

de Gaulle, a été désigné d'un commun accord. Les conclusions de son rapport ont été établies d'un commun accord. » M. Leroy explique aussi que l'annonce d'un rapport annuel des ministres de la Défense et de l'Intérieur aux présidents des commissions de la Défense de l'Assemblée nationale et du Sénat sur le fonctionnement des services secrets, si elle est « l'aveu de l'existence d'un besoin de contrôle, est loin de répondre aux nécessités ».

Contrôle sans entraves

leur de sa tâche puisqu'elle souffre de « carences importantes ».

Le jugement du premier ministre est, de surcroît, porté à la face du monde entier. Au mieux, la DGSE est incomplète, car elle a été prise la main dans le sac, avec l'arrestation de deux de ses agents, et elle n'a pas su prévenir, sur place, un attentat qui aurait pu être perpétré par d'autres qu'elle, et qui a eu pour résultat de placer la France en situation, inconfortable, de « terrorisme » international. Au pire, elle est criminelle, dès lors qu'elle aurait outrepassé les consignes gouvernementales si elle a choisi, de sa seule initiative, de commettre une action non programmée.

Dans l'une ou l'autre de ces deux hypothèses, force est de reconnaître, après coup, que les concepteurs et les exécutants de la mission ont commis les maladresses et que ces ratés sont, de toute évidence, liés à des problèmes internes de commandement à la DGSE. Sans exclure l'hypothèse d'un « coup de Jarnac », qui aurait fait repérer prématurément, on peut estimer que la qualité de l'équipe constituée pour l'opération a été « sous-dimensionnée » par rapport au but et qu'elle en a trop fait : on ne « jette » pas autant de Français à la fois dans un milieu anglo-saxon qui leur est fortement hostile et qui, en outre, a été sensibilisé pour donner l'alerte à la moindre anomalie décelée.

Mais le premier ministre va au-delà de la nécessité, apparemment

l'affaire du Rainbow-Warrior, de remédier aux insuffisances hiérarchiques et opérationnelles de la DGSE. C'est à se plier à une autre contrainte - celle d'un contrôle parlementaire - qu'il invite les services, en demandant au ministre de la Défense et au ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, d'adresser aux commissions spécialisées de l'Assemblée nationale et du Sénat un compte rendu annuel et détaillé des activités de renseignement.

Passons sur le fait que les députés et les sénateurs membres de la commission de la Défense, auront ainsi à connaître ce qu'on voudra bien leur dire des activités de la DGSE, comme de celles de la Direction de la surveillance du territoire (DST), c'est-à-dire du contre-espionnage mené en France par des policiers habilités au secret-défense. Passons aussi sur le fait que, déjà, les rapporteurs des « services communs » du ministère de la Défense, à l'Assemblée nationale et au Sénat, avant, chaque année, avoir leurs petites entrées à la DGSE, à l'occasion du débat budgétaire, et que la Cour des comptes examine, chaque année, les dépenses a posteriori de cette même DGSE, sans, il est vrai, avoir un accès libre et total au secret des opérations engagées grâce aux fonds spéciaux alloués au premier ministre.

Considérons plutôt que la décision de M. Fabius veut s'inspirer - mais, encore, de manière trop modeste - de méthodes en vigueur dans plusieurs pays étrangers, où des com-

missions parlementaires spécialisées contrôlent l'activité des services secrets avec l'audition de leurs responsables en séance restreinte. (Le Monde daté 25-26 août).

Toutefois, un précédent incite à demeurer prudent. Après 1981, le gouvernement avait promis d'informer le Parlement, par l'intermédiaire de ses commissions de la Défense, des contrats de vente d'armes conclus par la France à l'étranger. Aujourd'hui, cela se résume à la remise aux parlementaires, tous les six mois, d'une note assez brève faisant état - sans autre précision - du montant global des commandes enregistrées par secteurs (matériels terrestres, navals, aéronautiques et électroniques) et d'une répartition, à peine dégrossie, par zones géographiques.

Un débat politique

On peut comprendre, dès lors, à la lumière de cet exemple, la réaction du Parti communiste qui ne se satisfait pas de la décision de M. Fabius et qui, à l'envoi d'un compte rendu annuel sur les activités de la DGSE et de la DST, continue de préférer la désignation de rapporteurs parlementaires d'importance pour ce contrôle et, au besoin, habilités, après enquête, à manipuler les documents confidentiels qui leur seraient présentés.

En réalité, ce débat est loin d'être seulement théorique ou abstrait, comme certains pourraient affecter de le croire. Il est éminemment politique et il touche aux règles fondamentales du fonctionnement d'un État moderne, ainsi que le premier ministre l'observe en évoquant la double nécessité, pour une démocratie, d'avoir un service de renseignement actif et de le contrôler sans l'entraver. Dans des pays qui n'obéissent pas à un parti unique ou à un dictateur, les services de renseignement doivent concilier deux impératifs : ils sont, certes, secrets, mais ils ne sont pas inconnus des citoyens qui réduisent leurs agents.

Comment, en effet, une démocratie s'accommode-t-elle de l'existence d'un service public gouvernemental, illégal pour des juristes (bien que doté d'une immunité assez large), mystérieux pour certains (bien que remplissant une mission essentielle de défense nationale) et placé, pour d'autres, en dehors des structures habituelles de l'administration (bien que détenteur de secrets d'État) ? La question se complique lorsque cette institution gouvernementale de simple moyen de connaissance devient un instrument d'action, parfois brutale, par le biais de la subversion, de l'intimidation ou de l'ingérence dans les affaires d'autrui.

En clair, un service secret est, à la fois, une administration qui ne tient pas à être étreinte dans des règles parce qu'elle s'estime en guerre permanente avec des rivaux attachés à la déstabiliser, un outil opérationnel au service de la sécurité de l'État, un organisme de réflexion ou de synthèse, et l'exécuteur désigné, dès le temps de paix, pour une mission impossible.

Pour ces raisons, le gouvernement cherche toujours à se ménager, avec son service de renseignement, un certain droit à l'indivision en contraignant ses agents, rétribués par lui, à demeurer indifférents à l'opinion publique et à se délier des passions nées des joutes politiques. D'ni les difficultés à rendre compte de leurs activités. D'ni les quiproquos sur la nature de leur travail. D'où, encore, le mythe d'une profession alternativement admirée et haïe. D'où, enfin, la répétition des « bavures » que peuvent être les réorganisations et les changements d'hommes.

JACQUES ISNARD.

LA DÉCLARATION

LES VERTUS de la

La « taupe » de

avait adhéré aux Am

ES AGENTS

RETS

ARLENT.

QUARANTE ANN

VIE

LANDESTINE:

OUR LA

REMIÈRE FOIS

NE HISTOIRE

OMPLÈTE

ES

SERVICES SECRE

RANCAIS

dition L'Epreuve des Faits 99

SEUI

مكتبة ابن رشد

هكذا من الأصل



ET LA DÉCLARATION DE M. FABIUS

Les vertus de la procédure

Ce n'est pas à l'accusé de prouver son innocence, mais à l'accusateur de démontrer sa culpabilité. Retraçant derrière cette évidence juridique, M. Fabius attend pour agir que les Néo-Zélandais fournissent à la justice française « tous les éléments » de preuve en leur possession. S'il est démontré que les sept agents de la DGSE sillonnaient le Pacifique sud à d'autres fins qu'une innocente mission de renseignement, alors « des poursuites judiciaires seraient immédiatement exercées » contre eux par la justice française.

L'intérêt de cette tactique, fondée sur une irréprochable application de la présomption d'innocence, est qu'elle permet de gagner du temps. Très proches, il y a une quinzaine de jours, les Néo-Zélandais paraissent, en effet, décidés à se tenir, jusqu'à l'audience du 4 novembre, à faire l'absence sur les preuves accablantes qu'ils prétendent détenir contre les « Turange » et l'équipage de l'Ouvéa. Même M. Tricot n'a pas réussi à en faire dire davantage à l'ambassadeur de Wellington. C'est une des lacunes de son rapport en même temps qu'une raison, pour le gouvernement français, de spéculer sur la réalité de ces « preuves ».

Il n'a pas non plus échappé au premier ministre, qui a « attentivement étudié » la copie de M. Tricot, que celui-ci aurait aimé que son rap-

port fût suivi en France d'un examen plus détaillé. La justice dont c'est le rôle aurait donc pu être mise à contribution. Au lieu de quoi, le premier ministre choisit d'attendre, de lire sa décision aux conclusions des Néo-Zélandais. Habileté évidente. Car, si les « preuves » sont aux antipodes, où les « Turange » sont aussi à Paris. Pour être complètes, sans faille, l'enquête néo-zélandaise devrait aussi percer à jour les petits secrets de la DGSE. Il lui faudrait pouvoir confesser l'équipage de l'Ouvéa, rapatrié en France en catastrophe. Or il est clair que, du haut en bas de la « Piscine », on ne se lasse pas de faire. Qui au gouvernement le reprocherait à nos agents ?

Les conclusions néo-zélandaises seront donc probablement boiteuses, incomplètes, sujettes à caution. Du moins l'espère-t-on à Paris. Et si, d'aventure, elles étaient accablantes, le parquet, c'est-à-dire le ministre de la justice, aurait tout loisir de les discuter. Mieux, rien ne l'oblige en droit à saisir un juge d'instruction, en vertu de la règle qui confie au ministre public l'opportunité des poursuites, une règle à laquelle le gouvernement pourrait, après le 4 novembre, trouver énormément de vertu.

B. L. G.

La « taupe » de la DGSE avait adhéré aux Amis de la terre

Le lieutenant de l'Armée française Christine Hugnette Cabon alias « Frédérique Bonlieu », la « taupe » de la DGSE au sein de Greenpeace, avait aussi tenté de s'infiltrer dans l'organisation écologiste les Amis de la terre, à révéler, mardi 27 août, au quotidien la Croix, l'ex-candidat écologiste à la présidence de la République, M. Brice Lalonde.

« Elle a pris sa carte aux Amis de la terre en avril dernier », ajoute M. Lalonde, qui précise : « Par conséquent, elle avait infiltré tout le monde, sauf qu'une Amie de la terre, elle n'avait pas insisté contre nous sur quoi que ce soit. Elle avait simplement pris sa carte en se disant que cela pouvait lui servir. Et, évidemment, nous n'avons aucun moyen de vérifier si les gens qui adhèrent à notre association sont, ou non, membres des services secrets de quelque pays que ce soit ».

Christine Hugnette Cabon s'était inscrite aux Amis de la terre sous sa fausse identité de « Frédérique Bonlieu ». Ancienne étudiante en biologie, elle travaillait à la DGSE. Christine Hugnette Cabon a également agité son travail d'infiltration en Nouvelle-Zélande. Sa trace se perd en Israël, où elle a effectué des familles archéologiques. Elle n'a pas été interrogée par M. Tricot.

Satisfaction à Wellington

De notre envoyé spécial

Wellington. Les journées se ressemblent pas au quatorzième étage du building du centre-ville qui abrite les locaux exigus de l'ambassade de France. A la fièvre de mardi a succédé, mercredi, un relatif sursis. Après la déclaration de M. Laurent Fabius, favorablement accueillie par M. David Lange. Bien entendu, les Néo-Zélandais n'ont jamais envisagé de commettre l'irréparable à l'égard de la France, mais il leur était impossible de laisser passer, sans réagir, le rapport « incroyablement et grossièrement contradictoire de M. Tricot ». Après avoir vigoureusement protesté, M. Lange s'est déclaré, mercredi matin, « satisfait » des propos de M. Fabius.

Certes, la France ne présente pas d'innocentes explications, mais la déclaration du premier ministre est tout de même jugée « aussi constructive qu'il était possible » à ce point de vue. Principal sujet de satisfaction du premier ministre : « M. Fabius ne s'accroche pas au rapport de M. Tricot ». D'ailleurs, observe fièrement M. Lange, « M. Tricot non plus ne s'accroche pas à son rapport ». Comme toute la presse néo-zélandaise, qui en fait des gorges chaudes, M. Lange a noté que l'auteur du rapport avait lui-même admis en toute candeur l'éventualité d'avoir été trompé.

Les Néo-Zélandais, bien sûr, s'affirment prêts à collaborer dans toute la mesure du possible à l'accomplissement, en France, d'une saine justice à l'égard des complices du sabotage, quand on les aura trouvés. Les modalités de cette collaboration demeurent toutefois encore floues, même si M. Lange n'a pas exclu que plusieurs témoins ou policiers néo-zélandais fassent le voyage de Paris pour aller témoigner à un éventuel procès.

M. Lange, bien sûr, a fait son deuil de l'extradition des trois passagers de l'Ouvéa. Mais le premier ministre a formulé une proposition alternative : « Les trois suspects sont des milliers de gens qui agissent en fonction d'un code de l'honneur, ils croient leur innocence. M. Tricot clame leur innocence. Apparemment les voyages ne leur déplaisent pas, ils pourraient

venir en Nouvelle-Zélande et s'y faire juger, c'est bien le moins que puissent faire ces fameux hommes d'honneur pour se laver d'une accusation aussi infâme que d'avoir, dans un pays étranger, saboté un bateau en causant la mort d'un homme ».

L'irôle se gomme cependant pas la colère du premier ministre, qui, à nouveau, vigoureusement élevé contre « l'absurdité de voir ces trois plongeurs escamotés en France sur la tête de M. Tricot et redissimulés. Cela est exactement le contraire de la pleine collaboration promise par le président français », a-t-il estimé, en agitant devant la presse la lettre que lui avait adressée, il y a quelques semaines, le chef de l'Etat français.

La crise politico-diplomatique étant momentanément éteinte,

Les conséquences à long terme

Toutefois les conséquences à long terme de toute l'affaire, que l'on

commence à peine à entrevoir, peuvent peser lourdement sur l'avenir de la France dans cette région du monde. La France déjà considérée communément comme un pays arrogant et méprisant, rituellement, en raison des essais nucléaires de Mururoa, voutée aux géométries par la quasi-totalité des dirigeants politiques du Pacifique sud, est désormais affaiblie d'une image de terroriste.

« Les vieux ici connaissent bien votre pays pour avoir combattu sur son sol lors des deux guerres mondiales. Mais les jeunes ne savent de lui que son visage le plus détestable : les essais de Mururoa et le colonialisme en Nouvelle-Calédonie ». L'homme qui parle ainsi n'est pas le meneur d'un groupe pacifiste : c'est M. Barry Leay, secrétaire général du Parti national de Nouvelle-Zélande, la principale formation « conservatrice » de l'opposition. « Dix fois, j'ai demandé à Chirac de venir au moins expliquer ici la position française sur Mururoa ; il me répond toujours : pas question, la France est là-bas chez elle ».

Même si, seules, les organisations écologiques en lancent le mot d'ordre, tout le monde s'attend à ce que le boycottage des produits français soit ici largement suivi, à l'image de celui de 1973 qui avait contribué à obliger les Français à faire des essais souterrains et non plus en surface. Les réservations touristiques à destination de la Nouvelle-Calédonie, pourtant très prisées par les « Kivis » se sont effondrées dans les dernières semaines. Le fait que certains, ici, aient pu suggérer, après le sabotage du Rainbow Warrior, d'envoyer à Mururoa un bâtiment militaire, en dit long sur le ressentiment, même si M. Lange a immédiatement écarté la proposition. Et cette attitude n'est pas seulement néo-zélandaise : la presse australienne, par exemple « couvre » aussi abondamment l'affaire du « Rainbow Warrior » que celle de Nouvelle-Zélande.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Rumeurs et démentis sur le rôle des services secrets néo-zélandais

De notre envoyé spécial

Wellington. — Les services secrets néo-zélandais étaient-ils au courant que des agents français opéraient sur leur sol depuis leur arrivée ? La Secret Intelligence Service (SIS) dépendant directement du premier ministre est mis sur le sellette, avec de plus en plus d'insistance. A plusieurs reprises, ces derniers jours, devant les rumeurs selon lesquelles le SIS, averti de la présence des Français, aurait ordonné d'en informer la police d'Auckland, M. David Lange a opposé le démenti le plus catégorique, ainsi que la police d'Auckland. « Ceux qui insinuent cela, a dit le premier ministre, voudraient bien laisser penser que c'est le SIS qui a saboté le Rainbow Warrior. C'est bien sûr absolument faux ».

Dans l'hypothèse cependant où les services britanniques seraient, pour leur part, repérés les « Turange » lors de leur pas-

sage à Londres, alors il est hautement probable qu'ils en aient averti leurs collègues néo-zélandais. Les services britanniques d'une part, australiens et néo-zélandais de l'autre, ont une longue tradition de collaboration. C'est un officier des services australiens, M. D. Hamblin, ancien officier des services britanniques, qui a créé le SIS. Et le premier directeur des services néo-zélandais, le brigadier Albert Gilbert, a eu à cœur, avant de prendre ses fonctions, d'affirmer des visites approfondies dans les locaux des services de Londres et de Canberra. Aucun des deux cents agents du SIS n'est censé opérer à l'extérieur. Les sources des Néo-Zélandais consistent donc essentiellement dans les services australiens et britanniques.

D. S.

DES AGENTS SECRETS PARLENT. QUARANTE ANNÉES DE VIE CLANDESTINE: POUR LA PREMIERE FOIS UNE HISTOIRE COMPLETE DES SERVICES SECRETS FRANÇAIS

Collection L'Epreuve des Faits 99F

SEUIL

plongée au fond de LA PISCINE

Roger Faligot
Pascal Krop
La piscine
Les services secrets français
1944-1984

L'immeuble de «LA PISCINE», boulevard Mortier à Paris.



POLITIQUE

APRÈS LA PUBLICATION
DU RAPPORT TRICOT

Londres s'obstine dans son refus d'ouvrir une enquête

De notre correspondant

Londres. — Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a en mardi soir 27 août, dans la région de Bordeaux, un entretien suivi d'un dîner, avec le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas. Il a sans doute été question de l'affaire du Rainbow Warrior, tandis qu'à Londres le gouvernement de Mme Thatcher, qui s'est abstenu jusqu'à présent de faire le moindre commentaire à ce sujet — en dépit des rumeurs concernant une éventuelle implication des services secrets britanniques — se trouve soumis aux critiques non seulement de l'opposition travailliste, mais encore de certains élus de la majorité.

M. Teddy Taylor, député conservateur, a dénoncé le « silence assourdissant » du Foreign Office, ce qui constitue, selon lui, une « insulte » à l'égard de la Nouvelle-Zélande, membre du Commonwealth et « l'un des plus proches alliés de la Grande-Bretagne ». Un des porte-parole du parti travailliste pour les affaires étrangères, M. Georges Foulkes, a déclaré qu'il était « essentiel que les allégations portant sur le rôle qu'aurait pu avoir des Britanniques fussent l'objet d'un examen approfondi ». Il a ajouté dans une lettre adressée au secrétaire du Foreign Office : « Considérant la coopération bien connue existant entre services de renseignement occidentaux et le soutien de certaines opérations regrettables des services britanniques, on se sent obligé de demander, au nom de la vérité, que l'enquête soit menée à bien. »

Estimant que le silence du gouvernement équivalait à une « dissimulation » et manifestait une complaisance envers la France, un autre député travailliste, M. John Prescott, membre du « cabinet fantôme » (sorte de contre-gouvernement de l'opposition), a fait remarquer que les autorités britanniques auraient dû, de toute façon, mener leurs propres investigations sur le naufrage du Rainbow Warrior, conformément à la législation sur la marine marchande, puisque le navire battait pavillon britannique. Au Foreign Office, on indique que pareille décision n'est pas obligatoire, car elle relève d'un pouvoir discrétionnaire du gouvernement. Cette mesure est prise d'ordinaire en cas d'accident ; elle n'apparaît nécessaire « en cas d'attentat » que lorsqu'il y a défaillance des autorités locales. Or, en l'occurrence, la police et le gouvernement néo-zélandais ont prouvé qu'ils étaient à même de faire toute la lumière sur les circonstances du sabotage du bateau de Greenpeace.

M. Prescott a fait allusion aux rumeurs selon lesquelles les services britanniques auraient averti les autorités néo-zélandaises avant l'attentat. « Il serait pour le moins troublant que les services britanniques aient prévenu les autorités néo-zélandaises pour permettre l'arrestation des agents français, mais n'aient pas averti le bateau et son équipage puisque ceux-ci étaient britanniques ».

M. Lange au secours de M^{rs} Thatcher

Si le gouvernement britannique a persisté dans son abstention et son maintien, au risque de s'attirer les sévères reproches qui viennent d'être adressés, c'est le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, qui a donné, le 28 août, l'impression de répondre à sa place. Dans une interview télévisée, accordée au cours de la soirée à la BBC, M. Lange a pris résolument la défense du gouvernement de Londres, en écartant tous les soupçons qui visent ce dernier ou les services britanniques. « Il est scandaleux, a-t-il dit, de suggérer qu'à un moment ou à un autre, les Britanniques auraient eu connaissance de l'attentat ou même l'auraient organisé. (...) Laisser entendre que c'était un coup orchestré par les Britanniques ne fait que ruiner davantage la crédibilité des diverses rumeurs ou déclarations trompeuses venant

actuellement de France. » M. Lange a adopté un ton péremptoire pour dissuader la Grande-Bretagne, en affirmant que son gouvernement « insiste sur le fait que les Britanniques n'ont rien à voir avec l'attentat ou la filature des agents qui y ont été mêlés ».

Alors qu'on lui demandait son opinion sur l'absence de réaction du cabinet de M^{rs} Thatcher, M. Lange a dit qu'il comprenait celle-ci, et a expliqué qu'une « initiative » britannique aurait été « superflue », étant donné que le gouvernement néo-zélandais « n'a fait tout ce qui était en son pouvoir » pour faire la lumière sur les événements. Auparavant, M. Lange avait déclaré que « les Britanniques n'ont rien fait d'autre que d'aider la Nouvelle-Zélande dans l'enquête ».

Albion, pas assez perfide

La participation britannique se serait notamment limitée à l'accueil, ces derniers jours, d'un inspecteur de police néo-zélandais (le Monde du 28 août). Celui-ci a, entre autres informations, vérifié le témoignage de M. David Chapman, directeur du Barnett Marine Center à Londres, où aurait été acheté en mai le Zodiac retrouvé près des lieux de l'attentat. M. Chapman, selon certaines indications d'origine française, aurait pu être lié aux services britanniques — ce qu'il dément. — et les avoir mis sur la piste du couple « Turange ». Nous avons interrogé M. Chapman mais, excédé par les questions répétées des journalistes, il s'est contenté de déclarer : « Je n'ai rien d'autre à ajouter, j'ai déjà dit tout ce que j'avais à dire. Désolé. Si vous avez des éclaircissements à demander, adressez-vous à la police ». Pareille réponse ambiguë n'est pas faite pour dissiper les doutes.

Le Times, dans son éditorial du 28 août, écrit pour sa part : « Alors qu'on lui demandait si nos services secrets avaient pu saboter le navire pour enrayer les Français, M. Tricot a répliqué : « Ce n'est pas impossible ». Bien sûr, ça ne l'est pas. Mais la probabilité est telle que M. Tricot aurait été mieux avisé de n'en pas faire état. Albion est peut-être perfide, mais pas à ce point ».

FRANCIS CORNU.

Selon le « Daily Mail »

UN AUTRE AGENT FRANÇAIS AURAIT SÉJOURNÉ À LONDRES ET AURAIT ÉTÉ IDENTIFIÉ

Londres, (AFP). — Les policiers britanniques et les policiers néo-zélandais ont établi le signalement et l'identité d'un agent secret français qui a séjourné à Londres, avec le couple actuellement en prison en Nouvelle-Zélande, pour préparer l'attentat contre le navire de Greenpeace, affirme ce mercredi 28 août le quotidien britannique The Daily Mail.

Ce troisième agent aurait utilisé le faux nom d'Eric Andrieu lors de son séjour à l'hôtel Vandevelte, dans l'ouest de Londres, à partir du 29 mai dernier, mais les policiers londoniens connaissent sa véritable identité, précise le journal conservateur, citant des détectives britanniques et des détectives néo-zélandais.

« Eric Andrieu » aurait rencontré à cet hôtel quatre autres membres de la DGSE dont les deux agents aujourd'hui incrimés ont été incarcérés en Nouvelle-Zélande, selon la même source. Il aurait appelé de sa chambre les bureaux d'Air France à Londres et la DGSE à Paris, ce qui tend à prouver, selon le quotidien britannique, que l'opération contre le Rainbow Warrior a été décidée et coordonnée de Paris.

L'opposition s'efforce de régler ses difficultés de « cohabitation »

Après M. Jacques Chirac, président du RPR, qui s'est exprimé, lundi 26 août, devant les jeunes du RPR réunis à Pontarlier (Doubs), M. Giscard d'Estaing devait intervenir ce mercredi au Cap d'Agde (Hérault) où les Jeunes Giscardiens achevaient leur dou-

zième université d'été. M. Barre prononcera lui un discours vendredi devant les Jeunes Démocrates sociaux rassemblés à Lamoura (Jura). Premiers discours de rentrée et premières questions posées par les différents responsables politiques qui défilent dans ces

universités. Sans douter un instant de la victoire électorale de l'opposition en 1986, ils s'interrogent sur les moyens d'assurer cette victoire le plus largement possible et sur les lendemains d'une élection qui verra naître « les vraies difficultés ».

De nos envoyés spéciaux

pour les Jeter sous les roues de la nouvelle majorité. Et de conclure que, décidément, la seule solution serait une victoire. « La plus large possible de l'opposition, pour que M. Mitterrand s'en aille ou se taise ».

M. François Léotard, secrétaire général du PR se demande si « la victoire électorale de 1986 ne peut pas être accompagnée d'une défaite politique ». En tout cas, pour lui comme pour les giscardiens qui l'entourent, une chose est sûre : « Pas question d'édulcorer nos convictions dans une espèce de n'importe quoi dans lequel chacun trouverait son compte ».

Perplexité

Au CDS, les raisons de regarder avec perplexité la ligne de 1986 et l'horizon 1988 ne sont pas minces. La formation que dirige M. Pierre Méhaignerie, si elle s'efforce d'affirmer une ligne claire, n'est dans une position confortable vis-à-vis de personne.

As sein de l'UDF d'abord, M. Méhaignerie doit aujourd'hui et devra probablement plus encore demain assumer les conséquences de son attitude en point de vue du soutien apporté à M. Raymond Barre. Dans l'immédiat, rien ne traduit mieux le relatif confort de cette singularité que la négociation en cours au vu du choix des candidats pour les élections de mars 1986.

Sans doute en est-on encore au stade où chacun « manœuvre ses biceps », comme le dit M. Méhaignerie. Mais la position des principaux partenaires, qui sont censés incarner à eux tous l'union, n'est pas difficile à interpréter. Le petit Parti radical réclame 10 % de candidats

crédibles de l'UDF, signe de l'apreté des temps qui s'annoncent. Quant au parti frère ou qui pourrait l'être, le Parti républicain, il a, au dire des dirigeants du CDS, insisté avec force pour prendre en considération comme base de calcul une géographie électorale antérieure à 1974 et surtout à faire ressortir l'écroulement du centre. Forts au contraire de leur palmarès d'élus locaux et nationaux, les centristes entendent aller au-delà de leurs vingt-deux députés du moment.

La guerre de positions inhérente à une telle négociation n'est pas seule en cause. L'ancien parti du président que fut M. Giscard d'Estaing affronte en fait les intérêts d'une formation centriste qui aime à se poser en parti très proche du futur président qu'elle appelle de ses vœux, M. Barre.

Saint Sébastien ou saint Michel ?

La situation est encore compliquée, aux yeux des responsables du CDS, par la multiplication des listes électorales voulues par le RPR pour renforcer sa domination. Cette hypothèse pourrait bien coûter un certain nombre de sièges au CDS.

C'est dans cette atmosphère complexe — un bureau politique du CDS doit en examiner les aspects les plus problématiques le 29 août à Lamoura — que M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS a osé dire tout haut mardi ce que beaucoup pensent en secret : tant mieux, trois fois tant mieux si le CDS obtient plus de 30 députés en 1986, nombre fatidique pour pouvoir former éventuellement un groupe parlementaire.

Ce sont là des choses à ne pas crier sur les toits lui ont assuré dans les couloirs d'autres responsables du CDS. Et M. Barrot préfère s'attarder sur « une nouvelle Iniquité

majoritaire » qui appellerait éventuellement la constitution d'un groupe barrotiste.

Moins hétérodoxe est la position de M. Stasi sur le mode de scrutin après 1986 : le CDS ne se précipiterait pas pour réclamer le retour au scrutin majoritaire pour lequel il n'a jamais eu de particulière affection.

De bien petites considérations à la veille d'échéances exceptionnelles ? Elles ne sont cependant que les signes avant-coureurs des difficultés plus grandes qui attendent le CDS. Surtout si le scénario de non-cohabitation aboutit à ce qu'il défend résolument : venir à être écarté.

Les traits déçus de son « leader extérieur », M. Barre, l'attendaient alors tout autant. Posture politique de saint Sébastien bien inconfortable pour la formation qui se voit si bien en position de saint Michel terrassant le dragon socialiste.

A défaut de martyre, les prochaines épreuves viendront de toute façon bien évidemment, comme les actuelles, des frères en opposition. On l'a bien vu aux chuchotements divers suscités par la très classique remarque de M. Barrot sur les éventuelles futures convergences avec d'hypothétiques socialistes « rependus », les « rocardiens » par exemple.

Cette mini péripétie érigée en moment de drame de la trahison par quelques « amis » de l'opposition laisse révéler un responsable du CDS dans les couloirs de l'Université d'été de Lamoura : « L'opposition est parfois suffisamment accueillante à des gens venus de l'extrême droite pour ne pas proclamer qu'à d'autres pécheurs nulle miséricorde ne doit être accordée ».

Mais l'épisode est révélateur, le problème de la cohabitation, s'il est en théorie résolu pour le CDS à l'égard de M. Mitterrand, va se poser au sein même de l'opposition.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA
et MICHEL KAJMAN.

A Tahiti : condamnation de dix-sept indépendantistes

Le tribunal de Papeete a condamné, mardi 27 août, à des peines de deux mois avec sursis à cinq ans de prison dix-sept des dix-huit indépendantistes tahitiens qui étaient poursuivis pour attentat armé, coups et blessures, rébellion, destruction volontaire de biens et immeubles, incendie volontaire et association de malfaiteurs.

Charlie Ching, le leader du mouvement indépendantiste Te iata Tahiti, contre lequel une peine d'emprisonnement de quatre ans avait été requise, a été condamné par le tribunal à trente mois de prison. Il avait été interpellé en mars dernier, lors d'une manifestation non déclarée dans le centre de Papeete. Une voiture transportant des militants du mouvement séparatiste, et à bord de laquelle on devait trouver pas prison des cocktails Molotov, avait forcé un barrage de police et un gardien de la paix avait été grièvement blessé. Dans la soirée

qui avait suivi l'arrestation de Charlie Ching, des commandos, constitués par l'un de ses lieutenants, avaient incendié un immeuble de Papeete sans faire de victime.

Les avocats des dix-sept condamnés ont annoncé, mardi soir, qu'ils avaient l'intention de faire appel. M^{rs} François Roux et M^{rs} Alain Ottan, du barreau de Montpellier, estiment que « la sévérité des condamnations à un caractère éminemment politique », et que l'arrestation en mars dernier du leader indépendantiste et d'une autre personne constituée une « provocation administrative et policière destinée à la neutraliser ». Les avocats ont, en effet, révélé que les deux hommes devaient, à l'automne prochain, embarquer à bord du Rainbow Warrior, le bateau de Greenpeace, et aborder à Mururoa avec d'autres militants antinucléaires.

« M. Pasqua : le gouvernement devra rendre des comptes. — M. Charles Pasqua, président du groupe RPR au Sénat, a lancé, mardi 27 août, un avertissement au gouvernement. « Quand nous aurons pris le pouvoir, ils auront des comptes à nous rendre » a-t-il déclaré devant les jeunes de RPR réunis en université d'été à Pontarlier (Doubs). Se refusant à tout commentaire sur l'affaire Greenpeace et le rapport de M. Tricot, M. Pasqua a affirmé : « La France a théoriquement un premier ministre car, en dehors des prestations qu'il fait avec des charrettes au pied, c'est en réalité un sportif qui pratique un sport éminemment populaire, l'équitation avec sa bombe sur la tête. Maintenant il en a une sous le derrière. » M. Pasqua a expliqué ensuite que le « rôle du RPR est d'être plus intransigent et de n'accepter aucun compromis ».

« M. Chaban-Delmas n'est ni de droite, ni de gauche. — Je ne suis ni de droite, ni de gauche. Je voudrais surpasser cet affrontement. J'essaie d'être au-dessus », explique M. Jacques Chaban-Delmas dans une interview que publie France-Soir. Ne se déclarant « candidat à aucun rôle, ni à aucun poste », l'ancien premier ministre réaffirme que s'il peut « être utile » au lendemain des élections législatives du printemps prochain, il est « disponible » et « prêt à servir » dans le sens du « rassemblement des Français ».

CARNET DU Monde

Décès

— M. Jean Diego Brunet, son fils, M^{rs} Marika Rivera. Le docteur et M^{rs} Beuf, Tous ses amis, ont le deuil de faire part du décès de

Jean-Paul BRUNET, artiste peintre, survenu le mercredi 14 août 1985 à Marseille dans sa soixante-seizième année.

L'inhumation a eu lieu le lundi 19 août à Nîmes dans le caveau familial.

3, rue de Montevideo, 75116 Paris.

— Bruno et Janine D'Enfert, Gérard et Anne-Marie D'Enfert, Suzanne D'Enfert, Yvonne D'Enfert, Anne Rodway, et leur fils, Nathalie et Bernard Genz et leurs enfants, Fabien et Laurent Thiaucourt et leurs enfants, Renaud et Guillemette D'Enfert, Christophe D'Enfert, Etienne et Frédérique D'Enfert et leurs enfants, Guillaume D'Enfert, Cyril et Anne-Marie D'Enfert et leurs enfants, Sylvie et Richard Akouf et leur fille, Valérie D'Enfert, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{rs} Angèle Lenormand, Et toute la famille, ont le deuil de faire part du décès de leur fils, Jean-Paul Brunet, survenu le 24 août 1985 à Saint-Palais (Charente-Maritime).

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 29 août à 16 heures en l'église Notre-Dame-de-Gloire de Pissy, 10, rue de l'Annexion, Paris-16.

192 Me. rue de Vaugirard, 75015 Paris.

25, avenue Paul-Cézanne, 13090 Aix-en-Provence, 7, rue Paléo, 75011 Paris.

— M. le président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, M^{rs} la vice-présidente, M^{rs} et M^{rs} les administrateurs, ont le regret de faire part du décès, le 23 août 1985, de

M. Pierre GILLET, administrateur de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, président de la commission des budgets.

Les obsèques ont eu lieu mardi 27 août 1985, à 11 heures, en l'église d'Epierieux-Saint-Paul, 42110 Fours.

42600 Sauvare-Monbrison.

— Le régime de retraites des cadres AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres). Son président, M. Emile Bourcier, son bureau et son conseil d'administration, ont le regret de faire part du décès de

M. Pierre GILLET, chevalier de la Légion d'honneur, secrétaire adjoint, président de la commission administrative de l'AGIRC, vice-président de la CAPIMMEC.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 27 août 1985 à Epierieux-Saint-Paul.

— Le conseil d'administration de la CAPIMMEC. Les administrateurs des institutions de retraite et de prévoyance du Groupe Malakoff.

La direction et le personnel du Groupe Malakoff, ont le deuil de faire part du décès de

M. Pierre GILLET, chevalier de la Légion d'honneur, vice-président de la CAPIMMEC, administrateur de l'URPPIMMEC.

survenu subitement le 23 août.

CAPIMMEC, 15, avenue du Centre, 78281 Saint-Quentin-en-Yvelines.

Anniversaires

— Une pensée pour le dix-huitième anniversaire de la mort de

Miss SHEIN.

PICARD
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
8 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances
4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. 233.44.85 +

anglais intensif ELS USA
en Université américaine
DE VRAIES SOULÈS DE LANGUES 25, rue de Chéz, 92020 Neuilly. Tél. 747.70.16

مكتبة الأصل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

VENISE, 42^e MOSTRA

On retiendra du Festival de Venise un ou plusieurs films. Mais déjà une chose est certaine. Ils ont le bas Police, de Maurice Pialat. C'est un grand film. Il est présenté à la Mostra le 31 août, et sort en France le 4 septembre.

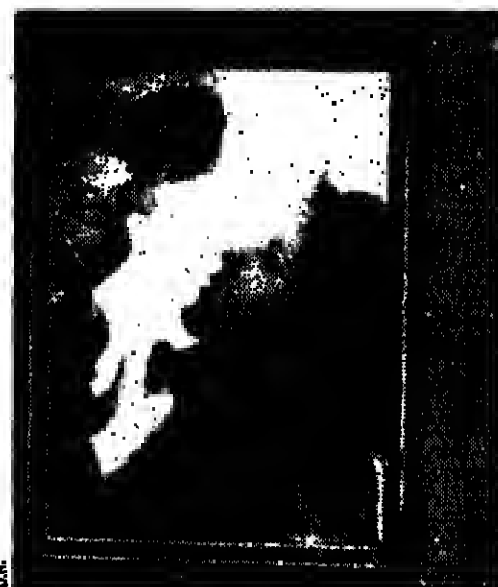
Bien avant cela, nous avons vu une copie de travail — équivalent, si l'on veut, des épreuves d'un livre. A la société Gaumont, où avait lieu la projection, quatre générations étaient représentées, quatre décennies. Deux

hommes, trois femmes, la plus jeune avait vingt et un ans. Police s'est adressé à chacun d'entre eux, les a pris.

A l'heure actuelle, est-ce que l'actualité entière n'est pas vécue comme un gigantesque fait divers ? Le feuilleton de Greenpeace a remplacé l'affaire Villamin. En signant son premier film policier, on se plaçant du côté des acteurs, et non des voyeurs, Maurice Pialat continue de s'intéresser à son temps, à nous.

"Police"

Gérard Depardieu et Sophie Marceau



REGARD SUR LES VISAGES

TOUT film de Maurice Pialat est une immersion, celui-là plus que les autres. Il vous tient. Dans le commissariat où Louis Vincent Mangin mène son interrogatoire (montage serré, un coup le chat, un coup le souris, les rôles changent; voix off, parfois, pour précipiter l'ennemi), dix regards pèsent, simplement existants. Pas de figurants, ici. Tout le monde travaille. Vit sa vie de flic, ou sa vie de prévenu. Bon, Mangin est sur le devant de la scène, grande gueule, Gérard Depardieu. Grosse affaire. De la drogue. Une ténacité.

Dans la rue, Mangin et son copain Lambert l'avocat, tout mince et nerveux — Richard Anconina — s'efforcent sur la porte du club qui se referme à leur nez, sur leurs clients, sur les deux côtés de la barricade, sur leur pouvoir. C'est d'épave, éclats de rire, caméra portée : elle tangue sans les lâcher autour des visages un peu saouls de nuit, de violence, de chambard, de joug pour l'instant secoué.

Ensuite on oublie, on ne voit plus comment le film est fait, on a très fortement la conscience d'être devant une maîtrise du cinéma inhabituelle, mais on n'arrive plus à endiguer le flot. Le flot des sentiments, des confidences, des mensonges, des retournements, des dialogues, des têtes, des voix, incroyables, qui grouillent.

L'histoire arrive de surcroît, par surprise, sans avoir l'air de rien. Au commencement sont les individus.

Mangin le fonceur, il ne faut pas l'énervier, il cogne, mais il s'ennuie bien qu'on l'aime : sa mère ne l'aime pas. Sa femme est morte. Il a son traitement de flic, ses poings, ses bras qui voudraient bien se refermer, et puis qui se referment. Mangin est trop seul, Nora la menteuse le subjugué, tour de passe-passe, ni vu ni connu et c'est là. Attention, Mangin. Lambert l'avocat fréquente un peu trop les voyous, Marseille, Belleville, origine Afrique du Nord. Les relations de Nora, il faut voir où ça mène. On leur pique leurs files, on se fait inviter à déjeuner, on ne peut plus s'arrê-

ter. On s'ennuie. Mais alors, il le sait bien, Mangin.

Il le sait bien, Depardieu, jusqu'où sa force peut aller. Il le montre, la laisse dériver, la retient, enjôle, domine. Il évolue dans le monde créé par Pialat comme s'il était Pialat en personne. Il lui ressemble. Mangin, Depardieu-Pialat, c'est la même carrure de titan, avec plein de failles où les autres s'engouffrent, doucement — et ça fait mal, — sans pitié — et c'est la loi du milieu, le métier, pas grave, ça passe.

Mangin s'humanise, Lambert se défait, Nora joue, perd et gagne. Depardieu soutient ses partenaires; ils sont très bons. Sophie Marceau offre son visage rond. Son personnage la veut dissimulatrice, Pialat sa charge de nous suggérer ce qu'elle dissimule, elle tient le choc, Sandrine Bonnaire, en porte, elle tangue sans les lâcher autour des visages un peu saouls de nuit, de violence, de chambard, de joug pour l'instant secoué.

L'histoire naît de ces personnages, dont on n'aura jamais fait le tour, qui vieillissent, qui s'ouvrent sous nos yeux, hors du temps, plus vivants que les vivants : le monde de Pialat est plus vrai que nature. Ce cinématisme, ce n'est pas la vie, c'est plus fort qu'elle pour mieux la rejoindre, sans jamais la trahir.

Est-ce que Police trahit la police ? Est-ce que les Arabes de Piale, machistes, dealers, fous d'argent, rusés, intriguants pour la famille, trahissent leurs compatriotes ? Est-ce que les crapules sont trop sympathiques ? Ces gens sont trop humains pour que l'on s'interroge, trop bien armés par Piale. Mutile de s'enquêter pour eux, ils font leurs affaires, et nous les nôtres.

CLAIRE DEVARREUX.
P.S. — Police est le dernier film produit par Daniel Toscani du Plantier à la Gaumont. L'idée originale est de Catherine Breillat, qui participe au scénario en compagnie de Maurice Pialat, Sylvie Danton et Jacques Fieschi.

MAURICE PIALAT : « UN FLIC, POUR MOI, C'ÉTAIT LE SOUPÇON »

« AVEZ-VOUS déjà en affaire, dans votre vie, la police ? »

— Oui, mais pour des choses insignifiantes : une bagarre une fois, il y a très longtemps, à peine une bagarre, je n'avais passé que quelques heures au poste.

— Avez-vous eu besoin, pour votre film, d'enquêter sur la police ?

— Je n'ai jamais envie de poser des questions à qui, ce soit quand je prépare un film, et je ne pense pas que ce soit la bonne voie.

— Enquêter, non. Disons que je suis allé, pas si longtemps que ça, visiter un service, pas tant pour comprendre son fonctionnement que pour rencontrer des flics. J'ai passé pas mal d'heures avec eux. Je ne pouvais pas me permettre de faire des généralités. J'ai vu des flics moyens dans un service moyen. Il ne faut pas croire que le film se passe dans un commissariat. Son modèle a été un département de la police judiciaire qui s'appellait alors brigade territoriale. Ces policiers s'occupent de petites affaires : des qu'ils tombent sur une grosse affaire, elle leur est presque toujours retirée. Et, avec ce flic moyen, on n'est pas loin de la main courante des commissariats. J'ai été mis en contact avec d'autres flics, les « grands flics » qui dirigent des services importants, comme la « Crime », mais ça n'a pas été plus loin qu'un déjeuner.

— Ces rencontres ont changé votre vision ?

— Un flic, pour moi, c'était avant tout le soupçon, ce défaut très gênant que nous avons tous plus ou moins — par exemple quand on croit être trompé, — et qui peut devenir pathologique. Ce n'est pas seulement le dépassement de la bande jaune. Comme, pour Knock, chaque personne est un malade qui s'ignore, pour le flic, chaque personne est un coupable en puissance. Ils se reconnaissent eux-mêmes ce travers. J'ai trouvé des gens plus sympathiques que je m'y attendais, mais ce n'était que des rencontres, et ce n'était que des rencontres. Si j'avais été en contact avec eux après un délit, j'aurais découvert des hommes différents. J'aurais peut-être dû monter une comédie, et me faire arrêter.

— Avez-vous vu le reportage de Depardieu sur le commissariat du claquage arrosé par la police ?

— Oui, le film entier est intéressant, avec à l'intérieur quelques séquences magnifiques. Mais mon idée n'était pas de faire du Depardieu reconstitué avec des flics vrais ou faux.

— Avez-vous eu le souci d'une « justice » de ce milieu et l'avez-vous en général ?

— En jetant un coup d'œil à ma filmographie, on peut penser : grande vérité, réalisme sinon vérité, puisqu'on n'emploie plus ce mot : on peut penser à quelqu'un qui ne décolle pas de la réalité, et dont ce sont là les limites. Mais je crois aussi que la réalité n'a pas de limites et que la bonne poésie, le bon fantastique, l'abstraction même, ont toujours une solide base réaliste.

— Avec ce film, nous n'avons pas cherché la vérité : les scénaristes n'ont pas fait de travail de documentation et Gérard Depardieu a refusé d'avoir le moindre contact avec les flics, d'aller traîner avec eux selon la recette d'un de Niro. Il n'y a rien de reconsti-

vivre, qui pour moi a été de tourner, faire des films — ça a été ma drogue et on m'a traité comme un drogué. Je pouvais toujours me libérer de ça et vivre autrement, quitte à ne plus faire de films.

— L'interrogatoire policier, c'est un peu l'archétype de votre formule de dialogue : deux personnages dont l'un fait violence à l'autre, comme dans la scène de ménage ?

— Je n'y ai pas pensé. Ça prouve que je suis ma pente.

— Comment ressentez-vous la violence du cinéma ?

— La violence à l'écran, c'est toujours du « pipeau », non ? On ne peut quand même pas tuer les

Passe ton bac d'abord, Loulou, A nos amours...
A présent, Police.
Pour Maurice Pialat,
la réalité est sans limites.
Il raconte des histoires
où l'on s'aime, mais une gifle
est plus facile à tourner qu'un baiser.

tué dans mon film, à part les décors. Mon seul courriel s'est exercé à éviter les choses fausses. J'ai cette hantise de l'intrusé, qui, une fois, m'a empêché d'adapter un roman que j'aimais beaucoup.

— J'ai eu l'impression, en voyant la première partie du film, que vous essayiez d'imposer quelque chose de terriblement vrai pour pouvoir ensuite faire passer une chose irréaliste plus essentielle.

— Votre question m'étonne. L'amour du policier pour l'inculpé ? Vu par les flics, cela paraît invraisemblable, mais si cela arrive à l'un d'entre eux... Pour moi ils restent avant tout des hommes. Les journaux nous servent bien mensuellement des histoires de flics qui font des hold-up.

— L'objet de transactions du film est l'héroïne : c'est un sujet d'actualité. Quelle opinion avez-vous de ses trafiquants et de ses consommateurs ?

— J'ai coupé une scène qui montrait un marché d'héroïne. Je crois que ma réponse, c'est le film. Je ne dirais pas que je juge ces gens-là, mais que j'ai une sympathie pour eux — ceux du film, cela va de soi. Une fois de plus, je suis complètement amoral.

— Dans ma vie professionnelle, pendant plusieurs années, j'ai cru être dépendant plus que je ne l'étais. Et c'est quand même une chose de la même famille, le besoin, ce dont on a besoin pour

dans Police, enfin il y en a un très long. Ça fait partie de ces choses pas traduisibles à l'écran. Le mieux, c'est quand il y a des ellipses et qu'on ne les voit pas.

— Qu'est-ce qui vous intéressait le plus profondément dans votre sujet : la femme qui ment ?

— Oui, au départ, c'était ça, c'était davantage le personnage de la femme que celui de l'homme. Mais en route, et ça m'arrive souvent dans les tournages, ça a glissé. Finalement, le film s'est fait bouffer par Gérard Depardieu, il a bouffé le film avec ma complicité, et c'est devenu le portrait d'un bouhomme avant le portrait d'un policier. Quant à elle, la façon butée qui ressort de l'interprétation de Sophie Marceau ne me déplaît pas. J'ai eu moins de surprise avec elle. Le personnage de Depardieu, je ne le voyais pas comme ça, pour moi c'était quelqu'un de très fermé, alors qu'il en a fait un homme ouvert.

— Depardieu déchiré avec la musique de Górecki, image qui clôt le film, renvoie à Sandrine Bonnaire sous la pluie avec The Cold Song de A nos amours : chaque fois vous entraînez le personnage au bout de lui-même.

— Non, ça n'a pas beaucoup de sens pour moi. Quand un est au bout de soi-même, on meurt. Il est dans une mauvaise passe. Un film n'est qu'une partie de la vie des personnages. L'un et l'autre ont beaucoup de temps devant eux.

— C'est quand même le sommet du film ?

— Sûrement pas pour moi. A mes yeux, il y a deux points culminants : dans la première partie, l'interrogatoire de la fille à qui on passe les bandes enregistrées et qui nie que c'est sa voix ; dans la seconde partie, parmi les dernières scènes du film, quand elle est chez lui, après la visite de l'avocat, je pense que là tout est dit. C'est d'ailleurs une scène curieuse : ces deux personnes qui viennent de passer la nuit ensemble, et il n'y a pas d'ellipse, c'est la même soirée de la même journée, elle lui avoue enfin qu'elle a piqué le flic, on imagine qu'ils sont allés au pieu et qu'ils y restent. Voilà quelque chose qui n'est pas réaliste : des gens qui couchent ensemble pour la première fois, et c'est déjà une séparation.

— J'avais envie de raconter cette histoire d'amour, et cette idée plutôt littéraire, amusante dans le contexte d'un policier, la rencontre de gens assez désabusés dont l'histoire d'amour n'arrive qu'au moment de la séparation. Presque une histoire d'amour à l'envers. Mais l'idée ne s'est fortifiée qu'en cours de tournage, à un moment où il fallait aller au plus pressé. Il en reste probablement des traces.

Propos recueillis par HERVÉ GUIBERT.

"Legend"

LE DIABLE JOUE ET GAGNE

Le lundi 19 août, en avant-première, le metteur en scène britannique Ridley Scott présentait à la Cinémathèque française son tout dernier film, encore inédit, *Legend*, qui a ouvert la Mostra de Venise. Venu du cinéma publicitaire et vite passé aux superproductions (*Alien*, 1979 ; *Blade Runner*, 1982), comme son collègue français Jean-Jacques Annaud (*La Guerre du feu*, 1981), Ridley Scott a projeté en guise d'introduction un montage de ses films publicitaires, célébrant tantôt une bière, tantôt le pain Hovis, tantôt le parfum cher à Marilyn Monroe, N° 5 de Chanel. Plutôt que la technique du « bang », du montage coup de poing, le cinéaste pratique un mode de récit très britannique, met l'accent sur le gag révélateur qui éclate lentement, un peu à l'image de ses grands films, constructions minutieuses où décor, costumes, trusques, jouent un rôle primordial, plus que la récit lui-même, très mince, linéaire. Outre sa formation de publicitaire — des milliers de films — Ridley Scott ne cache pas son admiration inconditionnelle pour deux grands auteurs de cinéma, Jean Cocteau et Walt Disney, et garde une certaine nostalgie pour le cinéma d'animation.

Fait exceptionnel, *Legend* sort en première mondiale en France le 28 août. Le film a un peu effrayé ses commanditaires américains, qui ont investi 24 millions de dollars dans l'aventure.

SUPERPRODUCTION anglo-américaine sortie de l'imagination enfiévrée du cinéaste britannique Ridley Scott, *Legend* se veut retour candide aux contes de fées de notre enfance.

Lord Darkness, le vilain seigneur des ténèbres, croit son heure venue. Non content de s'être emparé de la princesse Lili, il a volé sa corne au plus noble des animaux, le licorne, et ramené l'humanité à l'ère glaciaire. Jack, gentil hôte de la forêt, veut sauver Lili. Il part à l'assaut du royaume de l'ombre et, avec l'aide de tous ses amis des bois, libère la princesse. Paix aux enfants qui s'aiment et aux lutins de bonne volonté.

Après des images de rêve, une forêt de Brocéliande pour cours naïfs, Ridley Scott nous invite à une descente aux Enfers des plus pittoresques. Le diable aurait définitivement partie gagnée sans un sérieux coup de pouce du scénariste.

Darkness, seul, réussit à nous convaincre, à nous étonner. Salaco, sentencieux, joué par Tim Curry dans le plus pur style du Satan compréhensif de Laird Cregar dans *Le diable s'habille en noir* d'Ernst Lubitsch, il est le triomphateur du film. Mais la pauvre Lili se voit condamnée à rejoindre son fadasse libérateur.

L. M.

RIDLEY SCOTT ENTRE JEAN COCTEAU ET WALT DISNEY

« **L**A France, explique Ridley Scott, si l'on met à part le marché américain, est le plus grand territoire cinématographique après le Japon. Le public français est important en nombre, et c'est le plus sophistiqué, le plus passionné, le plus capable de respecter un film d'art et d'essai, comme vous dites, on *Indiana Jones*. Chez moi, en Grande-Bretagne, cette vision est totalement absente, et le grand public presque inexistant. »

— Vous avez un peu changé la scène finale pour ne pas dérouter les spectateurs américains ?

— Peut-être suis-je légèrement pervers. A la fin du film, quand la princesse se réveille et que les jeunes amoureux se parlent brusquement, s'embrassent, il y a un certain voyeurisme, un brin de sexualité, et plus encore d'innocence : car la sexualité vient seulement de lord Darkness, le seigneur des ténèbres. La princesse ôte la bague qu'elle porte à son doigt, la passe au sien et lui dit : « Je veux que vous l'acceptiez avant de me quitter. » Il la regarde, ils se contemplent avec ravissement, puis il lui demande : « Pouvez-vous chanter pour moi ? » Elle éclate de rire, se met à chanter très joyeusement, sans musique, une ou deux mesures. Elle s'enfuit dans la forêt, se retourne et lui fait signe, rayonnante de bonheur.

Nous le voyons se lever, debout, contemplant son domaine, la forêt. Lentement, il se met à pleurer.

— J'ai aimé ce moment, comme une « suspension » de l'innocence. La réaction immédiate est : comment, il n'enlève pas la fille ? Evidemment qu'il aura la fille. Mais un peu plus tard, le lendemain peut-être. Leur relation va se développer, leur amour devenir réalité. J'aime cette ambiguïté. Pour moi, c'est une fin totalement optimiste.

— Avant de vous lancer dans l'écriture du scénario, vous avez demandé à votre collaborateur William Hjortsberg de voir avec vous *La Belle et la Bête*, de Jean Cocteau. Pourquoi ?

— Cocteau pour moi forme un tout. Ses recherches stylistiques sont intégrées à son écriture, à sa manière de raconter, et même à ses dialogues. C'est un peu la même chose avec Stanley Kubrick. Prenez *Barry Lyndon*. Vous pouvez aller voir le film pour y retrouver le roman, mais vous pouvez aussi bien l'aimer à cause de toutes les informations qu'il livre sur l'époque, sur la façon de vivre des gens, car ce que vous voyez est d'une exactitude scrupuleuse. Et cette information fait partie d'une très riche tapisserie. Avec Cocteau, les

moyens employés sont plus modestes, mais me fascinent autant. *La Belle et la Bête* n'a cessé d'exercer sur moi une forte influence et m'a donné l'envie de tourner un jour un conte de fées. J'avais derrière moi deux histoires très sombres, *Alien* et *Blade Runner*. Je n'avais plus vu le film depuis dix ans, j'y ai trouvé un encouragement à réaliser *Legend*.

— L'autre référence de votre film, c'est Walt Disney.

— Oui, une référence qui m'a guidé dans mon travail aussi bien avec le scénariste qu'avec le décorateur et le costumier. Je leur ai

mentionné *Blanche-Neige* et les sept nains, *Pinocchio*, *Fantasia*. Si vous imaginez un lutin, si vous le concevez d'une manière très colérique, très européenne, il tend à devenir sinistre. Je voulais que les lutins soient comiques, plutôt sympathiques, un peu comme les nains de *Blanche-Neige*. Billy Barty, mon petit bonhomme, c'est le parfait exemple du genre de personnage que vous auriez pu rencontrer chez Disney, un cousin de Grincheux (*Grumpy*). Quant à Grump, le gobelin, tel que je l'ai joué, le jeune David Bennett (*Le Tambour de Schloendorff*), je le

trouve extraordinaire. Il n'a eu besoin d'aucun maquillage, juste deux oreilles un peu plus longues. Il est Peter Pan.

— Certaines créatures du royaume des ténèbres sont assez effrayantes, l'une d'entre elles ressemble même à la sorcière de *Blanche-Neige*.

— Oui. *Legend* effraiera peut-être les enfants. Enfant, j'ai vu *Blanche-Neige* et j'ai eu peur. La sorcière m'a paru sinistre et la forêt, elle-même, dans ce climat d'été enchanté, inquiétante, menaçante. C'est là toute l'habileté de Disney. Les arrière-plans sont très importants, très évocateurs, lourds de péria. Et, en même temps, ils sont si bien placés, dessinés d'une telle façon, qu'ils stimulent l'imagination.

— La première fois où vous voyez *Blanche-Neige*, près du puits, quand elle chante avec la colombe — ce genre de chose incroyablement sentimental, c'est tellement bien fait que vous l'acceptez. Je reconnais que la scène où elle prend la pomme de la sorcière, dans le cottage, a de quoi effrayer. Comparé à un bon film aujourd'hui, c'est étonnant. Et ça a plus de quarante ans.

— On a perdu le secret de cette magie. On a mis l'animation au goût du jour, les arrière-plans ont perdu de leur importance. Disney et son équipe travaillaient comme des forçats. Là où aujourd'hui on se contente de deux, de trois mouvements, il en dessinait dix, il pouvait mettre tous ses dessinateurs sur l'analyse d'un mouvement, d'une main, d'une simple main. C'est plus possible aujourd'hui.

— Pour parler d'êtres vivants, des acteurs, ou plutôt des actrices, vos jeunes héroïnes sont presque toujours brunes, Sigourney Weaver, inoubliable dans *Alien*,

aujourd'hui Mia Sara, la princesse Lili.

— Toutes mes héroïnes sont brunes, je ne sais pas pourquoi, j'aime aussi les blondes. Sigourney et Mia ont une ressemblance plus profonde, toutes deux sont originaires de la côte est des Etats-Unis, de New-York. Elles ont grandi dans des familles aisées, ont probablement reçu la même éducation, elles possèdent la même forme d'intelligence et de sensibilité. Mia n'avait jamais véritablement joué avant *Legend*. Elle a seize ans, étudiait encore au lycée. Sa seule expérience dramatique était le théâtre à l'école. Rien de professionnel. Sigourney venait de la scène, elle n'avait jamais tourné. Ce qui m'a immédiatement séduit en chacune d'elles, c'est l'intelligence.

— Qu'avez-vous retenu de votre pratique de film publicitaire ?

— Aucune école de cinéma ne saurait vous enseigner à bien éclairer en toutes circonstances comme le film publicitaire. J'ai dix-sept ans de pratique, je continue à faire de la publicité. En même temps vous développez un sens de l'organisation, qui doit aller de pair avec l'esprit créateur. Les deux sont inséparables. J'ai appris enfin à m'adapter à toutes sortes de pressions, à tourner contre la montre, à diriger une grande équipe, à parler avec des acteurs, à obtenir un résultat quel que soient les circonstances. Dans mes grands films, comme dans mes bandes commerciales, j'ai toujours eu recours au *story board*, je dessine plan par plan chaque scène. J'aime beaucoup le cinéma d'animation, je pense qu'on va le redécouvrir grâce aux ordinateurs, et retrouver la grâce de Disney.

Propos recueillis par LOUIS MARCORELLES.



David Bennett, le lutin.

V.O. : PARAMOUNT CITY THROATHE
UGC BARRITT - UGC DANTON
CINÉ BEAUBOURG LES HALLES
V.F. : REX - UGC BOULEVARD
PARAMOUNT MONTMARTRE
CLICHY PARIS
PARAMOUNT MARLOT
PARAMOUNT GALAXIE
PARAMOUNT ORLÉANS
UGC CONVENTION
UGC GARE DE LYON - 3 SECRETAN
UGC GODELINS - 3 MURAT et périphérie
MALCOLM McDOWELL DAVID KEITH



Ces hommes sont dangereux
ils croient encore en la liberté

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale et Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J. H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS

CAVEAU FRANÇOIS-VILLON 64, rue de l'Arbre-Sec, 1 ^{er} 236-38-12 F. dim.	Caves du XV. Déj. soup. j. 24 h. soirée animée par troubadour. Barbes aux sauternes et carry. Escalope de saumon frais à l'orange. F. dim., lundi. P.M.R. : 150-170 F.
L'ÉPIPOUR 25, rue J.-J. Rousseau, 1 ^{er} 236-38-12 F. dim.	Le vrai bistro parisien qui sert ses plats régionaux jusqu'à 1 h du matin : jambonons géant à la tyrolienne, charcuterie tournaise, lapereau à l'anglaise. P.M.R. : 120 F.
CHEZ DIEP 256-23-96 et 563-52-76 22, rue de Poitiers, 55, rue P.-Charron, 8 ^e	Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. Dans un nouveau décor. AIR CONDITIONNÉ.
TY COZ 35, rue Saint-Georges, 9 ^e F. dim., lundi 878-42-95	J. 23 h. NOUVEAU TY COZ à LYON (1 ^{er}). 15, rue Royale. Fermé dimanche et lundi (7) 827-36-29. MÊMES SPÉCIALITÉS DE POISSONS, CRÊPES, GÂLETTES.
PALAIS DU TROCADERO 7, avenue d'Eylan, 16 ^e 727-05-02 Tous les jours	Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor festif. Cuisine faite par le patron. Service et livraison à domicile. Plats à emporter. Air conditionné.

RIVE GAUCHE	
RAFFATIN ET HONORINE 16, bd St-Germain, 2 ^e F. dim./lundi midi 354-23-21	French vous propose, à midi, son menu à 18 F - « d'un excellent rapport qualité/prix » et, le soir, une cuisine simple et imaginative dans un cadre chaleureux. P.M.R. : 180 F. OUVERT TOUT LE MOIS.
LE MAHARAJAH 15, rue J.-Chaplain, 6 ^e F. lundi 325-12-84	J. 23 h. 30. Spéc. INDIENNES et PAKISTANAISES. Egalement 72, bd St-Germain, 5, 354-26-07. T.L.J. PRIX KALI 84 : MEILLEUR CURRY DE PARIS.
LA BOURGOGNE 6, avenue Bosquet, 7 ^e 705-96-78	Cuisine traditionnelle. Spécialités régionales. Fois gras chaud aux rabaies et son vin. Fermé samedi midi et dimanche. Ouvert le samedi soir.

ENVIRONS DE PARIS

CHATEAU DE LA CORNICHE (3) 093-21-34
à Rebais A. 13, route de Nemours

Dans son parc exceptionnel. Nouvelle salle à manger sur terrasse suspendue. Bar. Piscine. Golfers. Salons des Impressionnistes, de MONET à RENOIR, de Giverny à Kolbeles.

SOUPERS APRÈS MINUIT

CHARLOT, « ROI DES COQUILLAGES »

12, place Clichy - 874-49-64
Accueil jusqu'à 2 h du matin
COUTEZ LAIR DU LARGE TOUTE L'ANNÉE
DANS CE RESTAURANT VOUS A TOUTES LES
SPÉCIALITÉS DE LA MER, L'UNE DES
MEILLEURES BOULANGÈRES DE PARIS.

40 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

THEATRE DE L'ATELIER
DANIEL GELIN
CATHERINE BENAMOU
L'ARBRE DE MAI
de
MARCEL MARECHAL

Mise en scène
François Bourgeat
Décors et costumes
Alain Batifoulier

Une production
Théâtre National de Marseille

مكتبة ابن الأثير

"No man's land"

LE PASSEUR DE RÊVES

Il semble qu'Alain Tanner soit décidé à revenir perpétuellement sur la même histoire. Ravel, parti, ou resté. De retour d'Afrique à Messidor, de Charles mort ou vivant au sein du monde. Dans la ville blanche, les personnages investissent un espace improbable — la liberté, la marge — dont la société se charge d'assigner les limites.

Ces limites, ce piège, le cinéaste les éprouve lui-même, en s'empêchant l'utopie (1), en s'y enfermant. Mais son génie est poétique : Tanner transcende les pesanteurs de la sociologie, d'est le moins qu'on puisse dire. Si le sujet des films est comme une métaphore de l'œuvre, il n'est cependant rien de plus voluptueux que cette parabole sur l'Occident.

Dans *No Man's Land*, notre voyageur mental du cinéma va plus loin que d'habitude. Les frontières que les enfants, étonnés, découvrent un jour invol-

« Quel mystère, les gens », dit Paul, sûr de cette découverte et de son seul désir : voler vers le Canada, quand il aura son brevet de pilote, quand il aura blanchi pour les autres assez d'argent sale. A moins que ce ne soit le contraire : Paul s'en moque, constate seulement la modification alchimique opérée par le frontisme sur les capitales.

Nous vivons sur deux planètes qui ne peuvent pas se rencontrer, dit en substance Moli à Jean. Moli pour qui « rien ne marche » et qui voudrait un endroit où rester. Jean qui reste, lui, et qui l'aime. Jean pour qui il est si simple d'aller et venir, en bus ou à vélo, qui ne voit pas le problème, qui tient à ses vaches, à sa ferme, à son paysage, puisque, aussi bien, son diplôme d'horloger ne lui donnera jamais de travail.

Par hasard, par les femmes, Jean se joint à la bande des quatre qui fraudent. Paul en tête, Paul



Marie Cabral

bles, il les pose en plein récit, armature impalpable, définitive, à contourner. Cinq personnages traquent entre la France et la Suisse.

Mieux : entre chaque poste de douane, il y a un *No Man's Land*. Paul le passeur prend une auto-stoppeuse (Marie Cabral). Ils viennent de France. Elle n'a pas de papiers, ils sont refoulés à la frontière suisse. Demi-tour. Puisqu'ils arrivent de Suisse, le douanier français ne veut rien entendre. Le cauchemar est bref, l'étranger passera clandestinement de l'autre côté du valon, et le *No Man's Land* disparaît du scénario.

Il disparaît, en apparence seulement. Tanner a placé l'épisode au début du film, et c'est le film entier qu'il conditionne, plus important pour la facture du tableau et son sens général que pour la logique interne des protagonistes. Si l'on veut chercher ensuite le *No Man's Land* qu'ils auraient dans la tête, c'est peut-être leur situation, ils rêvent de partir, ils sont encore là, coincés entre deux solutions impossibles. C'est peut-être l'enfer de la merelle.

Au jeu de la frontière, en tout cas, Alain Tanner nous fait perdre, nous perd. Paul et Madeleine sont français, Jean et Lucie sont suisses, Moli, algérienne, vit d'un côté et travaille de l'autre. Paul a beau avoir une idée précise des Suisses, Jean peut toujours déceler une nette différence entre les flancs de deux collines ; nous ne voyons rien, il nous faut les croire sur parole. Nous ne sommes plus des enfants, et des frontières entre les pays ou les êtres, nous ne connaissons plus que l'opacité transparente : c'est là que Tanner dirige notre regard.

aimé de Madeleine, Madeleine qui tient une boîte de nuit et qui voit la vie en équilibre. Ils sont tous d'honnêtes hors-la-loi.

Jean : Jean-Philippe Ecoffey, élève de Patrice Chéreau à Nanterre, merveilleux de jeunesse, disponible, doux et bête. Paul : Hugues Quester, robuste comédien fragile, qu'on devrait faire jouer plus souvent. Aimant, renfrogné, il est sauvé de la médiocrité par la grâce de son rêve, par Madeleine. Myriem Mézières, pour Madeleine, et Betty Ben, pour Moli, apportent une énergie très concrète ; elles sont un peu moins subtiles que les hommes. Ecoffey et Quester savent très bien franchir la frontière qui se dresse entre leurs personnages et construisent discrètement, avec la complicité de Tanner, la plus belle relation du film.

No Man's Land respire au rythme de ses individus, avec des travellings légers qui ouvrent une porte de grange sur l'infini ou bloquent une fenêtre d'appartement sur une cheminée d'usine. La ciel, les nuages, la terre, la forêt, protègent la libre circulation. Le film bute sur l'intrusion de la police et d'un détective, mais comment procéder autrement ? La transgression attire sur elle la violence.

Le spectateur savoure une paix menacée, tout à tour mélancolique et traversée d'alarme. Le son de cet univers — voir renouer, bicyclette qui file, moteurs qui ronnoient sur les fausses lignes de fuite, musique défilante de Terry Riley — s'adresse aux bienheureux qui veulent bien s'arrêter pour écouter. — C. D.

1) C. Tardieu de Louis Marcelles dans le *Monde* du 18 juillet.

ALAIN TANNER, UN TEMPS POUR LA DÉSILLUSION

DÉSÉSPÉRANT de plaisir, Tanner ! A quelques jours de la projection au Festival de Venise et de la sortie en France de *No man's land*, difficile de détecter dans ses propos le moindre trace d'angoisse, de surprendre, à un regard, à un geste, le plus petit signe trahissant l'idée d'un quelconque enjeu.

Sa lourde stature calée à la table d'un bistrot du seizième arrondissement, il offre, avec une sincérité malicieuse, le profil bas du vieux routier revêtu de toutes les compétences cinématographiques, la philosophie modeste du sage ayant appris qu'un réalisateur se relève de tous les événements composant une carrière, honneurs, succès ou échecs, à condition de pouvoir, comme lui, aligner un film après l'autre.

Et d'ailleurs, pour Alain Tanner, *No man's land* appartient déjà au passé. Malgré lui, le cinéaste suisse porte d'un film déjà rangé, derrière *Dans la ville blanche* (1983), dans la bibliothèque de sa mémoire. Sorti en salles en Suisse, « *No man's land*, était prêt, dit-il, bien avant le Festival de Cannes, pour lequel il avait peu de chances d'être retenu. Comme Venise le voulait, *Venise l'a eu* ». Le film est donc resté toute l'année dans ses boîtes. Mois d'attente, silence tactique en accord avec la coproducteur-distributeur, Marin Karmatz. Honnêtement, Tanner assure le service après-vente, valorisant ses comédiens, répondant aux interviews, concernant un tournage dont le souvenir s'est déjà ému.

Venise ? Bien sûr qu'il est heureux de s'y rendre, « mais pour la beauté de la ville, parce que tous les auteurs éprouvent de la tendresse pour le plus vieux des festivals ». La Mostra s'élèverait à Rome qu'il se déplacerait avec plus de mauvaise grâce. Le Festival de son cœur, n'en déplaise aux Vénitiens qui l'attendent, c'est Locarno, parce qu'il y retrouve ses « copains », qu'il est près de chez lui, « en famille ». Tanner, profil bas, Compétiteur à petits pas. Casanier qu'on vient déranger.

A la vérité, le cinéaste suisse ne vient pas dans un bon gouvernement de retour. *No man's land* se rappelle à son bon souvenir alors qu'il opère, « dans une grande soli-

tude », la difficile traversée du gué de son prochain film.

« Je suis dedans jusqu'au cou, explique-t-il. J'ai cherché longtemps, j'ai pris du retard. Puis je suis tombé sur l'idée de trois personnages dont l'existence naissante m'obsède. » Un titre ? « Trop tôt, cela viendra, je l'espère, pendant la gestation. » Un lieu ? « Un morceau d'Italie, plutôt un personnage italien dont je ne sais pas encore grand-chose (...). Un tout petit coin d'Italie, une maison n'importe où, peut-être un café... »

No man's land, c'est la dure loi du cinéma, ramène Tanner à la lumière alors qu'il aspire à la paix de sa recherche en cours, lui renvoyant l'écho, en pleine crise

éprouant de son œuvre qui ne peut plus, ses coproducteurs le savent, être pris en défaut de faillite.

Aucune inquiétude, donc ? De proche en proche, certainement pas. Mais sur l'état du cinéma comme sur sa propre « avancée », le cinéaste suisse reconnaît une certaine « fatigue » et « quelques désillusions ». S'il s'efforce, depuis les *Années lumières* (1981), de prendre ses distances avec « le cinéma genevois », s'il promène désormais ses vieilles interrogations — partir, rester — en des lieux de tournage souvent éloignés de la Suisse (Lisbonne ou l'Inde), chaque nouvelle année, chaque nouvelle expérience confirme sa sensation d'« une réalité toujours un peu plus dure pour les vrais cinéastes ». « En dix ans, raconte-t-il, le public de ce qu'on appelait « Art et essai » a diminué de 75 % (...). Un art génial est foutu en l'air par la communication. »

Il reste bien « un cinéma intéressant », des « films d'auteurs », mais qui les voit en dehors du public des festivals ? « Nous avons toutes les peines du monde à distribuer en Suisse les films suisses de langue allemande. » Alain Tanner a l'impression que « l'universalisation de la communication » n'est qu'un leurre, qu'au contraire le cinéma se provincialise. Chacun chez soi, « sauf les Américains et les Français », dont on projette encore les œuvres sur les rives du lac Léman, mais sans les Tehéques, les Argentins, les Arabes, désormais presque invisibles en Europe. « S'il n'y a plus à voir qu'un ou deux très beaux films par an dans une salle, le cinéma n'est plus un art vivant. » Ces perspectives attristent Tanner. L'époque le trouve « plus critique », notamment sur ses propres errements utopiques des années 70 (*Charles mort ou vivant*, *la Salamandre*), mais aussi plus « solitaire ». Avec moins d'envie de courir le monde, et surtout de régler d'autres comptes politiques par le cinéma.

« Je voudrais me rapprocher de la matière, raconter un rapport au monde à travers l'œil, réapprendre un peu à regarder les choses. » Faire des films sur « des petits désirs, avec peu de personnages, dans des coins restreints. Je n'ai pas besoin du monde entier ».

PHILIPPE BOGGIO.

Venise voulait le film d'Alain Tanner : Venise l'a eu... pendant que, sans crainte ni illusion, le cinéaste prépare l'histoire à venir.

"Sans toit ni loi"

AGNÈS VARDA, LE SENS DE L'AVENTURE

SAC au dos, une fille, Mona (Sandrine Bonnaire), a pris la route d'Avignon. Auto-stop, petits boulots, rencontres. Liberté ? C'est moins sûr. Agnès Varda a lancé Mona apparemment au hasard, pour capter, en filmant, ce qui se passait dans l'rance. Il y a des comédiens professionnels (Macha Mérii, Stéphane Fraes...) et des gens qui jouent leur propre rôle. Le nouveau film d'Agnès Varda, *Sans toit ni loi*, est présent au Festival de Venise. Elle fête avec lui ses trente ans de cinéma. Ou presque.

En 1954, une petite femme aux cheveux noirs coupés court, caquant une tête aux yeux ardents, photographe du TNP, monte, en coopération avec des techniciens et des comédiens (budget, 7 millions), un long métrage en 35 mm, *la Pointe courte*. Il n'a pas été réalisé selon les règles alors fixées par le Centre national du cinéma, n'a pas reçu d'autorisation de tournage ; il ne peut donc être normalement distribué. Il le sera tout de même un peu dans une salle d'art et d'essai.

En extérieurs et intérieurs réels, à la Pointe courte, près de Sète, un couple vit une crise « antio-

nienne ». Agnès Varda s'invente une écriture et révolutionne les méthodes de production et de tournage. « Le jeune cinéma lui doit tout », titrera cinq ans plus tard un article de l'hebdomadaire *Arts*, signé Jean Douchet. Hommage accompagnant le succès de la « nouvelle vague ». Varda, qui n'a pu entrer dans le circuit commercial, a tourné, depuis *la Pointe courte*, deux courts métrages de commande et *Opéra Moulou*, son carnet de notes de femme enceinte.

Premier auteur féminin du jeune cinéma français, elle ne tient pas ses étiquettes. Avant elle, il y a eu, essentiellement, Jacqueline Audry. Après elle, il y aura beaucoup de femmes cinéastes, au cours des années 1980-1970. Elle restera à l'écart. Non par choix, car elle ne néglige pas le mouvement féministe, mais par disposition d'artiste. Le cinéma prolonge, amplifie sa création photographique.

Agnès Varda va rester une aventurière à l'inspiration mouvante. *Cité de 5 à 7* (1965) est, dans une durée correspondant exactement à celle de l'action, le portrait d'une femme talonnée par la crainte de la mort. *Salut les*



AGNÈS VARDA

Cubaine (1963) est un montage de photos de voyage exaltant le nouveau Cubes. *Le Banheur* (1965), couronné par le prix Louis-Delluc, est un film poétique aux couleurs des peintres impressionnistes qui chante un art de vivre masculin fondé sur le partage entre deux femmes. L'une ne supporte pas la situation, mais le bonheur est là, malgré tout.

Etrange Agnès. Elle ne se cherche pas. Elle se trouve à chaque nouvelle expérience, obéissant à son instinct, à ses goûts, à ses sentiments. Pourtant, on la pense, on la dit cérébrale. Le style intello des *Créatures* (1966) déconcerte. Varda paye, pour sa part, alors qu'elle n'y est pour rien, le reflux de la « nouvelle vague ». A cette époque, mariée à

Photographe, journaliste, le jeune cinéma doit tout à la femme à la caméra, Agnès Varda.

Jacques Demy, elle l'accompagne, aux Etats-Unis, où elle retrouve un parent qui est peintre naïf. Elle filme *Uncle Yank*, puis le mouvement noir *Black Panthers*, et, dans la foulée des idées de 68, revient au long métrage avec *Lions Love*, où l'on voit vivre avec Vite (découverte par Andy Warhol) deux riches hippies homosexuels. La France, qui ne comprend pas toujours l'insatiable curiosité d'Agnès Varda pour ce qui est le contemporain, n'aimera pas tellement.

La voilà revenue à Paris. Elle tourne *Nausicaa* pour le télévison. C'est un film sur le putsch des colonels en Grèce. Il ne sera jamais diffusé. D'autres se seraient lassés. Pas Agnès. Le cinéma, pour elle, est une forme de la vie. Elle abolit les catégories « documentaire » et « fiction ». Elle fait de *Daguerrétype* (1976) le miroir de sa rue Daguerre, empli de fantasmagorie sociale. En 1977, avec *L'une chante, l'autre pas*, elle porte un témoignage — qu'on n'attendait pas — sur la libération de la femme et l'évolution des mœurs entre 1962 et 1976. Sans accabler les hommes. La voilà entrée dans le lyrisme du quotidien.

Et puis, du temps passe. En 1980, souffrant d'une crise personnelle, Agnès Varda est retournée aux Etats-Unis où, en deux volets, *Mur, murs* (les peintures murales de Los Angeles) et *Documentaire*, elle rend magique l'art naïf et raconte pudiquement la douleur d'une femme séparée de l'homme qu'elle aime, exilée. Le sens de l'aventure a changé. L'âge mûr est venu. Agnès Varda continue de produire en indépendante, de réfléchir sur les images de la vie. En 1983, son court métrage *Ulysse est l'investigation* d'une photographie en noir et blanc composée par elle en 1954. Un petit garçon et un homme nu, nus de dos, avaient posé sur une chaise morte.

Film courts encore : *Les dites caritatives* (7 minutes) et *Sept pièces, cuisine, salle de bain à saisir*, où : la vie de famille quand le temps passe, laissant des choses bizarres (30 minutes). Enigme des rapports du réel et de l'imaginaire. « Aujourd'hui, Agnès Varda ressemble encore à la femme qu'elle était au temps de la « nouvelle vague », mais elle regarde en avant. Sur la route où Sandrine Bonnaire est téléguisée par elle, son cinéma garde ses droits. »

JACQUES SICLER.

PRESENTATIONS
EXCEPTIONNELLES
DE L'ATELIER
NIEL GELIN
RINE BENAMOU
BRE DE MA
de
EL MARECHAL
Mise en scène
François Bourgeat
costumes
Jean Batifollier
National de Marseille

Sélection

CINÉMA

« Strictement personnel »
de Pierre Jolivet

Le fils écrit des romans qui ressemblent à *Madame Bovary*, son frère apparaît et disparaît brusquement, sa sœur meurt, elle manipule mari et amant, son père peint des faux Miro et se suicide. Pierre Jolivet mène l'enquête dans le labyrinthe en trompe l'œil des lianes de famille, au-delà du bien, du mal et de la raison, aidé par des comédiens formidables. — C. G.

ET AINSI : *Pale Rider*, de Clint Eastwood (le western d'après le roman de Lawrence Sanders, paru chez Grasset), de *Matthew Chapman* (court métrage sur le film *Le Dernier des Indiens*), de *Joel Coen* (le septième du film noir, à voir et à revoir, tout comme l'affrontement des monstres Crawford Davis dans *Baby Jane*, d'Aldrich).

THÉÂTRE

« L'Arbre de mai », à l'Atelier

Une enfant et un vieux dompteur de puce vont main dans la main, font les quatre cents coups, se racontent des histoires, vraies comme les mensonges de l'imagination. Elle comprend tout, rien ne lui est impossible, et lui — lui qui sait tout — sait la lourdeur de la vie. A eux deux, le vieil homme fatigué et l'adolescente aux rêves illuminés, ils ressemblent à Marcel Maréchal, acteur, metteur en scène, directeur d'institution, et auteur de *L'Arbre de mai*. — C. G.

MUSIQUE

L'Orchestre français des jeunes

Comme chaque été depuis quatre ans, une centaine de jeunes musiciens sélectionnés parmi les meilleurs éléments des conservatoires français se sont réunis à Arc-et-Senans pendant trois semaines pour étudier, à raison de huit heures par jour, le programme de la tournée qui, après Dole et Sarlat, les mènera à Saint-Jean-de-Luz, le 30, et à Paris, salle Pleyel, le 3 septembre à *Lontano*, de Ligeti ; *Concerto pour violon numéro deux*, de Bartok (soliste Augustin Dumay), et, en alternance, la *Symphonie* de Franck, à l'Héroïque, de Beethoven. Les répétitions ont d'abord eu lieu pupitre par pupitre, sous la direction d'un spécialiste de chaque instrument ; puis en famille : cordes d'un côté, vents de l'autre ; enfin tous ensemble sous la direction d'Emmanuel Krivine ou de son assistant. Le résultat est à la hauteur des ambitions, comme chacun pourra s'en rendre compte puisque l'entrée sera libre à la salle Pleyel. — G. C.

aux Champs, les disques Nato au vert, avec des rencontres prometteuses (Beynart Achary et Lol Coxhill) et des « surprises ». — F. M.

JAZZ

« Supermusics »
à Chantenay-Villedieu

Un village de la Sarthe entre Le Mans et Sablé (sortie de l'autoroute à Juvé-en-Charnie et départementale 22), un camping, une atmosphère de fin de vacances et un programme pittoresque. Avec son souhait de faire triompher le bon voisinage entre jazz, rock, chanson, musique traditionnelle, musique baroque, etc., Chantenay-Villedieu lance son huitième Festival (du 30 août au 1^{er} septembre). Tous les grands des musiques de traverses seront là, de Joëlle Landreau à Tony Coe, en passant par Kahonda Style, Fred Van Hove et Annick Nozati. C'est en somme le programme de *Duo*

des derniers jours de l'été

ARTS

Les derniers jours de l'été

Derniers jours. La fin d'août et les premiers jours de septembre entrent un nombre considérable d'expositions qu'aucune inauguration ne vient encore compenser. Pour la sculpture, Arnould, la date limite est le 1^{er} septembre au Musée des arts décoratifs. Renard a en va le lendemain. Renard, dont les « derniers jours » laissent, question peinture, un drôle de goût dans les yeux. Robert et Sonia Delaunay abandonneront l'avenue du Président-Wilson, le 8. La merveilleuse série de pastels du Louvre donne jusqu'au 8, l'occasion de compter les marches du pavillon de Flore. Ronsard quittera la Bibliothèque nationale le 15, comme le sculpteur Kiki, encore actuellement au musée Rodin.

Les derniers jours des hommes sont plus définitifs. C'est ainsi que Dubuffet est mort alors que l'Ecole des beaux-arts de Paris lui rendait hommage. Meis on le suit en province, à la fondation Maeght de Saint-Paul-de-Vence, où une formidable et première vraie rétrospective lui est consacrée, et Paris ne l'abandonne pas avec l'hommage du Centre Pompidou et les nouvelles salles du Musée des arts décoratifs. — F. E.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (27-12-33).

REOUVERTURE PARTIELLE DES COLLECTIONS PERMANENTES. Musée national d'art moderne.

HOMMAGE À JEAN DUBUFFET : NON-LEXUS. Jusqu'au 30 septembre.

LA MODÈNE EN DIRECT. Jusqu'au 30 septembre. CCL.

LIVRES D'ARTISTES. Jusqu'au 7 octobre.

Musées

RENOIR. Grand Palais, avenue du Général-Bischoff (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. le samedi : 16 F. Jusqu'au 2 septembre.

LE PASSÉ COMPOSÉ. Les 6-13 de L.H. Lartigue. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (296-10-34). T.J. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

GUSTAVE DORÉ et la peinture religieuse et monumentale. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES. Peintures des musées nationaux. — LE DESIN A GÈNES DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE. PASTELS FRANÇAIS DU XVIII^e SIÈCLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 8 septembre.

GIOVANNI ANSELMO — ANGE LECCIA. Sienne. — LAWRENCE WELNER. Sculpture. ARC, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 septembre.

PARANT & Co. Cost. milles et une boules. Musée des collections au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (voir ci-dessus). Jusqu'au 20 octobre.

JEAN-FRANÇOIS DE TROY. L'histoire d'Édith. EDMOND ABOU, écriture et critique d'art, 1828-1885. AFFICHES RÉCENTES DE MUSÉE. — WILLY RONIS PAR WILLY RONIS. — METROPOLIS. Photographies d'un voyage. — BREVETÉ DE LA FEMME. PHOTOGRAPHIE EN FRANCE. Males

tre, 1985 ; Prix Nispe, Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. dim. : 6 F.

RONSAUD. Bibliothèque nationale, 38, rue de Richelieu (261-42-43). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 septembre. Musée de la mode et de costume, 10, avenue de la Madeleine (772-82-23). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 425 F. Jusqu'au 9 septembre.

RODIN. Cinq photographes contemporains (Drahas, Halls, Barret, Tintaud, Tréhuac). Jusqu'au 30 septembre. — ALAIN KIRILL. Jusqu'au 15 septembre. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 12 F. dim. : 6 F.

BROU HJORTH. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (548-67-27). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 15 septembre.

HISTOIRE D'AFFICHES. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-29). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 novembre.

L'AFFICHE SPORTIVE AVANT 1914. Une sélection du Musée du sport. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

ACHILLE DEVERIA. Œuvres de romans et romans. Musée Rodin-Schœffer, 16, rue Chapelle (874-95-38). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'à fin septembre.

LES GRANDS BOULEVARDS. Jusqu'au 20 octobre. — DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE AU FAUBOURG TEMPLE. Promenade historique dans le 11^e arrondissement. Jusqu'au 29 septembre. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (772-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

ARCHÉOLOGIE ET PROJET URBAIN. Musée de Clugy, 6, place Paul Painlevé (325-62-00). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. dim. : 4,50 F. Jusqu'au 2 septembre.

VERSAILLES AUX ARCHIVES NATIONALES. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (277-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 14 septembre.

LES SIÈCLES ROMAINS EN BASSE-NORMANDIE. Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (727-35-74). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. dim. : 6 F. Jusqu'au 1 septembre.

ART ET CIVILISATIONS DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE. Musée de l'homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 6 janvier.

ROBERT LE DIABLE. Opéra, entrée par la façade (265-30-22). T.J. de 11 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 21 septembre.

L'ÉVENTAIL, maître de la Belle Époque. Jusqu'au 27 octobre. — ÉVÉNEMENTS CONTEMPORAINS. Jusqu'au 30 octobre. Musée de la mode et de costume, 10, avenue de la Madeleine (772-82-23). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 12 F.

ALMANACHES, CALENDRIERS ET CARTES POSTALES. Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugueux (320-15-30). Sauf dim., de 10 h à 17 h. Jusqu'au 7 septembre.

Centres culturels

CHARLES VANDENHOVE. Une architecture de la diversité. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf dim. et lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 5 octobre.

TROISIÈME BIENNALE DE TAPISERIE DE MONTREAL. Centre culturel tanzanien, 5, rue de Constantin (551-25-73). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 15 septembre.

AUTOUR DU PARFUM. DU XVI^e AU XIX^e SIÈCLE. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (272-27-00). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 29 septembre.

TROIS ÉTOILES DE NEW-YORK. Kitzky, Comedico, Lumbroso, Triano de Bugatelle (post de Boulogne), route de Suresne à Neuilly. T.J. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 29 septembre.

TINTIN. « Il est né dans la Lune » de la fiction à la réalité. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 127-129 rue Saint-Martin (711-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

VICTOR HUGO. Paris vécu, Paris rêvé. Salon d'accueil de l'Institut de France, 25, rue de Rivoli. Sauf dim., de 9 h 30 à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 5 octobre.

CAMPAGNE-DU-BUGUE (Dordogne). Musée imaginaire de l'archéologie. Château (06-44-74). Jusqu'au 28 septembre.

CASES-DE-PÈNE. Robert Combes. Fondation du château de Jas (64-42-97). Jusqu'au 15 septembre.

BRETONY-SUR-ORGE. Delmas/Delmas/Proposition IV (Aves, Basset, Egasse, etc.). Centre Gérard-Paillet, rue Henri-Dunant (084-38-63). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

CHANTILLY. Bouteille dans la main. Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

FONTAINEBLEAU. Arianeau. Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

NOUVELLE. J. Danville, J.-L. Guy. Château (034-66-88). De 14 h à 18 h ; sam. et dim. de 11 h à 18 h 30. Jusqu'au 18 septembre.

PONTAISE. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

POISSY. Les sept tarasants d'A. Godyn (XVII^e-XVIII^e siècles). Musée de la Seine, 11, rue de Sévigné (727-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 14 septembre.

Jusqu'au 30 novembre. Mathias. Rétrospective et œuvres récentes. Palais des Papes. Jusqu'au 15 octobre.

RAYONNE. Wasthau et le dessin au XVIII^e siècle. Musée Bonnat, 15, rue de Jacques-Laffitte (59-08-52). Jusqu'au 15 septembre.

BEAULIEU (Tarn-et-Garonne). Frédéric Bonnat. Travaux de peinture. Abbaye (30-76-64). Jusqu'au 8 septembre.

BEAUVAIS. Charles Lacroix, 1870-1959. Musée départemental de l'Oise, ancienne palais épiscopal (484-37-37). Jusqu'au 30 septembre. — Édouard Baras. Galerie nationale de la tapisserie, 1, rue Saint-Pierre (44-48-29-93). Jusqu'au 29 septembre.

RESANCON. James Tissot. Musée des beaux-arts, 1, place de la Révolution (81-44-77). Jusqu'au 30 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-JEAN. Jean Fautrier/Edouard Manguet. Musée de la Ville de Saint-Jean-Loup. Jusqu'au 15 septembre.

هكذا من الأصل

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.
COT PARADE : L'Académie (544-99-24), 21 h, dim, 15 h (29).
L'ARRE DE MAI : Alibi (606-49-24), 21 h, dim, 15 h (29).
LE TESTAMENT DU JOUR : Palais des Glaces (607-49-93), 20 h 30 (31).
28 MOMENTS DE LA VIE D'UNE FEMME AVEC LA MORT : Espace Kirov (573-50-25), 20 h 30 (31).

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.

ATELIER (606-49-24) (D. voir, L. 21 h, dim, 15 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
BOULEVARD PARISIEN (286-40-36) (D. voir, L. 21 h, dim, 15 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41) (M. D. voir, L. 21 h, dim, 15 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
DUCK HEURES (606-07-48) (D. 22 h : Soirée de théâtre.
FONTAINE (574-74-40) (D. 21 h : Du côté des hommes.
JARDIN SHAKESPEARE (241-41-93) (D. 20 h 30, 21 h, 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
GALERIE 55 (326-63-51) (D. L. 19 h : Sexual Perversity in Chicago.
HUCHETTE (326-38-99) (D. 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
LUCERNAIRE (544-67-34) (D. 21 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
MARIE STUART (508-17-80) (D. voir, L. 20 h 15, dim, 15 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
MATHURINS (265-90-00) (D. 21 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
MICROPHONE (742-55-22) (D. voir, L. 20 h 30, 21 h, 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
NOUVEAUTES (770-52-76) (D. voir, L. 20 h 30, 21 h, 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
PALEIS DES GLACES (607-49-93) (D. voir, L. 20 h 30, 21 h, 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
PALEIS ROYAL (297-59-81) (D. voir, L. 20 h 30, 21 h, 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
POCHE MONTMARTRE (548-92-97) (D. voir, L. 20 h 30, 21 h, 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
POINT VIGILE (278-67-03), dim, 18 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
PORT ST-MARTIN (607-37-53) (D. L. 20 h 30, 21 h, 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
SAINTE-GEORGES (878-63-47) (D. voir, L. 20 h 30, 21 h, 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
THEATRE DE LA VILLE (322-14-02) (D. 21 h 15 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
TINTAMARRE (887-33-82) (D. L. 20 h 30, 21 h, 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
TOURTOUR (887-33-82) (D. L. 20 h 30, 21 h, 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
VARIETES (233-09-92) (D. voir, L. 20 h 30, 21 h, 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D. L. 20 h 15 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
CAFE D'EDGAR (320-85-11) (D. L. 20 h 15 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
CAFE DE LA GARE (549-27-78) (D. L. 20 h 15 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
L'ECUME (542-71-16) (D. L. 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

NOUVEAU THEATRE DE COLETTE

(254-55-79). L. (L. Mar.), 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
FEIT CASINO (278-56-30) (D. 21 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
POINT VIGILE (278-67-03) (D. 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

Les chansonniers

CAVEAU DE LA MUSIQUE (278-67-03), 21 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

MUSIQUE

Les concerts

(voir également la rubrique « Festival »)
MERCREDI 28 AOUT
Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Les Arts de Paris.
Le Tabouret, 22 h : R. Haldin, R. Lenoir (Fauré, Beethoven, Liszt...)
JEUDI 29 AOUT
Le Tabouret, 22 h : voir le 28.
Jardin de Luxembourg, 16 h : Musique des jardins de la paix de Paris.
VENREDI 30 AOUT
Le Tabouret, 22 h : voir le 28.
Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : voir le 28.
SAMEDI 31 AOUT
Le Tabouret, 22 h : voir le 28.
DIMANCHE 1^{er} SEPTEMBRE
Eglise Saint-Servais, 19 h : voir XXX Festival.
Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : voir le 28.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA MUSIQUE (278-67-03), 21 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
FOUNDATION ARTAUD (582-66-77), 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
MEMPHIS MELODY (378-60-73), 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
MONTANA (548-93-08) (D. 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
NEW JAZZING (523-51-41), 21 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
POINT VIGILE (278-67-03), 21 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
PHILHARMONIE (776-44-26), 22 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
PIERRE MILLE (633-24-39) (D. 19 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
SLOW CLUB (233-94-30), 21 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
TROTTIERS DE BOURG-EN-BOIS (260-44-41) (D. 22 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

En région parisienne

HOUDAN (902-78-78), 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
VERSAILLES (887-33-82), 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
ETRECHY (542-71-16), 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

La danse

MARIE DU PV (278-67-03), 21 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

Le music-hall

CAVEAU DES OMBRETTES (354-94-77), 21 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
ESPACE GATTE (327-95-94) (D. 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
ESPLANADE DE LA DEFENSE (278-67-03), 21 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

XX^e Festival estival de Paris

(354-94-96)
SAINTE-CHAPELLE (354-94-96), 18 h 45 et 21 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
RADIO-FRANCE (354-94-96), 18 h 45 et 21 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
STATION AUBER (354-94-96), 18 h 45 et 21 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
SAINTE-CHAPELLE (354-94-96), 18 h 45 et 21 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
SAINTE-CHAPELLE (354-94-96), 18 h 45 et 21 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

XXII^e Festival de Sceaux

(600-07-79)
ORANGERIE (600-07-79), 18 h 45 et 21 h : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

Province

AQUITAINE
Maison de la Culture de Bordeaux (59-26-03-66), 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
SAINT-JEAN-DE-LUZ (59-26-03-66), 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
SAINT-JEAN-DE-LUZ (59-26-03-66), 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
SAINT-JEAN-DE-LUZ (59-26-03-66), 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Fr.-Arg.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMADEUS (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMAZONIA (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMAZONIA (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

CINEMA

La Cinéma-thèque

CHARLOT (704-34-34)
MERCREDI 28 AOUT
Carte blanche à P. Vachelli : 16 h, 18 h, 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
JEUDI 29 AOUT
Carte blanche à P. Vachelli : 16 h, 18 h, 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
VENREDI 30 AOUT
Carte blanche à P. Vachelli : 16 h, 18 h, 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
SAMEDI 31 AOUT
Carte blanche à P. Vachelli : 16 h, 18 h, 20 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Fr.-Arg.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMADEUS (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMAZONIA (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMAZONIA (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Fr.-Arg.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMADEUS (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMAZONIA (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMAZONIA (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Fr.-Arg.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMADEUS (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMAZONIA (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMAZONIA (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Fr.-Arg.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMADEUS (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMAZONIA (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).
AMAZONIA (A. v.) : 19 h 30 : L'Arbre de Mai (à partir du 29).

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

LE MONDE - Jeudi 29 août 1985 - Page 13

économie

REPÈRES

Dollar : hésitant à 8,48 F

Aucune variation sensible n'a été enregistrée mercredi matin 28 août sur les cours du dollar. La devise américaine a coté 8,4750 F (contre 8,4830 F la veille) et 8,7750 DM (contre 2,7770 DM). D'une façon générale, les affaires ont été très calmes.

Les cambistes ne s'attendent pas à de très gros mouvements sur le dollar à l'approche du long week-end marqué aux Etats-Unis par l'arrêt de travail du « Labor Day ». Ils faisaient toutefois remarquer que les besoins de dollars pour les opérations commerciales sont assez importants, comme chaque fois en fin de mois.

Conjoncture : bons résultats en RFA sur les prix et la balance commerciale

Les prix à la consommation en République fédérale d'Allemagne ont baissé de 0,3 % en août par rapport au mois de juillet, selon des chiffres provisoires de l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. En juillet, les prix avaient déjà baissé de 0,2 % tandis qu'ils avaient augmenté de 0,1 % en juin. D'autre part, la balance commerciale a enregistré en juillet un nouvel excédent de 6,8 milliards de deutschemarks (20,7 milliards de francs), soit plus du double de juillet 1984. Sur les sept premiers mois de l'année, l'excédent commercial atteint 38,8 milliards de deutschemarks, ce qui laisse penser que les 54 milliards d'excédent de 1984 seront dépassés cette année. Enfin la balance des comptes courants a été excédentaire de 2,1 milliards de deutschemarks en juillet et de 17,3 milliards depuis janvier. — (AFP.)

SOCIAL

L'Etat va récupérer 12 milliards de francs sur la Sécurité sociale

Cette fois, les prophètes de malheur pourraient bien avoir raison : annoncée à plusieurs reprises depuis 1983, la répartition d'un déficit de la Sécurité sociale paraît certaine en 1986, en l'absence de mesures nouvelles. Et le « trou » ne serait pas négligeable. Les responsables de la CFTD et de FO Pont évaluent respectivement à 20 et 30 milliards de francs, en se fondant sur la différence entre l'évolution probable des dépenses et des cotisations.

Comment peut-on si vite en arriver là, alors que naguère — fin 1984 — le régime général se trouvait avec un excédent comptable de 16,6 milliards (le Monde du 24 juillet) ? Pour comprendre, il faut d'abord relativiser le déficit prévisible comme l'excédent antérieur, malgré l'énormité des chiffres. Les 16,6 milliards de 1984 représentaient environ 2,6 % des dépenses du régime général ; les 20 milliards de 1986 correspondraient à moins de 3 %, cette année-là.

Ajoutons, comme le rappelle dans le Monde du 26 juillet M. Jean-Jacques Duperroux, que le déficit de 1986 restera largement inférieur aux prélèvements effectués sur le régime général au profit d'autres régimes notamment ceux des agriculteurs et des travailleurs indépendants (38 milliards de francs en 1985). MM. Maire et Bergeron ont évidemment parlé de ce transfert, mais un rapport du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) et le Livre blanc publié par le ministre des affaires sociales en 1983 l'avaient déjà mis en évidence.

Le poids des retraités

D'où vient cependant le « glissement » ? A la fois des dépenses et des recettes. Pour les premières, il s'agit avant tout des retraites. L'accroissement des demandes de cessation d'activité provoqué par l'abaissement de l'âge de la retraite tend à se ralentir, mais des générations plus nombreuses arrivent à l'âge de la retraite. Un premier contingent important de préretraités atteignant soixante-cinq ans, sortant du système de la garantie de ressources devrait aussi passer à la charge du régime général en 1986. Enfin le fait que les nouveaux retraités ont le plus souvent effectué des carrières complètes accroît aussi les dépenses.

Une étude réalisée l'an dernier à la direction de la prévision évaluait à 9 % environ en 1986 l'augmentation des prestations de retraite (en francs courants), contre 10 % en 1985. Aujourd'hui une augmentation de 8 % paraît vraisemblable.

Un désengagement

Ces recettes, on peut en effet s'attendre, de façon générale, à un tassement des ressources apportées par les cotisations compte tenu de la baisse prévue de 0,6 % des effectifs employés l'an prochain. En 1985 comme en 1984, les effets des suppressions d'emplois ont été partiellement compensés par une hausse des salaires supérieure aux prévisions — surtout pour les salaires inférieurs au plafond de la sécurité sociale. Il est donc à craindre que le même phénomène se reproduise en 1986 même si

Pour les experts aussi, ces chiffres étaient la « plage » probable du déficit, même si le montant dépendra de l'évolution de la production et des salaires en 1986.

An gouvernement, on ne le juge pas impossible, même si on les qualifie d'exagérées et si l'on se refuse à tout chiffre en attendant les hypothèses économiques pour 1986 et les derniers résultats du régime général en 1985.

Pon prévoit une baisse de 1,3 % du revenu disponible.

Surtout le régime général va se voir privé des sommes non négligeables par un « désengagement » accru de l'Etat. A la disparition des derniers restes de la cotisation fiscale de 1 % sur les salaires versés en 1985 va s'ajouter toute une série de mesures : la « compensation » accordée par l'Etat pour remplacer la taxe sur les tabacs sera abandonnée ; le budget ne paiera plus les cotisations d'assurance-maladie des titulaires de l'allocation d'adulte handicapé (AAH), cotisations dont l'assiette avait déjà été modifiée en 1984 pour réduire la contribution de l'Etat ; le coût de la scolarisation psychiatrique sera laissé à la charge de l'assurance-maladie. En outre, la modification du mode de calcul de la taxe sur les alcools en réduira sensiblement le rapport, sans compensation de la part de l'Etat. L'ensemble ferait perdre quelque 12 milliards de francs de recettes à la sécurité sociale (dont 8 milliards au seul régime général).

Nécessaires pour « boucler » le budget 1986 en réduisant les impôts, ces économies vont à l'encontre de la politique engagée en 1982 avec la prise en charge par l'Etat de l'allocation aux adultes handicapés, consistant à soulager le régime général de dépenses de la solidarité nationale ou de la politique générale de santé. Venant après la suppression de 1 %, elles contribuent de façon importante au déficit prévisible de 1986 et, plus largement, elles « fragilisent » le régime général en période de chômage, en faisant dépendre ses ressources presque exclusivement des cotisations assises sur les salaires — situation pratiquement exceptionnelle dans les pays industrialisés.

GUY HERZLICH.

M. AUROUX

LES « MENEURS D'IMPASSE » DE LA BATELLE

Le secrétaire d'Etat chargé des transports a qualifié d'« inadmissibles », dans un communiqué du 27 août, les « actes de dégradation, voire de destruction », auxquels les artisans bateliers « se sont laissés aller » ces jours derniers. Il a rappelé les actions entreprises par le gouvernement tant en matière de sécurité que de modernisation des structures commerciales. M. Auroux, qui doit d'ailleurs recevoir vendredi les administrateurs nouvellement élus de la Chambre nationale de la batellerie artisanale (CNBA), « compte sur leur sens de responsabilité pour que cessent les excès de nature à compromettre la concertation ».

L'an dernier, par exemple, l'URSS avait importé 6 millions de tonnes de froment américain. Les livraisons en provenance de la CEE, en particulier de France, très importantes au cours de la campagne d'achat qui s'achève actuellement, ont pu être faites à la différence. Le maïs sert surtout à l'alimentation du bétail, alors que le froment — du moins celui de qualité supérieure — est utilisé pour la fabrication du pain.

Des articles ont récemment fleuri cependant dans la presse pour fustiger ceux qui nourrissent des porcs

sur leur lopin individuel avec du pain, dont le prix est subventionné et a varié depuis 1955. La miche de pain ordinaire serait vendue, selon les experts occidentaux, à moins de la moitié de son coût de revient réel. Il n'est pas rare de voir dans les villages des femmes — ce sont elles qui, traditionnellement, s'occupent du bétail privé — acheter chaque jour jusqu'à une dizaine de miches, quantité bien excessive pour leur consommation particulière. Les livraisons de 3 août ont épuisé le cas de président du kollektivo Progrez, en Moldavie, qui est allé plus loin encore et faisait venir le pain par tonnes pour les porcs de l'exploitation collective, alors qu'on en manquait au même moment dans les hôpitaux et les cantines scolaires de la région. Il a été démis de ses fonctions, exclu du parti et passera prochainement en jugement.

M. Block, qui s'était vu venir en URSS depuis deux ans, a été reçu par le ministre soviétique de l'Agriculture, M. Valentin Massias, et par le nouveau responsable de ce secteur au secrétariat du parti, M. Victor Nikonov. Il a été ainsi un des premiers responsables occidentaux à rencontrer ce promu du plénum d'avril dernier qui, à cinquante-six ans, est de la même génération que M. Gorbatchev, et a, comme lui, une formation d'ingénieur agronome. M. Nikonov a d'ailleurs repris au secrétariat du comité central le dossier agricole que suivait jadis M. Gorbatchev.

Le secrétaire américain à l'Agriculture, qui poursuit ce mercredi à Kiev son voyage en URSS, a jugé « cordiaux et utiles » ses entretiens de Moscou. Cette visite « fait partie du processus général d'amélioration des relations américano-soviétiques », a-t-il affirmé. Aucune des questions politiques d'actualité, que ce soit la prochaine expérience américaine d'armes antisatellites ou la mystérieuse affaire de la « poudre » avec laquelle le KGB « pistonnait » les diplomates américains en poste à Moscou, n'a cependant été évoquée par ses interlocuteurs.

D. Dh.

ment 5 % le fournisseur qui aura simplement observé les délais.

De façon générale, l'autonomie comptable des entreprises sera élargie. Celles-ci auront une plus grande maîtrise sur les dotations en capital destinées au renouvellement de leur matériel. Elles élaboreront elles-mêmes, ce qui ne va pas apparemment de soi dans le système soviétique, ces plans de rééquipement. Ceci ne concerne cependant que des projets à l'exception pas 4 millions de roubles (environ 43 millions de francs) pour l'industrie lourde, ou 2,5 millions de roubles (27 millions de francs) pour les autres secteurs.

Les entreprises pourront, d'autre part, selon le décret du 4 août, « théoriser en vue des dépenses à venir » les fonds non utilisés. Jusque-là, ces fonds étaient récupérés par le ministère de tutelle, ce qui avait pour effet d'étouffer dans l'œuf toute velléité d'épargne. Ces sommes pourront être placées dans les banques qui pourront à leur tour les utiliser comme crédits pour d'autres opérations. Dans ce domaine, les gestionnaires soviétiques semblent découvrir l'Amérique.

Un alinéa du décret permet enfin aux entreprises exportatrices de disposer un peu plus librement des devises qu'elles auront gagnées par leurs ventes à l'étranger. Ce paragraphe est curieusement rédigé sous une forme négative qui crée une certaine ambiguïté. Il sera désormais « interdit de bloquer les devises obtenues par les livraisons d'exportation », cela semble signifier, au dire des experts, que les entreprises intéressées pourront utiliser ces devises de façon plus autonome pour se rééquiper elles-mêmes à l'étranger.

Mais le jour a-t-il été venu où les gestionnaires des champs de pétrole sibériens, par exemple, touchent directement la manne créée par le principal poste d'exportation de l'économie soviétique, là encore, il s'agit de donner une certaine liberté d'action comptable aux entreprises qui vendent à l'étranger, mais les devises elles-mêmes resteront entre les mains des organismes spécialisés de Moscou.

Au total, M. Gorbatchev innove mais il ne prend pas de risques excessifs, puisqu'il reste dans la logique du système. « L'expérience » est cependant importante, dans la mesure où elle accorde une plus grande marge de manœuvre aux directeurs d'entreprises. Leur pouvoir s'accroît tandis qu'est maintenu celui du planificateur central et que sont rognés les privilèges des échelons intermédiaires, les ministères de tutelle et surtout les ministères locaux, aux effectifs pléthoriques.

Cette énorme bureaucratie a-t-elle donc aucun intérêt à ce que l'expérience réussisse, et elle peut exercer sa formidable force d'inertie en attendant que l'« expérience » soit étendue à toute l'économie soviétique, le 1^{er} janvier 1987.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Au Brésil

NOMINATION

D'UN NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE

M. Fernando Bracher, précédemment directeur du département international de Bradesco, la première banque privée du Brésil, a été nommé, mardi 27 août, gouverneur de la Banque centrale du pays. Il remplace à ce poste M. Antonio Carlos Lemgruber, qui avait démissionné la veille par solidarité avec M. Francisco Dornelles, l'ancien ministre des finances.

Le nouveau gouverneur avait déjà fait partie du directoire de la Banque centrale lors de la présidence du général Ernesto Geisel (1974-1979). Il semble faire partie de ceux qui, au Brésil, font de la poursuite de la croissance une priorité. « Les années 1983 et 1984 ont été des années de sacrifices très durs pour le pays », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. A la mi-août, il avait déclaré à un magazine financier du pays qu'un « campagne agressive d'exportations » (qui avait déjà permis de dégager 13 milliards d'excédents commerciaux l'année dernière) pouvait être un élément essentiel pour permettre au pays de rembourser la dette extérieure du pays, qui s'élève aujourd'hui, à 103 milliards de dollars.

Au contraire l'ancien gouverneur de la Banque centrale et l'ancien ministre des finances étaient plutôt favorables à la politique d'austérité préconisée par le FMI qui réduirait l'inflation et le déficit des finances publiques.

ment 5 % le fournisseur qui aura simplement observé les délais.

De façon générale, l'autonomie comptable des entreprises sera élargie. Celles-ci auront une plus grande maîtrise sur les dotations en capital destinées au renouvellement de leur matériel. Elles élaboreront elles-mêmes, ce qui ne va pas apparemment de soi dans le système soviétique, ces plans de rééquipement. Ceci ne concerne cependant que des projets à l'exception pas 4 millions de roubles (environ 43 millions de francs) pour l'industrie lourde, ou 2,5 millions de roubles (27 millions de francs) pour les autres secteurs.

Les entreprises pourront, d'autre part, selon le décret du 4 août, « théoriser en vue des dépenses à venir » les fonds non utilisés. Jusque-là, ces fonds étaient récupérés par le ministère de tutelle, ce qui avait pour effet d'étouffer dans l'œuf toute velléité d'épargne. Ces sommes pourront être placées dans les banques qui pourront à leur tour les utiliser comme crédits pour d'autres opérations. Dans ce domaine, les gestionnaires soviétiques semblent découvrir l'Amérique.

Un alinéa du décret permet enfin aux entreprises exportatrices de disposer un peu plus librement des devises qu'elles auront gagnées par leurs ventes à l'étranger. Ce paragraphe est curieusement rédigé sous une forme négative qui crée une certaine ambiguïté. Il sera désormais « interdit de bloquer les devises obtenues par les livraisons d'exportation », cela semble signifier, au dire des experts, que les entreprises intéressées pourront utiliser ces devises de façon plus autonome pour se rééquiper elles-mêmes à l'étranger.

Mais le jour a-t-il été venu où les gestionnaires des champs de pétrole sibériens, par exemple, touchent directement la manne créée par le principal poste d'exportation de l'économie soviétique, là encore, il s'agit de donner une certaine liberté d'action comptable aux entreprises qui vendent à l'étranger, mais les devises elles-mêmes resteront entre les mains des organismes spécialisés de Moscou.

Au total, M. Gorbatchev innove mais il ne prend pas de risques excessifs, puisqu'il reste dans la logique du système. « L'expérience » est cependant importante, dans la mesure où elle accorde une plus grande marge de manœuvre aux directeurs d'entreprises. Leur pouvoir s'accroît tandis qu'est maintenu celui du planificateur central et que sont rognés les privilèges des échelons intermédiaires, les ministères de tutelle et surtout les ministères locaux, aux effectifs pléthoriques.

Cette énorme bureaucratie a-t-elle donc aucun intérêt à ce que l'expérience réussisse, et elle peut exercer sa formidable force d'inertie en attendant que l'« expérience » soit étendue à toute l'économie soviétique, le 1^{er} janvier 1987.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Au Brésil

NOMINATION

D'UN NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE

M. Fernando Bracher, précédemment directeur du département international de Bradesco, la première banque privée du Brésil, a été nommé, mardi 27 août, gouverneur de la Banque centrale du pays. Il remplace à ce poste M. Antonio Carlos Lemgruber, qui avait démissionné la veille par solidarité avec M. Francisco Dornelles, l'ancien ministre des finances.

Le nouveau gouverneur avait déjà fait partie du directoire de la Banque centrale lors de la présidence du général Ernesto Geisel (1974-1979). Il semble faire partie de ceux qui, au Brésil, font de la poursuite de la croissance une priorité. « Les années 1983 et 1984 ont été des années de sacrifices très durs pour le pays », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. A la mi-août, il avait déclaré à un magazine financier du pays qu'un « campagne agressive d'exportations » (qui avait déjà permis de dégager 13 milliards d'excédents commerciaux l'année dernière) pouvait être un élément essentiel pour permettre au pays de rembourser la dette extérieure du pays, qui s'élève aujourd'hui, à 103 milliards de dollars.

Au contraire l'ancien gouverneur de la Banque centrale et l'ancien ministre des finances étaient plutôt favorables à la politique d'austérité préconisée par le FMI qui réduirait l'inflation et le déficit des finances publiques.

ment 5 % le fournisseur qui aura simplement observé les délais.

De façon générale, l'autonomie comptable des entreprises sera élargie. Celles-ci auront une plus grande maîtrise sur les dotations en capital destinées au renouvellement de leur matériel. Elles élaboreront elles-mêmes, ce qui ne va pas apparemment de soi dans le système soviétique, ces plans de rééquipement. Ceci ne concerne cependant que des projets à l'exception pas 4 millions de roubles (environ 43 millions de francs) pour l'industrie lourde, ou 2,5 millions de roubles (27 millions de francs) pour les autres secteurs.

Les entreprises pourront, d'autre part, selon le décret du 4 août, « théoriser en vue des dépenses à venir » les fonds non utilisés. Jusque-là, ces fonds étaient récupérés par le ministère de tutelle, ce qui avait pour effet d'étouffer dans l'œuf toute velléité d'épargne. Ces sommes pourront être placées dans les banques qui pourront à leur tour les utiliser comme crédits pour d'autres opérations. Dans ce domaine, les gestionnaires soviétiques semblent découvrir l'Amérique.

Un alinéa du décret permet enfin aux entreprises exportatrices de disposer un peu plus librement des devises qu'elles auront gagnées par leurs ventes à l'étranger. Ce paragraphe est curieusement rédigé sous une forme négative qui crée une certaine ambiguïté. Il sera désormais « interdit de bloquer les devises obtenues par les livraisons d'exportation », cela semble signifier, au dire des experts, que les entreprises intéressées pourront utiliser ces devises de façon plus autonome pour se rééquiper elles-mêmes à l'étranger.

Mais le jour a-t-il été venu où les gestionnaires des champs de pétrole sibériens, par exemple, touchent directement la manne créée par le principal poste d'exportation de l'économie soviétique, là encore, il s'agit de donner une certaine liberté d'action comptable aux entreprises qui vendent à l'étranger, mais les devises elles-mêmes resteront entre les mains des organismes spécialisés de Moscou.

Au total, M. Gorbatchev innove mais il ne prend pas de risques excessifs, puisqu'il reste dans la logique du système. « L'expérience » est cependant importante, dans la mesure où elle accorde une plus grande marge de manœuvre aux directeurs d'entreprises. Leur pouvoir s'accroît tandis qu'est maintenu celui du planificateur central et que sont rognés les privilèges des échelons intermédiaires, les ministères de tutelle et surtout les ministères locaux, aux effectifs pléthoriques.

Cette énorme bureaucratie a-t-elle donc aucun intérêt à ce que l'expérience réussisse, et elle peut exercer sa formidable force d'inertie en attendant que l'« expérience » soit étendue à toute l'économie soviétique, le 1^{er} janvier 1987.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Au Brésil

NOMINATION

D'UN NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE

M. Fernando Bracher, précédemment directeur du département international de Bradesco, la première banque privée du Brésil, a été nommé, mardi 27 août, gouverneur de la Banque centrale du pays. Il remplace à ce poste M. Antonio Carlos Lemgruber, qui avait démissionné la veille par solidarité avec M. Francisco Dornelles, l'ancien ministre des finances.

Le nouveau gouverneur avait déjà fait partie du directoire de la Banque centrale lors de la présidence du général Ernesto Geisel (1974-1979). Il semble faire partie de ceux qui, au Brésil, font de la poursuite de la croissance une priorité. « Les années 1983 et 1984 ont été des années de sacrifices très durs pour le pays », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. A la mi-août, il avait déclaré à un magazine financier du pays qu'un « campagne agressive d'exportations » (qui avait déjà permis de dégager 13 milliards d'excédents commerciaux l'année dernière) pouvait être un élément essentiel pour permettre au pays de rembourser la dette extérieure du pays, qui s'élève aujourd'hui, à 103 milliards de dollars.

Au contraire l'ancien gouverneur de la Banque centrale et l'ancien ministre des finances étaient plutôt favorables à la politique d'austérité préconisée par le FMI qui réduirait l'inflation et le déficit des finances publiques.

ment 5 % le fournisseur qui aura simplement observé les délais.

De façon générale, l'autonomie comptable des entreprises sera élargie. Celles-ci auront une plus grande maîtrise sur les dotations en capital destinées au renouvellement de leur matériel. Elles élaboreront elles-mêmes, ce qui ne va pas apparemment de soi dans le système soviétique, ces plans de rééquipement. Ceci ne concerne cependant que des projets à l'exception pas 4 millions de roubles (environ 43 millions de francs) pour l'industrie lourde, ou 2,5 millions de roubles (27 millions de francs) pour les autres secteurs.

Les entreprises pourront, d'autre part, selon le décret du 4 août, « théoriser en vue des dépenses à venir » les fonds non utilisés. Jusque-là, ces fonds étaient récupérés par le ministère de tutelle, ce qui avait pour effet d'étouffer dans l'œuf toute velléité d'épargne. Ces sommes pourront être placées dans les banques qui pourront à leur tour les utiliser comme crédits pour d'autres opérations. Dans ce domaine, les gestionnaires soviétiques semblent découvrir l'Amérique.

Un alinéa du décret permet enfin aux entreprises exportatrices de disposer un peu plus librement des devises qu'elles auront gagnées par leurs ventes à l'étranger. Ce paragraphe est curieusement rédigé sous une forme négative qui crée une certaine ambiguïté. Il sera désormais « interdit de bloquer les devises obtenues par les livraisons d'exportation », cela semble signifier, au dire des experts, que les entreprises intéressées pourront utiliser ces devises de façon plus autonome pour se rééquiper elles-mêmes à l'étranger.

Mais le jour a-t-il été venu où les gestionnaires des champs de pétrole sibériens, par exemple, touchent directement la manne créée par le principal poste d'exportation de l'économie soviétique, là encore, il s'agit de donner une certaine liberté d'action comptable aux entreprises qui vendent à l'étranger, mais les devises elles-mêmes resteront entre les mains des organismes spécialisés de Moscou.

Au total, M. Gorbatchev innove mais il ne prend pas de risques excessifs, puisqu'il reste dans la logique du système. « L'expérience » est cependant importante, dans la mesure où elle accorde une plus grande marge de manœuvre aux directeurs d'entreprises. Leur pouvoir s'accroît tandis qu'est maintenu celui du planificateur central et que sont rognés les privilèges des échelons intermédiaires, les ministères de tutelle et surtout les ministères locaux, aux effectifs pléthoriques.

Cette énorme bureaucratie a-t-elle donc aucun intérêt à ce que l'expérience réussisse, et elle peut exercer sa formidable force d'inertie en attendant que l'« expérience » soit étendue à toute l'économie soviétique, le 1^{er} janvier 1987.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Au Brésil

NOMINATION

D'UN NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE

M. Fernando Bracher, précédemment directeur du département international de Bradesco, la première banque privée du Brésil, a été nommé, mardi 27 août, gouverneur de la Banque centrale du pays. Il remplace à ce poste M. Antonio Carlos Lemgruber, qui avait démissionné la veille par solidarité avec M. Francisco Dornelles, l'ancien ministre des finances.

Le nouveau gouverneur avait déjà fait partie du directoire de la Banque centrale lors de la présidence du général Ernesto Geisel (1974-1979). Il semble faire partie de ceux qui, au Brésil, font de la poursuite de la croissance une priorité. « Les années 1983 et 1984 ont été des années de sacrifices très durs pour le pays », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. A la mi-août, il avait déclaré à un magazine financier du pays qu'un « campagne agressive d'exportations » (qui avait déjà permis de dégager 13 milliards d'excédents commerciaux l'année dernière) pouvait être un élément essentiel pour permettre au pays de rembourser la dette extérieure du pays, qui s'élève aujourd'hui, à 103 milliards de dollars.

Au contraire l'ancien gouverneur de la Banque centrale et l'ancien ministre des finances étaient plutôt favorables à la politique d'austérité préconisée par le FMI qui réduirait l'inflation et le déficit des finances publiques.

ment 5 % le fournisseur qui aura simplement observé les délais.

De façon générale, l'autonomie comptable des entreprises sera élargie. Celles-ci auront une plus grande maîtrise sur les dotations en capital destinées au renouvellement de leur matériel. Elles élaboreront elles-mêmes, ce qui ne va pas apparemment de soi dans le système soviétique, ces plans de rééquipement. Ceci ne concerne cependant que des projets à l'exception pas 4 millions de roubles (environ 43 millions de francs) pour l'industrie lourde, ou 2,5 millions de roubles (27 millions de francs) pour les autres secteurs.

Les entreprises pourront, d'autre part, selon le décret du 4 août, « théoriser en vue des dépenses à venir » les fonds non utilisés. Jusque-là, ces fonds étaient récupérés par le ministère de tutelle, ce qui avait pour effet d'étouffer dans l'œuf toute velléité d'épargne. Ces sommes pourront être placées dans les banques qui pourront à leur tour les utiliser comme crédits pour d'autres opérations. Dans ce domaine, les gestionnaires soviétiques semblent découvrir l'Amérique.

Un alinéa du décret permet enfin aux entreprises exportatrices de disposer un peu plus librement des devises qu'elles auront gagnées par leurs ventes à l'étranger. Ce paragraphe est curieusement rédigé sous une forme négative qui crée une certaine ambiguïté. Il sera désormais « interdit de bloquer les devises obtenues par les livraisons d'exportation », cela semble signifier, au dire des experts, que les entreprises intéressées pourront utiliser ces devises de façon plus autonome pour se rééquiper elles-mêmes à l'étranger.

Mais le jour a-t-il été venu où les gestionnaires des champs de pétrole sibériens, par exemple, touchent directement la manne créée par le principal poste d'exportation de l'économie soviétique, là encore, il s'agit de donner une certaine liberté d'action comptable aux entreprises qui vendent à l'étranger, mais les devises elles-mêmes resteront entre les mains des organismes spécialisés de Moscou.

Au total, M. Gorbatchev innove mais il ne prend pas de risques excessifs, puisqu'il reste dans la logique du système. « L'expérience » est cependant importante, dans la mesure où elle accorde une plus grande marge de manœuvre aux directeurs d'entreprises. Leur pouvoir s'accroît tandis qu'est maintenu celui du planificateur central et que sont rognés les privilèges des échelons intermédiaires, les ministères de tutelle et surtout les ministères locaux, aux effectifs pléthoriques.

Cette énorme bureaucratie a-t-elle donc aucun intérêt à ce que l'expérience réussisse, et elle peut exercer sa formidable force d'inertie en attendant que l'« expérience » soit étendue à toute l'économie soviétique, le 1^{er} janvier 1987.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Au Brésil

NOMINATION

D'UN NOUVEAU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE

M. Fernando Bracher, précédemment directeur du département international de Bradesco, la première banque privée du Brésil, a été nommé, mardi 27 août, gouverneur de la Banque centrale du pays. Il remplace à ce poste M. Antonio Carlos Lemgruber, qui avait démissionné la veille par solidarité avec M. Francisco Dornelles, l'ancien ministre des finances.

Le nouveau gouverneur avait déjà fait partie du directoire de la Banque centrale lors de la présidence du général Ernesto Geisel (1974-1979). Il semble faire partie de ceux qui, au Brésil, font de la poursuite de la croissance une priorité. « Les années 1983 et 1984 ont été des années de sacrifices très durs pour le pays », a-t-il dit lors d'une conférence de presse. A la mi-août, il avait déclaré à un magazine financier du pays qu'un « campagne agressive d'exportations » (qui avait déjà permis de dégager 13 milliards d'excédents commerciaux l'année dernière) pouvait être un élément essentiel pour permettre au pays de rembourser la dette extérieure du pays, qui s'élève aujourd'hui, à 103 milliards de dollars.

Au contraire l'ancien gouverneur de la Banque centrale et l'ancien ministre des finances étaient plutôt favorables à la politique d'austérité préconisée par le FMI qui réduirait l'inflation et le déficit des finances publiques.

ment 5 % le fournisseur qui aura simplement observé les délais.

De façon générale, l'autonomie comptable des entreprises sera élargie. Celles-ci auront une plus grande maîtrise sur les dotations en capital destinées au renouvellement de leur matériel. Elles élaboreront elles-mêmes, ce qui ne va pas apparemment de soi dans le système soviétique, ces plans de rééquipement. Ceci ne concerne cependant que des projets à l'exception pas 4 millions de roubles (environ 43 millions de francs) pour l'industrie lourde, ou 2,5 millions de roubles (27 millions de francs) pour les autres secteurs.

Les entreprises pourront, d'autre part, selon le décret du 4 août, « théoriser en vue des dépenses à venir » les fonds non utilisés. Jusque-là, ces fonds étaient récupérés par le ministère de tutelle, ce qui avait pour effet d'étouffer dans l'œuf toute velléité d'épargne. Ces sommes pourront être placées dans les banques qui pourront à leur tour les utiliser comme crédits pour d'autres opérations. Dans ce domaine, les gestionnaires soviétiques semblent découvrir l'Amérique.

Un alinéa du décret permet enfin aux entreprises exportatrices de disposer un peu plus librement des devises qu'elles auront gagnées par leurs ventes à l'étranger. Ce paragraphe est curieusement rédigé sous une forme négative qui crée une certaine ambiguïté. Il sera désormais « interdit de bloquer les devises obtenues par les livraisons d'exportation », cela semble signifier, au dire des experts, que les entreprises intéressées pourront utiliser ces devises de façon plus autonome pour se rééquiper elles-mêmes à l'étranger.

Mais le jour a-t-il été venu où les gestionnaires des champs de pétrole sibériens, par exemple, touchent directement la manne créée par le principal poste d'exportation de l'économie soviétique, là encore, il s'agit de donner une certaine liberté d'action comptable aux entreprises qui vendent à l'étranger, mais les devises elles-mêmes resteront entre les mains des organismes spécialisés de Moscou.

Au total, M. Gorbatchev innove mais il ne prend pas de risques excessifs, puisqu'il reste dans la logique du système. « L'expérience » est cependant importante, dans la mesure où elle accorde une plus grande marge de manœuvre aux directeurs d'entreprises. Leur pouvoir s'accroît tandis qu'est maintenu celui du planificateur central et que sont rognés les privilèges des échelons intermédiaires, les ministères de tutelle et surtout les ministères locaux, aux effectifs pléthoriques.

Cette énorme bureaucratie a-t-elle donc aucun intérêt à ce que l'expérience réussisse, et elle peut exercer sa formidable force d'inertie en attendant que l'« expérience » soit étendue à toute l'économie soviétique, le 1^{er} janvier 1987.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Au Brésil

NOMINATION

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

27 août

La reprise du dollar (la devise américaine valait 8,4330 F en séance officielle contre 8,4225 F la veille au « fixing ») a contribué à la hausse du marché parisien lundi. Mais la cote a également progressé sous l'effet de facteurs internes pour gagner 0,5 %.

C'est ainsi que les pétroliers ont conduit la hausse dans le sillage d'Essa (+ 8 %), de Raffinage (+ 6,5 %) et de Sogehap (+ 6 %). La bonne tenue de ce secteur est sans doute à rapprocher de la récente réunion — en comité restreint — de quelques-uns des « majors » du pétrole français au cours de laquelle des anticipations plus optimistes qu'à l'accoutumée auraient été formulées à l'égard des scénarios de haut du baril américain.

réserve de brut du bassin parisien.

Parvi les autres titres en vue, on trouve :
- *Le Mans métallurgique* (Initial, Penarroy), en hausse de 5 % à 7 %.
- *Midland Bank* (à son plus haut niveau de l'année) et *Olida* (réservée à la hausse) ont également fait l'objet d'achats. *Boone* tenu, par ailleurs, de *Ciment*, *France*, *Chargeurs*. Les titres de *Chemins de fer* ont été vendus. *Peugeot* ont été aisément satisfaites, à tel point que le cours de l'action a légèrement baissé.

Repli - modéré (1 % à 3 %) - de *CFRAO*, *Skis Rosinon*, *Fichet*, *Roosier-Uclay*, *Mertin Gerin*, *Frasson*, *Châtaignier*, *Châtaignier*, *Châtaignier* et *Compagnie Bancaire*, *Compagnie du Midi*, *Bis*.

Très sensibilisés à l'évolution de la situation en Afrique du Sud, les mines d'or se sont repliées dans l'ensemble, notamment Western Deep, Harmony Gold, Anglo American (- 5 %) tandis que le cours du métal fin était pratiquement inchangé à Londres : 335,25 dollars contre 335,50 le vendredi précédent (la City était close lundi). A Paris, le lingot gagnait 500 F, à 91 450 F, le napoléon étant inchangé, à 561 F. Dollar-titre : 8,70/75 F contre 8,67/70 F la veille.

NEW-YORK

Légère reprise

Une ligne reprise a succédé, le mardi à Wall Street, au précédent mouvement d'effacement de ses gains. Le mouvement a été toutefois plus paisible, sans pousse à l'approvisionnement, les clôture, les cours ayant continué d'évoluer assez irrégulièrement durant la séance sans tendance bien définie. Au coup de cloche final, l'indice des industries s'inscrisit sur une avance de 4,82 points à 322,46. Le bilan de la journée a été à la hausse de 12,25 points, 327,71 contre 325,46. L'indice des valeurs étrangères a baissé de 0,87 point, 870 net contre 871 net, les bases de 1989 n'ont pas varié. L'attention s'est principalement portée sur l'industrie chimique et pharmaceutique ainsi que sur l'industrie pétrolière, d'une façon générale sur les valeurs qui font l'objet d'OPA ou qui pour-

De l'avis général, le marché s'est pas mis en mouvement, les investisseurs se contentant de surveiller les mouvements des transactions (82.14 millions de tonnes échangées contre 70.29 millions la veille). Cependant, les opérateurs ont, semble-t-il, été encouragés à prendre quelques positions à l'annonce d'une production américaine record (chiffre révisé) pour les deux derniers trimestres. Les données de la statistique s'appuie sur des coûts beaucoup plus élevés que ceux des autres pays. D'une façon générale, les professionnels se disent assez satisfaits du comportement de la Bourse mais ne prévoient pas de mouvement significatif avant le week-end des 6, 7 et 8 septembre. Le marché reprendra le 6 septembre à 10 heures en *WAS-ALERT* mais.

VALEURS		Cours de 22 août	Cours de 23 août
Alcoa		36	35 1/2
Alcan		21	21 1/2
Alcan	Common Stock	67	67 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	54	54
Alcan	Preferred 6 1/2%	56 1/2	56 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	57 1/2	57 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	58 1/2	58 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	59 1/2	59 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	60 1/2	60 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	61 1/2	61 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	62 1/2	62 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	63 1/2	63 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	64 1/2	64 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	65 1/2	65 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	66 1/2	66 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	67 1/2	67 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	68 1/2	68 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	69 1/2	69 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	70 1/2	70 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	71 1/2	71 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	72 1/2	72 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	73 1/2	73 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	74 1/2	74 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	75 1/2	75 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	76 1/2	76 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	77 1/2	77 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	78 1/2	78 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	79 1/2	79 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	80 1/2	80 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	81 1/2	81 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	82 1/2	82 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	83 1/2	83 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	84 1/2	84 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	85 1/2	85 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	86 1/2	86 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	87 1/2	87 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	88 1/2	88 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	89 1/2	89 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	90 1/2	90 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	91 1/2	91 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	92 1/2	92 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	93 1/2	93 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	94 1/2	94 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	95 1/2	95 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	96 1/2	96 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	97 1/2	97 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	98 1/2	98 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	99 1/2	99 1/2
Alcan	Preferred 6 1/2%	100 1/2	100 1/2

AUTOUR DE LA CORBEILLE

METROPOLITAN LIFE (USA)
ACHÈTE LA COMPAGNIE D'ASSU-
RANCE BRITANNIQUE ALBANY. —
La Metropolitan Life Insurance of New
York, une des principales compagnies amé-
ricaines d'assurance, va s'implanter en
Europe en acquérant la compagnie
britannique Albany Life Insurance. Le
cœur d'une opération financière qui
porterait sur quelque 150 millions de dol-
lars. Outre l'assurance-vie, Metropolitan
Life, dont les activités se limitaient jusqu'à
présent aux Etats-Unis et au Canada, a
étendu son domaine à l'assurance médicale,
à l'assurance automobile et la réassurance.
De son côté, la britannique Albany Life, qui
va le jour en 1975 et qui dispose actuelle-

**L'AMÉRICAIN SEARS ROEBUCK
MENTOT COTÉ À PARIS.** — Confi-
rant une récente information (*le Monde*
daté 18-19 août), le géant américain de la
distribution et des produits financiers
(assurance, immobilier...), Sears Roebuck,
annonce sa prochaine admission à la Bourse.

LEÇÈRE PROGRESSION DE L'ACTIVITÉ SEMESTRIELLE DU GROUPE THOMSON. — Thomson SA, qui coiffe l'ensemble des activités de l'entreprise, a enregistré, au cours du premier semestre 1985, un chiffre d'affaires consolidé de 27,8 milliards de francs, en progression de 6,3 % sur les six premiers mois de l'exercice précédent. En 1984, Thomson SA avait subi une perte de 35 milliards de francs sur un chiffre d'affaires de 27,88 milliards de francs, en augmentation de 1,2 % par rapport à l'année précédente. Pour ce qui est du premier semestre 1985, Thomson SEF (électronique professionnelle et civile) a enregistré un chiffre d'affaires de 15,2 milliards de francs (+ 5,7 %), celui de ses branches grand public étant pratiquement inchangé (9,6 milliards), alors que le branchement équipement et système atteignait le

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 1000 : 28 déc. 1964)

Valenets françaises	117,8	26 août
Valenets étrangers	94,5	26 août

C^e DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1961)

taux général	218,8	26 août	27 août
--------------------	-------	---------	---------

Taux du Marché Monétaire

Effets prisés du 28 août	95,8 %
--------------------------------	--------

COURS DU DOLLAR A TOKYO

27 août	28 août
---------	---------

BOURSE DE PARIS Comptant

[illegible]

1924-25			1923-24			1922-23			1921-22			1920-21			1919-20			1918-19			1917-18			1916-17			1915-16			1914-15			1913-14			1912-13			1911-12			1910-11			1909-10			1908-09			1907-08			1906-07			1905-06			1904-05			1903-04			1902-03			1901-02			1900-01			1899-00			1898-99			1897-98			1896-97			1895-96			1894-95			1893-94			1892-93			1891-92			1890-91			1889-90			1888-89			1887-88			1886-87			1885-86			1884-85			1883-84			1882-83			1881-82			1880-81			1879-80			1878-79			1877-78			1876-77			1875-76			1874-75			1873-74			1872-73			1871-72			1870-71			1869-70			1868-69			1867-68			1866-67			1865-66			1864-65			1863-64			1862-63			1861-62			1860-61			1859-60			1858-59			1857-58			1856-57			1855-56			1854-55			1853-54			1852-53			1851-52			1850-51			1849-50			1848-49			1847-48			1846-47			1845-46			1844-45			1843-44			1842-43			1841-42			1840-41			1839-40			1838-39			1837-38			1836-37			1835-36			1834-35			1833-34			1832-33			1831-32			1830-31			1829-30			1828-29			1827-28			1826-27			1825-26			1824-25			1823-24			1822-23			1821-22			1820-21			1819-20			1818-19			1817-18			1816-17			1815-16			1814-15			1813-14			1812-13			1811-12			1810-11			1809-10			1808-09			1807-08			1806-07			1805-06			1804-05			1803-04			1802-03			1801-02			1800-01			1799-00			1798-99			1797-98			1796-97			1795-96			1794-95			1793-94			1792-93			1791-92			1790-91			1789-90			1788-89			1787-88			1786-87			1785-86			1784-85			1783-84			1782-83			1781-82			1780-81			1779-80			1778-79			1777-78			1776-77			1775-76			1774-75			1773-74			1772-73			1771-72			1770-71			1769-70			1768-69			1767-68			1766-67			1765-66			1764-65			1763-64			1762-63			1761-62			1760-61			1759-60			1758-59			1757-58			1756-57			1755-56			1754-55			1753-54			1752-53			1751-52			1750-51			1749-50			1748-49			1747-48			1746-47			1745-46			1744-45			1743-44			1742-43			1741-42			1740-41			1739-40			1738-39			1737-38			1736-37			1735-36			1734-35			1733-34			1732-33			1731-32			1730-31			1729-30			1728-29			1727-28			1726-27			1725-26			1724-25			1723-24			1722-23			1721-22			1720-21			1719-20			1718-19			1717-18			1716-17			1715-16			1714-15			1713-14			1712-13			1711-12			1710-11			1709-10			1708-09			1707-08			1706-07			1705-06			1704-05			1703-04			1702-03			1701-02			1700-01			1699-00			1698-99			1697-98			1696-97			1695-96			1694-95			1693-94			1692-93			1691-92			1690-91			1689-90			1688-89			1687-88			1686-87			1685-86			1684-85			1683-84			1682-83			1681-82			1680-81			1679-80			1678-79			1677-78			1676-77			1675-76			1674-75			1673-74			1672-73			1671-72			1670-71			1669-70			1668-69			1667-68			1666-67			1665-66			1664-65			1663-64			1662-63			1661-62			1660-61			1659-60			1658-59			1657-58			1656-57			1655-56			1654-55			1653-54			1652-53			1651-52			1650-51			1649-50			1648-49			1647-48			1646-47			1645-46			1644-45			1643-44			1642-43			1641-42			1640-41			1639-40			1638-39			1637-38			1636-37			1635-36			1634-35			1633-34			1632-33			1631-32			1630-31			1629-30			1628-29			1627-28			1626-27			1625-26			1624-25			1623-24			1622-23			1621-22			1620-21			1619-20			1618-19			1617-18			1616-17			1615-16			1614-15			1613-14			1612-13			1611-12			1610-11			1609-10			1608-09			1607-08			1606-07			1605-06			1604-05			1603-04			1602-03			1601-02			1600-01			1599-00			1598-99			1597-98			1596-97			1595-96			1594-95			1593-94			1592-93			1591-92			1590-91			1589-90			1588-89			1587-88			1586-87			1585-86			1584-85			1583-84			1582-83			1581-82			1580-81			1579-80			1578-79			1577-78			1576-77			1575-76			1574-75			1573-74			1572-73			1571-72			1570-71			1569-70			1568-69			1567-68			1566-67			1565-66			1564-65			1563-64			1562-63			1561-62			1560-61			1559-60			1558-59			1557-58			1556-57			1555-56			1554-55			1553-54			1552-53			1551-52			1550-51			1549-50			1548-49			1547-48			1546-47			1545-46			1544-45			1543-44			1542-43			1541-42			1540-41			1539-40			1538-39			1537-38			1536-37			1535-36			1534-35			1533-34			1532-33			1531-32			1530-31			1529-30			1528-29			1527-28			1526-27			1525-26			1524-25			1523-24			1522-23			1521-22			1520-21			1519-20			1518-19			1517-18			1516-17			1515-16			1514-15			1513-14			1512-13			1511-12			1510-11			1509-10			1508-09			1507-08			1506-07			1505-06			1504-05			1503-04			1502-03			1501-02			1500-01			1499-00			1498-99			1497-98			1496-97			1495-96			1494-95			1493-94			1492-93			1491-92			1490-91			1489-90			1488-89			1487-88			1486-87			1485-86			1484-85			1483-84			1482-83			1481-82			1480-81			1479-80			1478-79			1477-78			1476-77			1475-76			1474-75			1473-74			1472-73			1471-72			1470-71			1469-70			1468-69			1467-68			1466-67			1465-66			1464-65			1463-64			1462-63			1461-62			1460-61			1459-60			1458-59			1457-58			1456-57			1455-56			1454-55			1453-54			1452-53			1451-52			1450-51			1449-50			1448-49			1447-48			1446-47			1445-46			1444-45			1443-44			1442-43			1441-42			1440-41			1439-40			1438-39			1437-38			1436-37			1435-36			1434-35			1433-34			1432-33			1431-32			1430-31			1429-30			1428-29			1427-28			1426-27			1425-26			1424-25			1423-24			1422-23			1421-22			1420-21			1419-20			1418-19			1417-18			1416-17			1415-16			1414-15			1413-14			1412-13			1411-12			1410-11			1409-10			1408-09			1407-08			1406-07			1405-06			1404-05			1403-04			1402-03			1401-02			1400-01			1399-00			1398-99			1397-98			1396-97			1395-96			1394-95			1393-94			1392-93			1391-92			1390-91			1389-90			1388-89			1387-88			1386-87			1385-86			1384-85			1383-84			1382-83			1381-82			1380-81			1379-80			1378-79			1377-78			1376-77			1375-76			1374-75			1373-74			1372-73			1371-72			1370-71			1369-70			1368-69			1367-68			1366-67			1365-66			1364-65			1363-64			1362-63			1361-62			1360-61			1359-60			1358-59			1357-58			1356-57			1355-56			1354-55			1353-54			1352-53			1351-52			1350-51			1349-50			1348-49			1347-48			1346-47			1345-46			1344-45			1343-44			1342-43			1341-42			1340-41			1339-40			1338-39			1337-38			1336-37			1335-36			1334-35			1333-34			1332-33			1331-32			1330-31			1329-30			1328-29			1327-28			1326-27			1325-26			1324-25			1323-24			1322-23			1321-22			1320-21			1319-20			1318-19			1317-18			1316-17			1315-16			1314-15			1313-14			1312-13			1311-12			1310-11			1309-10			1308-09			1307-08			1306-07			1305-06			1304-05			1303-04			1302-03			1301-02			1300-01			1299-00			1298-99			1297-98			1296-97			1295-96			1294-95			1293-94			1292-93			1291-92			1290-91			1289-90			1288-89			1287-88			1286-87			1285-86			1284-85			1283-84			1282-83			1281-82			1280-81			1279-80			1278-79			1277-78			1276-77			1275-76			1274-75			1273-74			1272-73			1271-72			1270-71			1269-70			1268-69			1267-68			1266-67			1265-66			1264-65			1263-64			1262-63			1261-62			1260-61			1259-60			1258-59			1257-58			1256-57			1255-56			1254-55			1253-54			1252-53			1251-52			1250-51			1249-50			1248-49			1247-48			1246-47			1245-46			1244-45			1243-44			1242-43			1241-42			1240-41			1239-40			1238-39			1237-38			1236-37			1235-36			1234-35			1233-34			1232-33			1231-32			1230-31			1229-30			1228-29			1227-28			1226-27			1225-26			1224-25			1223-24			1222-23			1221-22			1220-21			1219-20			1218-19			1217-18			1216-17			1215-16			1214-15			1213-14			1212-13			1211-12			1210-11			1209-10			1208-09			1207-08			1206-07			1205-06			1204-05			1203-04			1202-03			1201-02			1200-01			1199-00			1198-99			1197-98			1196-97			1195-96			1194-95			1193-94			1192-93			1191-92			1190-91			1189-90			1188-89			1187-88			1186-87			1185-86			1184-85			1183-84			1182-83			1181-82			1180-81			1179-80			1178-79			1177-78			1176-77			1175-76			1174-75			1173-74			1172-73			1171-72			1170-71			1169-70			1168-69			1167-68			1166-67			1165-66			1164-65			1163-64			1162-63			1161-62			1160-61			1159-60			1158-59			1157-58			1156-57			1155-56			1154-55			1153-54			1152-53			1151-52			1150-51			1149-50			1148-49			1147-48			1146-47			1145-46			1144-45			1143-44			1142-43			1141-42			1140-41			1139-40			1138-39			1137-38			1136-37			1135-36			1134-35			1133-34			1132-33			1131-32			1130-31			1129-30			1128-29			1127-28			1126-27			1125-26			1124-25			1123-24			1122-23			1121-22			1120-21			1119-20			1118-19			1117-18			1116-17			1115-16			1114-15			1113-14			1112-13			1111-12			1110-11			1109-10			1108-09			1107-08			1106-07			1105-06			1104-05			1103-04			1102-03			1101-02			1100-01					
---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	---------	--	--	--	--	--

ALPHABETICALLY	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	2101	2102	2103	2104	2105	2106	2107	2108	2109	2110	2111	2112	2113	2114	2115	2116	2117	2118	2119	2120	2121	2122	2123	2124	2125	2126	2127	2128	2129	2130	2131	2132	2133	2134	2135	2136	2137	2138	2139	2140	2141	2142	2143	2144	2145	2146	2147	2148	2149	2150	2151	2152	2153	2154	2155	2156	2157	2158	2159	2160	2161	2162	2163	2164	2165	2166	2167	2168	2169	2170	2171	2172	2173	2174	2175	2176	2177	2178	2179	2180	2181	2182	2183	2184	2185	2186	2187	2188	2189	2190	2191	2192	2193	2194	2195	2196	2197	2198	2199	2200	2201	2202	2203	2204	2205	2206	2207	2208	2209	2210	2211	2212	2213	2214	2215	2216	2217	2218	2219	2220	2221	2222	2223	2224	2225	2226	2227	2228	2229	2230	2231	2232	2233	2234	2235	2236	2237	2238	2239	2240	2241	2242	2243	2244	2245	2246	2247	2248	2249	2250	2251	2252	2253	2254	2255	2256	2257	2258	2259	2260	2261	2262	2263	2264	2265	2266	2267	2268	2269	2270	2271	2272	2273	2274	2275	2276	2277	2278	2279	2280	2281	2282	2283	2284	2285	2286	2287	2288	2289	2290	2291	2292	2293	2294	2295	2296	2297	2298	2299	2300	2301	2302	2303	2304	2305	2306	2307	2308	2309	2310	2311	2312	2313	2314	2315	2316	2317	2318	2319	2320	2321	2322	2323	2324	2325	2326	2327	2328	2329	2330	2331	2332	2333	2334	2335	2336	2337	2338	2339	2340	2341	2342	2343	2344	2345	2346	2347	2348	2349	2350	2351	2352	2353	2354	2355	2356	2357	2358	2359	2360	2361	2362	2363	2364	2365	2366	2367	2368	2369	2370	2371	2372	2373	2374	2375	2376	2377	2378	2379	2380	2381	2382	2383	2384	2385	2386	2387	2388	2389	2390	2391	2392	2393	2394	2395	2396	2397	2398	2399	2400	2401	2402	2403	2404	2405	2406	2407	2408	2409	2410	2411	2412	2413	2414	2415	2416	2417	2418	2419	2420	2421	2422	2423	2424	2425	2426	2427	2428	2429	2430	2431	2432	2433	2434	2435	2436	2437	2438	2439	2440	2441	2442	2443	2444	2445	2446	2447	2448	2449	2450	2451	2452	2453	2454	2455	2456	2457	2458	2459	2460	2461	2462	2463	2464	2465	2466	2467	2468	2469	2470	2471	2472	2473	2474	2475	2476	2477	2478	2479	2480	2481	2482	2483	2484	2485	2486	2487	2488	2489	2490	2491	2492	2493	2494	2495	2496	2497	2498	2499	2500	2501	2502	2503	2504	2505	2506	2507	2508	2509	2510	2511	2512	2513	2514	2515	2516	2517	2518	2519	2520	2521	2522	2523	2524	2525	2526	2527	2528	2529	2530	2531	2532	2533	2534	2535	2536	2537	2538	2539	2540	2541	2542	2543	2544	2545	2546	2547	2548	2549	2550	2551	2552	2553	2554	2555	2556	2557	2558	2559	2560	2561	2562	2563	2564	2565	2566	2567	2568	2569	2570	2571	2572	2573	2574	2575	2576	2577	2578	2579	2580	2581	2582	2583	2584	2585	2586	2587	2588	2589	2590	2591	2592	2593	2594	2595	2596	2597	2598	2599	2600	2601	2602	2603	2604	2605	2606	2607	2608	2609	2610	2611	2612	2613	2614	2615	2616	2617	2618	2619	2620	2621	2622	2623	2624	2625	2626	2627	2628	2629	2630	2631	2632	2633	2634	2635	2636	2637	2638	2639	2640	2641	2642	2643	2644	2645	2646	2647	2648	2649	2650	2651	2652	2653	2654	2655	2656	2657	2658	2659	2660	2661	2662	2663	2664	2665	2666	2667	2668	2669	2670	2671	2672	2673	2674	2675	2676	2677	2678	2679	2680	2681	2682	2683	2684	2685	2686	2687	2688	2689	2690	2691	2692	2693	2694	2695	2696	2697	2698	2699	2700	2701	2702	2703	2704	2705	2706	2707	2708	2709	2710	2711	2712	2713	2714	2715	2716	2717	2718	2719	2720	2721	2722	2723	2724	2725	2726	2727	2728	2729	2730	2731	2732	2733	2734	2735	2736	2737	2738	2739	2740	2741	2742	2743	2744	2745	2746	2747	2748	2749	2750	2751	2752	2753	2754	2755	2756	2757	2758	2759	2760	2761	2762	2763	2764	2765	2766	2767	2768	2769	2770	2771	2772	2773	2774	2775	2776	2777	2778	2779	2780	2781	2782	2783	2784	2785	2786	2787	2788	2789	2790	2791	2792	2793	2794	2795	2796	2797	2798	2799	2800	2801	2802	2803	2804	2805	2806	2807	2808	2809	2810	2811	2812	2813	2814	2815	2816	2817	2818	2819	2820	2821	2822	2823	2824	2825	2826	2827	2828	2829	2830	2831	2832	2833	2834	2835	2836	2837	2838	2839	2840	2841	2842	2843	2844	2845	2846	2847	2848	2849	2850	2851	2852	2853	2854	2855	2856	2857	2858	2859	2860	2861	2862	2863	2864	2865	2866	2867	2868	2869	2870	2871	2872	2873	2874	2875	2876	2877	2878	2879	2880	2881	2882	2883	2884	2885	2886	2887	2888	2889	2890	2891	2892	2893	2894	2895	2896	2897	2898	2899	2900	2901	2902	2903	2904	2905	2906	2907	2908	2909	2910	2911	2912	2913	2914	2915	2916	2917	2918	2919	2920	2921	2922	2923	2924	2925	2926	2927	2928	2929	2930	2931	2932	2933	2934	2935	2936	2937	2938	2939	2940	2941	2942	2943	2944	2945	2946	2947	2948	2949	2950	2951	2952	2953	2954	2955	2956	2957	2958	2959	2960	2961	2962	2963	2964	2965	2966	2967	2968	2969	2970	2971	2972	2973	2974	2975	2976	2977	2978	2979	2980	2981	2982	2983	2984	2985	2986	2987	2988	2989	2990	2991	2992	2993	2994	2995	2996	2997	2998	2999	3000	3001	3002	3003	3004	3005	3006	3007	3008	3009	3010	3011	3012	3013	3014	3015	3016	3017	3018	3019	3020	3021	3022	3023	3024	3025	3026	3027	3028	3029	3030	3031	3032	3033	3034	3035	3036	3037	3038	3039	3040	3041	3042	3043	3044	3045	3046	3047	3048	3049	3050	3051	3052	3053	3054	3055	3056	3057	3058	3059	3060	3061	3062	3063	3064	3065	3066	3067	3068	3069	3070	3071	3072	3073	3074	3075	3076	3077	3078	3079	3080	3081	3082	3083	3084	3085	3086	3087	3088	3089	3090	3091	3092	3093	3094	3095	3096	3097	3098	3099	3100	3101	3102	3103	3104	3105	3106	3107	3108	3109	3110	3111	3112	3113	3114	3115	3116	3117	3118	3119	3120	3121	3122	3123	3124	3125	3126	3127	3128	3129	3130	3131	3132	3133	3134	3135	3136	3137	3138	3139	3140	3141	3142	3143	3144	3145	3146	3147	3148	3149	3150	3151	3152	3153	3154	3155	3156	3157	3158	3159	3160	3161	3162	3163	3164	3165	3166	3167	3168	3169	3170	3171	3172	3173	3174	3175	3176	3177	3178	3179	3180	3181	3182	3183	3184	3185	3186	3187	3188	3189	3190	3191	3192	3193	3194	3195	3196	3197	3198	3199	3200	3201	3202	3203	3204	3205	3206	3207	3208	3209	3210	3211	3212	3213	3214	3215	3216	3217	3218	3219	3220	3221	3222	3223	3224	3225	3226	3227	3228	3229	3230	3231	3232	3233	3234	3235	3236	3237	3238	3239	3240	3241	3242	3243	3244	3245	3246	3247	3248	3249	3250	3251	3252	3253	3254	3255	3256	3257	3258	3259	3260	3261	3262	3263	3264	3265	3266	3267	3268	3269	3270	3271	3272	3273	3274	3275	3276	3277	3278	3279	3280	3281	3282	3283	3284	3285	3286	3287	3288	3289	3290	3291	3292	3293	3294	3295	3296	3297	3298	3299	3300	3301	3302	3303	3304	3305	3306	3307	3308	3309	3310	3311	3312	3313	3314	3315	3316	3317	3318	3319	3320	3321	3322	3323	3324	3325	3326	3327	3328	3329	3330	3331	3332	3333	3334	3335	3336	3337	3338	3339	3340	3341	3342	3343	3344	3345	3346	3347	3348	3349	3350	3351	3352	3353	3354	3355	3356	3357	3358	3359	3360	3
----------------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	---

[illegible]

27 AOUT

[illegible]

4228	4226	Florida	1700	1700
4229	4227	Florida	312	312
4230	4228	Florida	312	312
4231	4229	Florida	312	312
4232	4230	Florida	312	312
4233	4231	Florida	312	312
4234	4232	Florida	312	312
4235	4233	Florida	312	312
4236	4234	Florida	312	312
4237	4235	Florida	312	312
4238	4236	Florida	312	312
4239	4237	Florida	312	312
4240	4238	Florida	312	312
4241	4239	Florida	312	312
4242	4240	Florida	312	312
4243	4241	Florida	312	312
4244	4242	Florida	312	312
4245	4243	Florida	312	312
4246	4244	Florida	312	312
4247	4245	Florida	312	312
4248	4246	Florida	312	312
4249	4247	Florida	312	312
4250	4248	Florida	312	312
4251	4249	Florida	312	312
4252	4250	Florida	312	312
4253	4251	Florida	312	312
4254	4252	Florida	312	312
4255	4253	Florida	312	312
4256	4254	Florida	312	312
4257	4255	Florida	312	312
4258	4256	Florida	312	312
4259	4257	Florida	312	312
4260	4258	Florida	312	312
4261	4259	Florida	312	312
4262	4260	Florida	312	312
4263	4261	Florida	312	312
4264	4262	Florida	312	312
4265	4263	Florida	312	312
4266	4264	Florida	312	312
4267	4265	Florida	312	312
4268	4266	Florida	312	312
4269	4267	Florida	312	312
4270	4268	Florida	312	312
4271	4269	Florida	312	312
4272	4270	Florida	312	312
4273	4271	Florida	312	312
4274	4272	Florida	312	312
4275	4273	Florida	312	312
4276	4274	Florida	312	312
4277	4275	Florida	312	312
4278	4276	Florida	312	312
4279	4277	Florida	312	312
4280	4278	Florida	312	312
4281	4279	Florida	312	312
4282	4280	Florida	312	312
4283	4281	Florida	312	312
4284	4282	Florida	312	312
4285	4283	Florida	312	312
4286	4284	Florida	312	312
4287	4285	Florida	312	312
4288	4286	Florida	312	312
4289	4287	Florida	312	312
4290	4288	Florida	312	312
4291	4289	Florida	312	312
4292	4290	Florida	312	312
4293	4291	Florida	312	312
4294	4292	Florida	312	312
4295	4293	Florida	312	312
4296	4294	Florida	312	312
4297	4295	Florida	312	312
4298	4296	Florida	312	312
4299	4297	Florida	312	312
4300	4298	Florida	312	312
4301	4299	Florida	312	312
4302	4300	Florida	312	312
4303	4301	Florida	312	312
4304	4302	Florida	312	312
4305	4303	Florida	312	312
4306	4304	Florida	312	312
4307	4305	Florida	312	312
4308	4306	Florida	312	312
4309	4307	Florida	312	312
4310	4308	Florida	312	312
4311	4309	Florida	312	312
4312	4310	Florida	312	312
4313	4311	Florida	312	312
4314	4312	Florida	312	312
4315	4313	Florida	312	312
4316	4314	Florida	312	312
4317	4315	Florida	312	312
4318	4316	Florida	312	312
4319	4317	Florida	312	312
4320	4318	Florida	312	312
4321	4319	Florida	312	312
4322	4320	Florida	312	312
4323	4321	Florida	312	312
4324	4322	Florida	312	312
4325	4323	Florida	312	312
4326	4324	Florida	312	312
4327	4325	Florida	312	312
4328	4326	Florida	312	312
4329	4327	Florida	312	312
4330	4328	Florida	312	312
4331	4329	Florida	312	312
4332	4330	Florida	312	312
4333	4331	Florida	312	312
4334	4332	Florida	312	312
4335	4333	Florida	312	312
4336	4334	Florida	312	312
4337	4335	Florida	312	312
4338	4336	Florida	312	312
4339	4337	Florida	312	312
4340	4338	Florida	312	312
4341	4339	Florida	312	312
4342	4340	Florida	312	312
4343	4341	Florida	312	312
4344	4342	Florida	312	312
4345	4343	Florida	312	312
4346	4344	Florida	312	312
4347	4345	Florida	312	312
4348	4346	Florida	312	312
4349	4347	Florida	312	312
4350	4348	Florida	312	312
4351	4349	Florida	312	312
4352	4350	Florida	312	312
4353	4351	Florida	312	312
4354	4352	Florida	312	312
4355	4353	Florida	312	312
4356	4354	Florida	312	312
4357	4355	Florida	312	312
4358	4356	Florida	312	312
4359	4357	Florida	312	312
4360	4358	Florida	312	312
4361	4359	Florida	312	312
4362	4360	Florida	312	312
4363	4361	Florida	312	312
4364	4362	Florida	312	312
4365	4363	Florida	312	312
4366	4364	Florida	312	312
4367	4365	Florida	312	312
4368	4366	Florida	312	312
4369	4367	Florida	312	312
4370	4368	Florida	312	312
4371	4369	Florida	312	312
4372	4370	Florida	312	312
4373	4371	Florida	312	312
4374	4372	Florida	312	312
4375	4373	Florida	312	312
4376	4374	Florida	312	312
4377	4375	Florida	312	312
4378	4376	Florida	312	312
4379	4377	Florida	312	312
4380	4378	Florida	312	312
4381	4379	Florida	312	312
4382	4380	Florida	312	312
4383	4381	Florida	312	312
4384	4382	Florida	312	312
4385	4383	Florida	312	312
4386	4384	Florida	312	312
4387	4385	Florida	312	312
4388	4386	Florida	312	312
4389	4387	Florida	312	312
4390	4388	Florida	312	312
4391	4389	Florida	312	312
4392	4390	Florida	312	312
4393	4391	Florida	312	312
4394	4392	Florida	312	312
4395	4393	Florida	312	312
4396	4394	Florida	312	312
4397	4395	Florida	312	312
4398	4396	Florida	312	312
4399	4397	Florida	312	312
4400	4398	Florida	312	312
4401	4399	Florida	312	312
4402	4400	Florida	312	312
4403	4401	Florida	312	312
4404	4402	Florida	312	312
4405	4403	Florida	312	312
4406	4404	Florida	312	312
4407	4405	Florida	312	312
4408	4406	Florida	312	312
4409	4407	Florida	312	312
4410	4408	Florida	312	312
4411	4409	Florida	312	312
4412	4410	Florida	312	312
4413	4411	Florida	312	312
4414	4412	Florida	312	312
4415	4413	Florida	312	312
4416	4414	Florida	312	312
4417	4415	Florida	312	312
4418	4416	Florida	312	312
4419	4417	Florida	312	312
4420	4418	Florida	312	312
4421	4419	Florida	312	312
4422	4420	Florida	312	312
4423	4421	Florida	312	312
4424	4422	Florida	312	312
4425	4423	Florida	312	312
4426	4424	Florida	312	312
4427	4425	Florida	312	312
4428	4426	Florida	312	312
4429	4427	Florida	312	312
4430	4428	Florida	312	312
4431	4429	Florida	312	312
4432	4430	Florida	312	312
4433	4431	Florida	312	312
4434	4432	Florida	312	312
4435	4433	Florida	312	312
4436	4434	Florida	312	312
4437	4435	Florida	312	312
4438	4436	Florida	312	312
4439	4437	Florida	312	312
4440	4438	Florida	312	312
4441	4439	Florida	312	312
4442	4440	Florida	312	312
4443	4441	Florida	312	312
4444	4442	Florida	312	312
4445	4443	Florida	312	312
4446	4444	Florida	312	312
4447	4445	Florida	312	312
4448	4446	Florida	312	312
4449	4447	Florida	312	312
4450	4448	Florida	312	312
4451	4449	Florida	312	312
4452	4450	Florida	312	312
4453	4451	Florida	312	312
4454	4452	Florida	312	312
4455	4453	Florida	312	312
4456	4454	Florida	312	312
4457	4455	Florida	312	312
4458	4456	Florida	312	312
4459	4457	Florida	312	312
4460	4458	Florida	312	312
4461	4459	Florida	312	312
4462	4460	Florida	312	312
4463	4461	Florida	312	312
4464	4462	Florida	312	312
4465	4463	Florida	312	312
4466	4464	Florida	312	312
4467	4465	Florida	312	312
4468	4466	Florida	312	312
4469	4467	Florida	312	312
4470	4468	Florida	312	312
4471	4469	Florida	312	312
4472	4470	Florida	312	312
4473	4471	Florida	312	312
4474	4472	Florida	312	312
4475	4473	Florida	312	312
4476	4474	Florida	312	312
4477	4475	Florida	312	312
4478	4476	Florida	312	312
4479	4477	Florida	312	312
4480	4478	Florida	312	312
4481	4479	Florida	312	312
4482	4480	Florida	312	312
4483	4481	Florida	312	312
4484	4482	Florida	312	312
4485	4483	Florida	312	312
4486	4484	Florida	312	312
4487	4485	Florida	312	312
4488	4486	Florida	312	312
4489	4487	Florida	312	312
4490	4488	Florida	312	312
4491	4489	Florida	312	312
4492	4490	Florida	312	312
4493	4491	Florida	312	312
4494	4492	Florida	312	312
4495	4493	Florida	312	312
4496	4494	Florida	312	312
4497	4495	Florida	312	312
4498	4496	Florida	312	312
4499	4497	Florida	312	312
4500	4498	Florida	312	312
4501	4499	Florida	312	312
4502	4500	Florida	312	312
4503	4501	Florida	312	312
4504	4502	Florida	312	312
4505	4503	Florida	312	312
4506	4504	Florida	312	312
4507	4505	Florida	312	312
4508	4506	Florida	312	312
4509	450			

VALEURS	Evolution Franc Ind.	Revenu net	VALEURS	Evolution Franc Ind.	Revenu net
SICAV 27/8					
Alcatel	107 51	404 80	Placet Innovation	514 90	461 18
2002/05	701 12 27	Placetnet op-tele	61067 4	61057 44	
Alstom	11236 40	11040 30	P&L de H-mond	302 35	
2002/05	805 07	805 07	2007/05	2073 24	
Amgen	112	114 48	Pharmacia Nord	100 7	
2002/05	530 08	Pharmacia	152 4	153 25	
Amgen	457 16	445 96	Pharmacia Svalbard	5424 91	5371 20
2002/05	409 41	Pharmacia Svalbard	1081 05	1081 05	
Amgen	1135 21	1135 21	Pharmacia Svalbard	520 45	
2002/05	1281 80	Pharmacia Svalbard	1047 71	1047 71	
Amgen	450 44	450 44	Pharmacia Svalbard	1047 71	1047 71
2002/05	452 62	Pharmacia Svalbard	11472 15	11472 15	
Amgen	127 08	127 08	Pharmacia Svalbard	821 64	821 64
2002/05	12504 16	12504 16	Pharmacia Svalbard	10234 06	10234 06

[illegible][illegible]

